

«**ALSTOM TRANSPORT**» DÉCROCHE UN MARCHÉ
DE 200 MILLIONS D'EUROS EN ALGÉRIE P. 5

ACTUALITÉ
AUTREMENT VUE

P. 6 à 16

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

COMME REMÈDE À LA CRISE FINANCIÈRE, LE SPARADRAP ?

Mourad Benachenhou

**PASSE
D'ARMES AU SOMMET !**

CHERIF ALI

**COMMENT ABDERRAHMANE
BENKHALFA «M'A BERNER»**

ABED CHAREF

LE MAL DES REMANIEMENTS

PAR EL YAZID DIB

■ Tsunami au sommet
de l'Etat : va-t-on enfin
vers un Etat de droit civil ?
ABDELLATIF BOUSENANE

■ Réformer pour mieux déformer
FATIHA RÉGHIS

■ La mortalité maternelle
et néonatale a des causes
que la raison ignore
MOHAMED MEHTOUL

■ Le véritable fléau ou nouvelle
guerre du siècle : l'urbanité
globalisée tueuse de civilisations
rurales et de leur progrès humain
HASSAN TSAKI

■ Livres : rébellions kabyles,
révoltes algériennes
B. AHCENE-DJABALLAH

■ Sarkozy étale son «szar»
à Tunis
OMAR CHAËLAL

■ Iran-Turquie
«Realpolitik» : combinaison
aléatoire de petits et grands intérêts
PIERRE MORVILLE



■ Où sont-ils passés ?
BOUCHAN HADJ-CHIKH

■ Les dérives d'Erdogan
AKRAM BELKAÏD

Réformes économiques Une tripartite et des attentes

Le ministre de l'Industrie et des Mines a réuni hier les partenaires sociaux pour mettre au point la feuille de route de la tripartite prévue en octobre prochain à Biskra.

Ghania Oukazi

Préambule d'usage « je salue l'esprit du dialogue qui a guidé et guide encore plus notre démarche en faveur de la diversification de l'économie nationale », a dit Bouchouareb. Il a qualifié la rencontre de Biskra d'octobre prochain de « très importante, on peut l'appeler tripartite mais celle-là a plusieurs particularités parce qu'elle se tient au moment où nous devons accélérer nos efforts pour diversifier notre économie et lever les contraintes, le choix de l'endroit est révolutionnaire, le choix du Sud n'est pas fortuit et de Biskra pas un hasard, cette région est devenue un pôle régionale de l'agriculture mais aussi un pôle industriel de premier ordre, notamment en matériaux de construction puisque nous avons deux grandes cimenteries en construction et des briqueteries en fonction et en construction en plus des investissements dans les mines ». Le déplacement de la tripartite à Biskra montre aussi selon lui que « le développement est national et l'équilibre des territoires est une préoccupation majeure du gouvernement ». Il étalera encore une fois toutes les mesures prises dans la LFC qui placent dit-il « l'entreprise au cœur de nos dispositifs et font d'elle l'élément essentiel de la bataille qu'on mène ». Objectif premier, valoriser et intégrer la production nationale. « Nous avons que 40% de couverture industrielle nationale, nous avons de grands déficits dans ce domaine », regrette-t-il. Il évoquera la dépenalisation de l'acte de gestion pour souligner que « nous avons souffert de sa pénalisation pendant des années ».

«CE N'EST PAS UNE AMNISTIE FISCALE»

La révision du code des marchés publics met en place, selon lui, « des instruments pour ne plus faire de différence entre public et privé, l'Etat a même délégué certaines de ses prérogatives à des entreprises publiques ou privées ». Le problème du foncier industriel a lui aussi, assure-t-il, bénéficié de mesures pour son règlement, « nous avons même imposé une taxe de 3% sur la valeur vénale des terrains qui ne sont pas exploités et nous sommes prêts à augmenter cette taxe si le problème persiste ».

Bouchouareb tiendra à préciser, sur le chapitre de l'économie informelle, que « ce n'est pas une amnistie fiscale mais des mesures pour rendre plus transparentes les opérations commerciales et permettre à ceux exclus de l'économie d'être intégrés dans la démarche pour les rendre plus efficaces ». Il lancera quelques piques envers « ceux qui nous le reprochent, ils savent que c'est une démarche qui date depuis des dizaines d'années, ils se réveillent de temps en temps, on ne vous écoute plus ». Il rappelle que les importations ont diminué de 10% « parce que des filières industrielles ont augmenté en production ». Ses projections à la fin 2015 « 7% de croissance industrielle

contre 5% en 2014 ». Le rapport devant être présenté à la prochaine tripartite permettra, dit-il, de faire l'évaluation des mesures retenues par la tripartite de septembre 2014 et de collecter des propositions de réajustements, le tout se fera en prévision de la préparation de la LF 2016.

Le secrétaire général de l'UGTA prend le relais pour souligner, entre autres, qu'« à chaque fois qu'il y a une crise financière, tout le monde s'alarme, cette fois-ci si on ne la gère pas correctement, elle va être fatale, si on n'agit pas maintenant, on va se retrouver dans un avenir inextricable ».

130 MILLIARDS DE DINARS POUR L'ABROGATION DU 87 BIS

Sidi Saïd aura lui aussi des piques à lancer contre « ceux qui ont des préjugés sur le ministre ou le 1^{er} ministre » mais sans s'y attarder. Il fera le bilan de l'opération Ramadhan. « En un mois, nous avons installé 95 marchés dans 39 wilayas sur les 48 existantes, nous avons eu 7 millions de visiteurs dont 4 dans Alger, nous avons fait une économie de 40% sur les dépenses de Ramadhan. » Il estime que « nous avons lié ainsi le producteur au consommateur, il y a bien sûr des insuffisances qu'on doit régler ». A propos du règlement du foncier industriel, Sidi Saïd juge qu'il y a eu une levée de blocages « même s'il en reste encore beaucoup ». Lui aussi refuse de parler d'amnistie fiscale mais, dit-il, « je dois aller chercher l'argent là où il faut, l'informel c'est celui qui draine des gains, parce que ceux qui vendent el-hchich (les herbes) ou les cigarettes ne sont pas dans l'informel, ils nourrissent leurs familles ». Le SG de l'UGTA appelle la mesure entreprise à cet effet « la bancarisation » une mesure, rappelle-t-il, « proposée en tripartite en 1995 pour permettre de mettre l'argent dans le circuit informel et constituer ainsi un soubassement à l'investissement, peu importe d'où il vient ou qui il l'a ramené, sinon on ne sortira pas de l'auberge (espagnole) ». Sidi Saïd justifie ses propos : « C'est un accompagnement de l'économie nationale, nous avons besoin rapidement de reconstruire et de réhabiliter la production nationale, sinon nous allons nous retrouver dans une décennie dans les situations les plus cata (strophiques) ».

Il reparle du 87 bis pour noter que sa suppression coûtera « pas moins de 130 milliards de DA (salaires fonction publique et secteur économique public et privé confondus), c'est quand même de l'argent ». Il nous précisera en aparté que les besoins de la fonction publique à elle seule, à cet effet, sont de 54 milliards de DA.

Par ailleurs, une circulaire sera, selon lui, signée incessamment pour « ne plus payer des travailleurs au-dessous de 18 000 DA (le SNMG) ».

Le ministre de l'Industrie et des Mines réagit en notant que « l'Algérie ne se dirige pas vers la cata, elle a les moyens et les outils pour mettre en place une économie nationale diversifiée ».

Pour le premier semestre 2015 La facture des importations de véhicules a baissé de 820 millions \$



R. N.

La facture des importations des véhicules a reculé de près de 2,13 milliards de dollars (MUSD) durant le 1^{er} semestre 2015 contre, 2,95 MUSD à la même période de 2014, soit une baisse de 820 millions de dollars (-27,86%), selon les données du Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (CNIS) des douanes algériennes.

De janvier à juin 2015, le nombre des véhicules importés s'est établi à 180.088 véhicules contre 230.677 unités sur la même période de comparaison de 2014 (-22%), précise la même source. Durant les six premiers mois de l'année en cours, les marques européennes, notamment françaises et allemandes, ont continué à occuper la tête de la liste des importations, suivies des marques japonaises et sud-coréennes. Soit la même tendance relevée durant les années précédentes. En 2014, les

importations des véhicules se sont chiffrées à 6,34 MUSD (439.637 unités) contre un chiffre record de 7,33 MUSD (554.263 unités) en 2013. Entre 2010 et 2014, rappelle-t-on, les concessionnaires ont importé 1.934.416 véhicules.

Cette baisse des importations intervient suite aux décisions prises par le gouvernement pour assainir le marché de l'automobile qui s'est caractérisé, ces dernières années, par de profonds dysfonctionnements et pratiques illégales relevés par le ministère du Commerce dans une récente étude. Parmi ces irrégularités figurent certaines pratiques financières utilisées par les concessionnaires visant à transférer plus de capitaux vers l'étranger, augmenter les charges et équilibrer leur comptabilité aux moyens de techniques de plus en plus utilisées pour échapper au contrôle financier et fiscal du pays, a révélé cette étude.

Parmi les mesures prises pour assainir le marché et rationaliser

l'importation des véhicules, un nouveau cahier des charges a été élaboré par le ministère de l'Industrie et des Mines, régissant les conditions et modalités d'exercice de l'activité de concessionnaire. Ce dispositif sera renforcé par l'entrée en vigueur, dès janvier 2016, des licences d'importation qui concerneront, entre autres, les véhicules dont les importations devaient être plafonnées à 400.000 véhicules/an. En outre, un rapport du ministère du Commerce a recommandé de prendre des mesures impliquant plusieurs départements ministériels ayant la charge de la sécurité routière, du développement du réseau après-vente, de l'élaboration des normes de pollution et consommation d'énergies, des conditions d'éligibilité, de la gestion des ressources financières externes et des transferts de capitaux et du contrôle de l'importation et des déclarations fiscales de chaque concessionnaire.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Convergences sur la nécessité d'un front intérieur

La nécessité de la construction d'un front interne solide pour que l'Algérie puisse relever le double défi auquel elle est confrontée de par la gravité de la crise économique

qu'elle traverse et de la menace d'une résurgence du phénomène du terrorisme favorisée par un contexte régional se prêtant à une telle menace, semble en train de s'imposer parmi les acteurs politiques nationaux qu'ils soient dans le camp du pouvoir ou dans celui de l'opposition comme l'atteste la multiplication des appels à aller dans ce sens qui ont émané des deux côtés. Il paraît bien qu'il y a prise de conscience en ces milieux que si toutes les potentialités de l'Algérie ne sont pas mobilisées pour éviter au pays une situation de fragilité devant les dangers qui le guettent, le pays court à une catastrophe qui n'épargnera ni le pouvoir ni l'opposition légale y compris celle qui se croit à l'abri d'un tel sort.

Il faut à la décharge de l'opposition lui reconnaître qu'elle a tiré la sonnette d'alarme et préconisé que le pays aille à des changements ordonnés et pacifiques peu importe ce qui a été pensé des propositions avancées par elle dans ce sens. Elles l'ont été en tout cas pour servir de base à un dialogue algéro-algérien voué à la recherche d'un consensus national qui légitimerait ce que le pays devra entreprendre pour sortir de sa crise multidimensionnelle et des défis qu'elle lui pose. C'est le pouvoir qui a fermé la porte à une telle démarche politique car s'étant bercé de l'illusion qu'il est fort à tout point de vue et qu'il ne lui est pas nécessaire de constituer un front inté-

rieur l'obligeant à l'ouverture en direction de ses opposants. Quoique le discours officiel persiste à donner à entendre que le pouvoir est toujours serein et en capacité de gérer la situation même si elle vient à se dégrader encore plus, le fait que certains de ses porte-voix ont à leur tour entonné le credo de la nécessité pour les forces politiques et sociales nationales de construire un front intérieur, montre que ce camp a fini par mesurer que son cavalier seul dans un tel contexte est suicidaire pour lui.

L'opposition qui, on le sent depuis quelque temps, a mis en sourdine des propositions et exigences dont le pouvoir ne veut entendre parler même si la situation du pays continue de se dégrader, déroule désormais un discours pragmatique par lequel elle se présente en vis-à-vis sérieux de ce pouvoir contre lequel elle n'est pas parvenue à constituer un bloc capable de lui imposer un nouveau rapport de force. Par la retenue qu'elle observe désormais dans la contestation de ce pouvoir, elle laisse apparaître qu'elle serait prête au dialogue avec lui sur la nécessité de construire un front intérieur sur la base d'un consensus politique. Mais en n'abdiquant pas sur les conditions qui pour elle fondent le changement pour lequel elle milite et combat.

Le pouvoir est-il dans une logique de sauvegarde de la Nation et de l'Etat républicain ou dans celle des intérêts de ses clans ? De la réponse qu'il fera aux appels qui posent la nécessité d'un front intérieur et à la connaissance de ce qu'il pourrait faire comme concessions s'il en accepte le principe, l'on saura s'il est mû par la première ou la seconde.

Tirage du N°6289
119.037 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Santé

Retour sur un scandale

Des professeurs chefs de services devront subir incessamment de lourdes sanctions conséquemment aux enquêtes menées sur l'état d'hygiène hideux des services du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Constantine.

Ghania Oukazi

La télévision d'Etat a osé la semaine dernière le scoop de toute son existence. Pour une fois, ses responsables n'ont pas censuré les images filmées dans le CHU de Constantine montrant le pourrissement -au vrai sens du terme- des espaces et équipements du service de gynécologie. Parturientes et bébés entassés dans des lieux infestés de cafards, de vers, d'excréments et autres, sang séché sur les tables d'accouchement et lits. La saleté dans toute sa laideur. La diffusion de telles images dans le journal de 20h, à une heure de grande écoute, de surcroît à la télévision publique, a étonné beaucoup de monde. L'on a cependant, entendu dire que « ce sont des images qui ont été commandées par des personnes qui ont voulu pousser les patients à fuir l'hôpital public pour ne se soigner que dans les cliniques privées. Constantine, nous dit-on, est une ville où les établissements de santé privés pullulent, « leur nombre a augmenté à une vitesse fulgurante. » En l'absence de contrôle régulier, les personnels du secteur de la santé, toutes catégories confondues, s'ils émarquent dans les hôpitaux publics, font leur beurre dans les cliniques privées ignorant totalement les lois et textes qui réglementent le travail complémentaire. Peu importe ce qui a poussé, pour une fois, la télévision publique à diffuser une vérité amère sur un secteur aussi névralgique que celui de la santé. L'essentiel est de l'avoir fait pour pousser les responsables de la tutelle à réagir énergiquement. L'on apprend que la présidence de la République a été la première institution « à leur demander des comptes. » Le déplacement du ministre de la Santé à Constantine le lendemain de la diffusion du scandale a été à ce titre. Un des responsables qui s'est agité devant la caméra de l'ENTV, est apparu nettement plus calme aux côtés de Boudiaf lors de sa visite dans ses lieux maudits. Bien que ce responsable portait la blouse blanche, identifiant premier du corps médical (encore faut-il en connaître la fonction et le grade puisque la majorité tiennent à passer incognito pour ne pas être abordés par les patients), il élevait la voix le jour de la prise d'images, comme s'il n'avait rien à se reprocher. Situation kafkaïenne.

Abdelmalek Boudiaf a ordonné de suite la fermeture du service mais n'a pas pris de sanction. La morale aurait voulu que les professeurs chefs de services avec à leur tête celui de la gynécologie, soient démis de leur fonction et même radiés à vie de la profession. Laisser pourrir des lieux où l'hygiène doit être consacrée comme règle de base est une faute. Ceux qui sont chargés par la loi de veiller au bon fonctionnement d'un hôpital et faillent à leur devoir doivent connaître les sanctions les plus sévères qui puissent exister.

LOURDES SANCTIONS POUR LES PROFESSEURS CHEFS DE SERVICE?

L'on apprend cependant que lors de sa réunion au siège de l'APW de Constantine avec les responsables locaux,

élus et cadres, le ministre de la Santé a préféré ne pas prononcer de sanctions «à chaud». Quatre enquêtes ont été lancées en même temps, celle de la sûreté, la gendarmerie, le DRS et le ministère de tutelle. Boudiaf a donc décidé de prendre son mal en patience et d'attendre les résultats de ces enquêtes pour décider des sanctions devant être prononcées contre les personnels médicaux du CHU de Constantine. Selon nos sources, ce sont trois ou quatre professeurs chefs de services qui verront leur règne sur des services pourris comme celui de la gynécologie, abrégé. Certains, vu leur âge, seront mis d'office à la retraite. L'on s'attend surtout qu'ils leurs soient signifiée officiellement leur radiation du corps médical. A savoir si le ministre franchira ce pas. Si ce n'est pas le cas, il leur donnera l'opportunité d'aller se comporter en nababs dans les cliniques privées. Le scandale n'aura servi alors qu'à montrer des patients dans des situations d'abandon sans qu'ils n'aient aucune possibilité de recours. D'ailleurs, le fait que le ministre de la Santé ait déclaré publiquement que le CHU de Constantine est réputé pour ses frasques «45 plaintes sont déposées devant la justice contre ses services », et qu'aucune sanction n'était tombée depuis, laisse perplexe.

TEMPS COMPLÉMENTAIRE ET LOBBYS

L'on croit savoir que les rapports des enquêteurs seront remis au ministre en cette fin de semaine et les sanctions suivront de suite. Il doit bien connaître les chefs de services du CHU de Constantine et des cliniques privées pour avoir été wali dans cette ville pendant près de 5 ans.

L'on apprend aussi qu'avant Constantine, d'autres CHU des grandes agglomérations ont reçu des commissions d'enquête de la santé mais aussi de l'enseignement supérieur puisque les professeurs chefs de services relèvent de ses offices. Enquêtes dont les résultats font état, nous dit-on, de graves défaillances dans plusieurs services. Les hôpitaux d'Alger, de Annaba, d'Oran devront s'attendre à ce que certains de leurs professeurs chefs de services subissent eux aussi de lourdes sanctions.

Le ministre a fait part implicitement, lors de sa tournée constantinoise, de son intention de supprimer le travail complémentaire. «Je ne suis pas contre le privé mais les personnels doivent choisir entre le public et le privé, les professeurs sont libres de rester dans les CHU ou d'aller vers les cliniques privées, mais faire les deux en même temps, tant que je suis à la tête de ce secteur, je serai intransigeant, je ne laisserai pas faire», avait-il dit. L'on dit que la suppression du travail complémentaire est consacrée dans la nouvelle loi sur la santé qui devra passer en Conseil des ministres et devant le parlement. Le ministre de la Santé devra cependant s'armer d'une volonté de fer pour pouvoir convaincre de la nécessité de son adoption. Il est évident que les lobbys du médicament et des cliniques privées ne se laisseront pas doubler aussi facilement.



Raïna Raïkoum

Ahmed Farrah

Les choses semblent s'accélérer pour perpétuer le système, contrôler le proche avenir et faire face aux aléas et à « l'imprévu » qui peut arriver très tôt. La guerre des clans au sein du pouvoir que certains ont mise en ligne sur le web et que d'autres ont écrite en prose sur leurs feuilles de chou n'est en fait qu'un écran de fumée et une diversion pour occuper l'espace, faire écouler le temps et tétaniser l'autre, l'attentif, le prétendant qui n'a pas encore réuni toutes ses forces. Le système se régénère de lui-même comme l'Axolotl, cet amphibien originaire du Mexique connu depuis les Aztèques et qui a la particularité et la capacité à renouveler des organes endommagés ou détruits. La partie de damier entre les vrais-faux adversaires semble se rééquilibrer et se normaliser jusqu'à ce que vienne la décontamination finale. Entre-temps, la stratégie mise en place nécessite le sacrifice de beaucoup de pièces maîtresses et c'est ce qui se passe pendant ce feuilleton d'été. Les uns sont promus en majors, les autres partent vers d'autres cieux et d'autres chancelleries, pour être remplacés par les premiers, ce ballet donne un semblant de mouvement et de vitalité au régime décrié et

Le jour d'après

accusé d'immobilité. Sinon comment expliquer que le patron du FLN justifie

aujourd'hui l'acquisition d'une propriété immobilière à Paris par des allégations curieuses qui font du DRS le notaire de la République, alors qu'hier, il semblait être le porte-voix du clan de l'état-major et de la présidence de la République dans une logique de reprise du pouvoir par le civil ? Bizarre ! Comment expliquer aussi le positionnement sur le starting-block de la succession des poulains des deux faces de la même médaille, en l'occurrence Abdelmalek Sellal le (civil !), nouvel adhérent au FLN, et Ahmed Ouyahia le (DRS?), revenant au gouvernail du RND? Mokri du MSP aurait son couloir réservé pour lui, reste aux autres prétendants à la course de compléter l'arc-en-ciel pour donner du vrai à l'invraisemblable. Le jour d'après viendra au plus tard en 2019 et semble être scénarisé comme une grande production hollywoodienne qui recueillera tous les Oscars. Demandons seulement que le jury soit crédible et neutre pour apaiser les tensions liées à cet événement qui serait salutaire pour la naissance d'une nouvelle légitimité et d'une nouvelle République algérienne tout court sans aucun autre qualifiant.

Bouira

Des citoyens ferment le siège d'une APC

Une Soixantaine de jeunes citoyens du village Illyithen, relevant de la commune de Saharidj, à l'est de Bouira, ont procédé, mercredi, à la fermeture du siège de l'Assemblée populaire communale (APC) pour exiger, des autorités municipales, «d'amélioration de leur cadre de vie», a-t-on constaté. Après avoir fermé le portail principal de la mairie et empêché les employés d'entrer, les citoyens ont tenu un rassemblement devant le siège municipal, au cours duquel ils ont appelé les responsables locaux à trouver des solutions aux problèmes que traverse le village d'Illyithen, dont notamment la réhabilitation de la route traversant cette bourgade et qui a connu des glissements et des dégrada-

tions, depuis l'hiver dernier. Les protestataires exigent, entre autres doléances, le raccordement de plusieurs foyers aux réseaux d'électricité et du gaz naturel. «Beaucoup de foyers de nos voisins ne sont pas encore raccordés au réseau d'électricité, alors qu'un projet de raccordement du village au réseau du gaz est à l'arrêt, depuis plusieurs semaines. Nous sommes enclavés», s'est plaint Said Merzouk, un des représentants du village Illyithen. La réalisation des fosses septiques, du réseau d'assainissement et de l'éclairage public, pour le village figurent, aussi, parmi les revendications soulevées par les manifestants. Ceux-ci avaient tenu une rencontre avec le maire intérimaire de Saharidj Mouloud Irna-

ten, avec qui ils ont débattu de la situation. Ce dernier a rassuré les citoyens, quant à la prise en charge de leurs doléances, avec l'entame des travaux pour réhabiliter la route principale, reliant le village, aux localités d'Assif Assemadh et d'Ath Hammad.

«Nous avons discuté avec les jeunes d'Illyithen sur leurs revendications légitimes, mais ceux-ci doivent patienter en vue d'étudier comment éradiquer les glissements que connaît la route qui traverse une zone montagneuse instable en hiver», a expliqué le P/APC intérimaire, qui s'est engagé, aussi, à réaliser un réseau d'assainissement et l'éclairage public pour le village qui compte plus de 1.200 habitants.

VIVEZ DES MOMENTS FRAIS EN FAMILLE





Existe en 9000, 12000, 18000 et 24000 Btu



Ultra protect



Compresseur Tropicalisé jusqu'à 52°C



Follow me*


À partir de
29 990 DA TTC



Brandt
Pour tous les jours et même les autres.

Hydra Store .Tél.: +213 (0) 21 48 33 45 / bab ezzouar Store .Tél.: +213 (0) 023 92 40 73

(*) : Option disponible de série sur la gamme Palmira



PROJET 195 LOGTS PROMOTIONNELS (F3,F4) A SIDI BEN ADDA, AIN TEMOUCHENT.

Projet situé à 30min des plages.(Oued Kihel, Terga, Beni Saf)


SARL EL MAJD PROMOTION IMMOBILIERE

Adresse : 4Rue LARBI BEN MHIDI, COMPLEXE OPGI, AIN TEMOUCHENT.

Tel : +213 (0) 43 79 18 79 / Mob: +213 (0) 559 51 37 95

Fax : +213 (0) 43 79 17 79

EMAIL : sarlemajd@gmail.com





Avis d'appel d'offres National Ouvert N°35/2015/OTA/IND/10

OTA lance un Appel d'Offres National Ouvert N°35/2015/OTA/IND/10, aux prestataires des travaux d'aménagement, ayant pour objet

«Travaux d'aménagement d'un centre d'appel à Oran »

Le représentant des sociétés intéressées peut se présenter muni d'une copie du registre de commerce (ou équivalent), de l'engagement de confidentialité qui doit être paraphé, rempli, signé et cacheté par le représentant légal, accessible sur le lien suivant : <http://www.djezzy.com/djezzy-groupe> / et d'une demande établie sur papier en-tête, signée et cachetée, le désignant nommément, à l'adresse ci-après :

OPTIMUM TELECOM ALGERIE Spa
Route de Wilaya, Lot n° 37/4, Dar El Beida, Alger - Algérie.

Pour retirer le dossier nécessaire à la présentation de leurs offres, contre paiement de la somme de 4000 DZD : Le paiement s'effectuera auprès de :

- BNP PARIBAS EL DJAZAIR Agence Hydra. Compte en dinars N°: 027 007000 003712 001 02.
- Citibank N.A, Algeria Agence Hydra

Les offres accompagnées des pièces réglementaires, à faire parvenir à l'adresse indiquée, sont mises sous enveloppe anonyme portant la mention : Avis d'appel d'offres National Ouvert N°35/2015/OTA/IND/10.

« Soumission à ne pas ouvrir » L'enveloppe doit contenir:

1. L'offre technique insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre Technique ».
2. L'offre financière insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre Financière ».
3. Le dossier administratif inséré dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention «Dossier Administratif».

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges. La date limite pour retirer le cahier des charges est fixée pour 13 Aout 2015

La date limite de dépôt des offres est fixée pour le 20 Aout 2015 à 16H00heure locale.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le 23 Aout 2015 à 14H00 à l'adresse : Rue Mouloud Feraoun lot n8°A, Dar El-Beida, Alger.

Les soumissions qui parviennent après la date et heure limite de dépôt des plis ne seront pas prises en Considération.

Les candidats resteront tenus par leurs offres pendant une période de 120 Jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Optimum Telecom Algérie S.p.a – Route de Wilaya, Lot n° 4/37, Dar El Beida, Alger - Algérie.
Capital social : 164.002.000.000,00 DA - Identifiant fiscal : 001316099189030 - RC : 0991890 -00/16 B 13 –
Tel/Fax : 00 00 85 70 07

Vente de 17 trains «Alstom Transport» décroche un marché de 200 millions d'euros en Algérie

Moncef Wafi

La société française, spécialisée, notamment, dans le Transport et l'Energie, continue de faire son marché, en Algérie. Présente dans le pays depuis 2003, principalement, avec le marché qui lui a été octroyé pour la réalisation du premier tramway du pays, dans la capitale, pour un montant de 356 millions d'euros, Alstom a annoncé, hier, dans un communiqué de presse, avoir signé un contrat qui s'élève, à environ, 200 millions d'euros, avec la Société nationale des Transports ferroviaires d'Algérie (SNTF) pour la fourniture de 17 trains grandes lignes «Coradia Algérie». Selon la source d'information, le premier train sera livré, en janvier 2018, alors que cet investissement s'inscrit dans le programme de modernisation et d'extension du réseau de la SNTF.

Ces trains devront assurer les liaisons entre Alger et les villes d'Oran, Annaba, Constantine et Bechar peut-on, encore, lire dans le communiqué en question. Van-tant les mérites du train, Alstom se réjouit «de la confiance» de la SNTF» et affirme que c'est «le choix idéal pour répondre aux besoins de transport de l'Algérie». Le «Coradia Algérie», issu de la gamme 'Coradia Polyvalent', est un train bi-mode (thermique et électrique-25kV) pouvant circuler à une vitesse de 160 km/h. D'une longueur totale de 110 m, le train comporte 6 voitures et offre une capacité de

265 passagers. Selon, toujours, le communiqué, le site d'Alstom à Reichshoffen, en France assurera la conception, la fabrication et la validation des 17 trains contractuels. Un contrat qui vient relancer la société française, en butte à des difficultés financières, ces dernières années et qui a obligé l'un des fleurons industriels hexagonaux de céder, (de vendre), son pôle énergie à l'Américain General Electric (GE). Une opération qui, du reste, se trouve, sous la loupe de la Commission européenne qui a décidé de reporter, au 11 septembre, sa décision sur ce dossier.

Confronté à un marché européen difficile, «Alstom Transport» s'est tourné, depuis des années, vers le Sud, inaugurant, en grandes pompes, en mai dernier, une nouvelle usine à Annaba pour l'assemblage et la maintenance de tramways. L'usine «Cital» est le fruit d'un partenariat tripartite entre l'Entreprise de constructions de matériels et d'équipements ferroviaires (Ferrovia), l'Entreprise du Métro d'Alger (EMA) et la société française «Alstom». L'usine dispose d'un carnet de commandes de 213 rames de tramway, pour un montant estimé à 700 millions d'euros, à livrer d'ici 2019. Depuis le début des années 2010, l'Algérie a investi quelque 30,3 milliards d'euros, pour lancer des lignes de Métro et de Tramway.

En 2014, l'Algérie a importé plus de 180 millions de dollars (160 millions d'euros) de matériel ferroviaire depuis la France.

Souab Meftah nouveau commandant de la 6e Région militaire

Le général-major Souab Meftah a été installé mercredi en tant que nouveau commandant de la 6e Région militaire à Tamanrasset, succédant au général-major Ammar Athamnia, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Au nom de son excellence, le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale et conformément au décret présidentiel du

26 juillet 2015, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a présidé, ce matin du 29 juillet 2015, la cérémonie de passation de pouvoirs et l'installation du général-major Souab Meftah en tant que nouveau commandant de la 6e Région militaire à Tamanrasset succédant au général-major Ammar Athamnia», précise le communiqué.

Réunion algéro-saoudienne sur l'orientation religieuse

Une réunion regroupant des responsables algériens et saoudiens s'est tenue mercredi au siège du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs pour l'échange d'expériences en matière d'orientation religieuse, la gestion des wakfs et la distribution de la zakat (aumône légale). Il a été question lors de cette rencontre, de l'échange d'expériences en matière d'orientation religieuse, la culture islamique, les études et recherches, la formation, la gestion et l'investissement des wakfs et la distribution de la zakat, indique un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des wakfs. Présidée du côté saoudien par Abdelmadjid Mohamed Sleimane, directeur général des relations extérieures au ministère saoudien des Affaires

étrangères et Salmane Othmane Saad Al Othmane, conseiller au sein du même ministère, la rencontre s'inscrit dans le cadre de la 3e réunion de suivi du programme exécutif du memorandum d'entente dans le domaine des affaires islamiques et des wakfs entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite. Elle se veut un prolongement de la série de réunions régulières qui se tiennent annuellement entre le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et le ministère saoudien des Affaires islamiques et des wakfs dans le cadre de l'accord conclu entre les deux pays en 2003. La dernière réunion entre les délégations des deux pays a eu lieu en février 2014 à Alger et avait porté sur la relance du protocole de coopération signé entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite dans le domaine religieux.

Des promesses pour le tourisme

Yazid Alilat

Au moins 942 projets touristiques sont dans le pipe, a annoncé hier mercredi, à la radio nationale, le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul, qui a reconnu le manque d'offre hôtelière actuellement. Le ministre a assuré que les projets en cours, étalés entre 1 à 5 étoiles et le grand standing, vont produire d'ici à 2017 au moins 20.000 nouveaux lits et générer 50.000 postes de travail directs, avec une enveloppe financière de 400 milliards de dinars. Il a dans le même sillage souligné que le plan d'aménagement touristique de 2008 a été abandonné et un nouveau plan sera mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle stratégie de réorientation du schéma d'aménagement du territoire à l'horizon 2030. Et puis, il a promis qu'il y aura une offre hôtelière «pour toutes les bourses». Aussi, il a reconnu que si les complexes et hôtels du secteur public ont jusque-là bénéficié d'un soutien total de l'Etat, ils n'ont, par contre, pas rempli «leur contrat». «Au mois de septembre prochain, on va aller vers des mesures importantes pour mieux gérer le secteur touristique et les complexes publics, qui ne sont jamais allés vers la modernisation de leur gestion et sont

restés empêtrés dans la bureaucratie, les gestionnaires ne voulant pas prendre de risques». M. Ghoul, faisant référence au dernier Conseil des ministres, a laissé entendre que «la dépenalisation de l'acte de gestion va les aider à aller de l'avant pour des investissements potentiels» dans le secteur du tourisme, où «il y a une demande importante qu'il s'agit de satisfaire au plus vite, avec les meilleures offres». Il a ainsi affirmé que près de 100 milliards de dinars ont été dégagés par les pouvoirs publics pour la modernisation des 66 structures hôtelières et autres complexes touristiques, et dont la date butoir de fin des travaux a été fixée, selon M. Ghoul, au mois de novembre prochain. Et en matière d'investissements dans le secteur, il a confirmé que le gouvernement a mis en place toutes les facilités pour orienter et encourager les porteurs de projets. «On va d'abord lutter contre la bureaucratie qui pénalise les investissements, on va faciliter l'investissement avec un seul document à fournir, décentraliser les investissements pour les petits et moyens projets», a encore expliqué le ministre. En fait, «on va potentiellement alléger les procédures d'investissements dans le secteur touristique avec un raccourcissement des délais d'étude des pro-

jets à moins d'un mois, accompagner financièrement l'investisseur à travers une convention avec le ministère des Finances», assure-t-il, avant d'affirmer que les investisseurs pourront avoir accès au foncier à condition de ne pas le détourner de sa vocation. En parallèle, il y aura une formation du personnel dans toutes les spécialités et métiers du tourisme pour le personnel des complexes hôteliers. Par ailleurs, M. Ghoul a annoncé la révision, à la suite des décisions du dernier Conseil des ministres, du plan d'aménagement du territoire à l'horizon 2030. La nouvelle mouture, a-t-il affirmé, sera conçue en donnant la priorité aux cinq secteurs prioritaires, qui sont l'agriculture, le tourisme, l'industrie, les services et la production de connaissances. «Ces secteurs doivent servir, a-t-il dit, de locomotive de la croissance économique hors hydrocarbures. Et au mois de septembre prochain, il y aura, a-t-il également souligné, les assises nationales de l'aménagement du territoire pour «expliquer les nouvelles mesures prises pour améliorer l'économie nationale hors des hydrocarbures».

Enfin, sur les nouvelles wilayas déléguées, il a surtout indiqué qu'elles doivent avoir d'importants programmes de développement local.

Skikda

Un immeuble ravagé par un incendie

A. Boudrouma

Dans la nuit de mardi à mercredi dernier à 22 heures, un violent incendie a ravagé un immeuble vétuste de deux étages, situé rue Kadid Youcef (ex-Galbois), en plein centre de Skikda dont une partie abrite les ex-locaux de l'agence bancaire du CPA transférés depuis un certain temps vers un siège flambant neuf aux Allées du 20-Août 1955.

Cette vieille bâtisse qui a été re-

tenue par les autorités pour servir de témoin dans le cadre du projet de réhabilitation du vieux bâti dont l'étude est menée actuellement par le groupement algéro-espagnol Aquidos-CTC, a été la proie des flammes.

Il a fallu plusieurs heures et d'importants moyens humains et matériels pour venir à bout du sinistre où l'on n'a pas déploré de blessés, fort heureusement, parmi les autres occupants de l'immeuble. La police

scientifique est à pied d'œuvre pour déterminer l'origine exacte de l'incendie mais d'ores et déjà un suspect a été interpellé par les enquêteurs de la sûreté de wilaya. Selon des informations recueillies auprès de riverains, il s'agirait de l'un des occupants de l'immeuble, malade mental, qui a mis le feu à son habitation mais les flammes se sont propagées accidentellement jusqu'à atteindre et endommager les archives de la banque.

Aïn Temouchent

La rage fait deux morts

Deux personnes sont mortes de la rage en l'espace d'une semaine à Aïn Temouchent, a-t-on appris mercredi d'un responsable à la direction de la santé de la wilaya. Selon le chef de service médecine préventive (SE-MEP) à la direction de la santé, Dr Bentouir Baroudi, le premier cas concerne un enfant de 13 ans, mordu il y a 20 jours par un chien errant près du centre d'en-

fouissement technique (CET) de Sidi Ben Adda, qui a rendu l'âme dernièrement à l'hôpital d'Aïn Temouchent après la détérioration de son état de santé. La deuxième victime est un gardien (38 ans) d'El Amria, mordu par son propre chien, victime lui aussi d'une morsure d'un animal atteint de rage, qui est mort après son admission au service contagieux de l'hôpital «Ahmed

Medeghri» d'Aïn Temouchent, a détaillé le Dr Baroudi.

Depuis la confirmation de ces cas, les autorités de Sidi Ben Adda et d'El Amria ont décidé d'organiser des campagnes d'abattage de chiens errants, appuyées par des actions de sensibilisation des habitants les appelant à éviter ces animaux et à les signaler aux services compétents, selon des sources locales.

Communiqué du groupe SOVAC

Suite au rassemblement enregistré en date du 26 juillet 2015 mené par un groupe de clients propriétaires de véhicules de type Crafter commercialisé en 2012 et 2013, au niveau de la Direction générale du groupe SOVAC, la marque Volkswagen Véhicules Utilitaires du Groupe SOVAC tient à éclairer l'opinion publique sur les mesures prises par la Direction générale pour le règlement définitif des problèmes posés par les clients plaignants. Tout en confirmant l'inexistence de problèmes techniques sur

le produit Crafter, la Direction générale de SOVAC a conclu un accord, suite à une réunion tenue avec les représentants des clients plaignants et l'Association de Protection des Consommateurs, portant sur l'adoption des solutions proposées par ces derniers. Dans ce cadre, un geste commercial a été proposé en guise de compensation pour la période d'immobilisation du véhicule.

Il est à noter que sur 56 réclamations enregistrées par nos services, depuis le début du mois de mars 2015, 36 dossiers ont

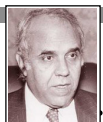
été déjà réglés définitivement en attendant la prise en charge des clients restants.

Le Volkswagen Crafter s'est vendu à près de 2.000 unités depuis son introduction sur le marché algérien. Produit en Allemagne, il bénéficie de toutes les dernières innovations technologiques issues du groupe Volkswagen.

La Direction générale de SOVAC s'engage à poursuivre ses efforts pour le règlement définitif des problèmes soulevés par les clients plaignants et rassure sa clientèle de son entière disponibilité.

Comme remède à la crise financière, le sparadrap ?

Les perspectives d'évolution du prix du pétrole ne semblent pas présager de lendemains qui chantent. La dépression que connaît le marché pétrolier n'est pas près d'être surmontée ; c'est là le point de vue quasiment unanime qui se dégage des analyses faites tant par les acteurs et spécialistes, dont l'expertise est indiscutable et dont les intérêts sont étroitement liés aux tendances de ce marché.



Par Mourad Benachennou

NE PAS COMPTER SUR UNE REPRISE RAPIDE DU MARCHÉ PÉTROLIER

Quelles que soient leurs divergences sur les causes profondes de cette déprime, tous ceux qui se prononcent, en connaissance de cause, sur l'évolution des prix du pétrole, aboutissent à la même conclusion : il ne faut pas s'attendre dans les quatre années à venir à une reprise ferme des prix. Certains, et non des moindres, se hasardent même à projeter un effondrement des prix du pétrole à vingt dollars le baril. Ces observateurs pessimistes ne sont pas fous. Mais le fait même qu'ils osent projeter un prix aussi bas sans que personne n'y trouve à redire prouve que nul parmi les professionnels n'est sûr de ses propres conclusions et des projections qu'il en tire et ne peut, donc, présenter des arguments convainquants aux plus pessimistes que lui. Le monde est entré dans un cycle long de déprime du marché pétrolier. C'est là un fait indiscutable, accepté et factorisé tant par les pays producteurs que consommateurs, que par les milieux financiers et les autorités monétaires nationales, régionales comme internationales.

UN RÉVÉLATEUR DE PROFONDES DISTORSIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Peu important les causes, chaque entité économique, commerciale, financière, monétaire ou politique concernée doit s'adapter à la situation complexe et multiforme créée par cette nouvelle réalité dont les impacts, qu'ils soient positifs ou négatifs, sont encore loin d'être totalement compris ou même ressentis. Ce qui est indiscutable, c'est que cette chute du prix du pétrole constitue un révélateur cruel et franc de distorsions dans les économies des pays producteurs comme des pays consommateurs, et met à nu l'excès d'optimisme des compagnies pétrolières qui constituent à dominer l'exploitation et la commercialisation du pétrole. Des révisions déchirantes s'imposent à tous les acteurs économiques publics et privés, nationaux ou internationaux, qu'ils aient ou non tiré avantage de perspectives pétrolières, brillantes il y a encore quelque douze mois de cela, et qui apparaissent de plus en plus obscures.

Mais ceux qui auront à faire le plus d'efforts pour répondre à ces sombres perspectives sont évidemment les pays producteurs de pétrole.

L'ALGÉRIE DANS UNE SITUATION DRAMATIQUE

Parmi ceux-ci, l'Algérie se trouve dans une situation que l'on peut qualifier de dramatique, car la politique économique de ses autorités depuis ces quelque vingt dernières années, -et depuis les accords avec le FMI ayant finalement mis un terme à la crise financière dans laquelle se débattait le pays à la suite du cycle de dépression du prix du pétrole commencé en juin 1986- s'est résumée à la mise en place de divers mécanismes de large distribution de la rente pétrolière.

La pénible, si ce n'est cruelle et même violente, leçon des errances du passé n'a, semble-t-il, pas été tirée par les autorités supérieures du pays qui, une fois dépassée la phase de remise en état des finances du pays, s'est immédiatement relancée dans le type de politique de distribution qui avait débouché sur la décennie noire.

Et les donneurs de leçons, encore actifs à différents niveaux de la hiérarchie du pouvoir, et dont certains ont blanchi entre-temps «au har-nais», ou «marginalisés», pour des raisons aussi obscures que celles qui les ont placés à proximité des rouages décisionnels, ont une grosse part de responsabilité dans cette inertie de la politique économique distributive, qui perdure, bien que l'on soit passé d'une économie *centralement* dirigée à une économie de marché. Ce qui a changé, ce n'est pas la philosophie politique et sociale qui sous-tend la politique économique, mais seulement les mécanismes de redistribution de la rente.

L'OUVERTURE ÉCONOMIQUE N'A PAS DONNÉ LIEU À CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DE L'ÉCONOMIE

Après vingt années de «libéralisme économique», le secteur pétrolier continue à dominer les structures économiques du pays. Le pétrole est la source quasi-exclusive des recettes en devises du pays, et sa part dans l'équilibre de la balance commerciale comme de la balance des paiements est toujours prédominante. Jamais au cours de ces vingt dernières années la part des recettes en hydrocarbures dans les exportations n'est descendue au dessous de quatre-vingt-dix-huit pour cent. Les recettes fiscales avec lesquelles sont financées les dépenses publiques proviennent à soixante-huit pour cent des hydrocarbures. Trente pour cent du produit intérieur brut, c'est à dire de création de richesses et de distribution de revenus, est fourni par le secteur des hydrocarbures.

SANS HYDROCARBURES, PAS DE SECTEURS HORS HYDROCARBURES !

Certains font référence à un produit intérieur brut hors hydrocarbures. C'est là un concept à la fois faux et dangereux. Il est faux car une bonne partie des secteurs hors hydrocarbures ne pourraient pas fonctionner sans l'apport des hydrocarbures. La preuve en est donnée par le montant des recettes d'exportation hors hydrocarbures qui, faut-il le rappeler ?, comportent des produits tirés des hydrocarbures ! Peut-on financer avec ces faibles recettes les besoins d'importation de matières premières, produits semi-finis, pour le fonctionnement de ces secteurs ?

Les grossistes, détaillants de toutes dimensions et de tous types seraient-ils en mesure d'approvisionner les consommateurs en biens divers, de la machines à laver, en passant par le fauteuil de dentiste, sans oublier le pain et le sucre quotidiens ?

Les milliardaires -ces usagers du sac poubelle pour transporter «la saleté de ce bas-monde»- qui ont maintenant pignon sur rue, et dont certains sont adoubés de «titres de noblesse politique» dans le système et ne ratent pas une occasion de se mousser par médias interposés en jouant aux sauveurs de la nation, auraient-ils pu amasser les fortunes immenses dont ils jouissent et qui sont leur unique source de respectabilité ?

Deux milliards de dollars de recettes extérieures hors hydrocarbures ne mènent pas très loin et si les secteurs hors hydrocarbures avaient dû se contenter de ce montant, beaucoup de milliardaires seraient encore sur la paille originelle et les épiceries, centres commerciaux, supermarchés se contenteraient de vendre la production locale, fruits, légumes, conserves alimentaires, meubles plus ou moins assortis, et rien d'autre, car tout ce qui est produits «high-tech» n'est en fait que du montage dépendant de l'importation de ses composants.

Et, évidemment, les villas de luxe faisant pâ-lir de honte les grandes vedettes de Sunset Boulevard, ne pousseraient pas comme de la mauvaise herbe mal tondue, tout comme les

parcs automobiles de certains ne ressembleraient pas à des parkings de concessionnaires de voitures, et on ne verrait pas autant de yachts de luxe là où l'envahisseur étranger a posé les pieds il y a déjà 185 années !

PAS DE SUBSTITUTS ACTUELS AUX HYDROCARBURES

Ce concept est dangereux car il donne l'impression qu'une forte croissance des secteurs hors hydrocarbures peut compenser la chute de la richesse en provenance des hydrocarbures. Même les cinq pour cent de croissance hors hydrocarbures ne peuvent exister sans l'apport des recettes hors hydrocarbures et ne sont, donc, pas le résultat brut d'un accroissement de la productivité du travail. Ils ne sauraient non plus, donc, servir de moteur à l'économie, et se substituer au secteur des hydrocarbures pour couvrir le gap de ressources nécessaires pour la continuation de la politique dé-livrée de redistribution que mènent les autorités publiques, quels que soient les noms pro-minents qui les incarnent au fil du temps.

En bref, sans hydrocarbures, il n'y a simplement pas d'hors-hydrocarbures en Algérie. Et c'est là le grand drame de notre pays.

POUR ASSURER LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, UN BARIL À 129 DOLLARS !

La notion de «break even» traduit la dépendance totale de notre pays à l'égard des hydrocarbures, dans lequel le pétrole continue à occuper la place centrale, car son prix affecte aussi le prix des différents types de gaz associés directement ou non à son extraction. Par ce terme, on désigne le prix moyen du baril de pétrole permettant au pays de couvrir les engagements financiers que sa politique socio-économique implique. Différents centres de recherches et institutions financières internationales ont effectué des estimations de ce «break even», ou «point zéro», pour l'Algérie. Le chiffre le plus optimiste est de 104 dollars, et le plus élevé de 129 dollars avancé par le FMI. Il est possible que ce chiffre soit plus bas, avec la dévaluation de l'euro, la principale monnaie de paiement de nos importations, (60 pour cent d'entre elles sont facturées en euro) qui a perdu, en une année, près de 30 pour cent de sa valeur vis-à-vis du dollar, la monnaie quasi unique de nos recettes d'exportation.

UN PRIX DU BARIL DE PÉTROLE INFÉRIEUR À SON NIVEAU DE 1974 !

En tous état de cause, on est loin des 55.35 dollars le baril de pétrole, livré au 15 décembre 2015, -ou des 60,63 dollars le baril, livré au 16 décembre 2016!-, (cotation du 27 juillet), ou même des 64 dollars du prix moyen de ce baril pour l'année 2015.

En fait, ce prix moyen, en dollar constant, et compte tenu de l'inflation dans le pays émet-teur, est inférieur aux 14,25 dollars payés en moyenne pour le pétrole algérien en 1974, à la suite de ce que les pays consommateurs ont appelé «le premier choc pétrolier». Ces 14,25 dollars représentent un pouvoir d'achat actuel de 66 dollars, c'est-à-dire deux dollars de plus que le prix moyen du Brent algérien prévu pour cette année calendaire.

Avec ce prix moyen de 64 dollars, toutes choses étant égales par ailleurs, et vu l'impos-sibilité pour les autorités publiques de réduire drastiquement le montant de leurs enga-gements financiers déjà budgétisés, sans causer des troubles sociaux incontrôlables, -et dont l'exemple est donnée par les récents évé-nements du Mzab, faussement présentés et in-terprétés comme un conflit ethnico-religieux, alors que ses causes sont d'abord et avant tout sociales et économiques interpellant directe-ment la ligne de politique économique des autorités publiques centrales- le déficit bud-gétaire atteindrait en clôture de 2015, 28 mil-liards de dollars.

Ce montant pourra facilement être couvert par l'appel au Fonds de Péréquation des Recettes, tenu dans les comptes de la Banque d'Al-gérie. Ce Fonds est actuellement estimé à 52 milliards de dollars, et, en supposant que les autorités publiques décident de geler le bud-get de 2016 au niveau de celui de 2015- promesse plus ou moins implicite dans les décla-rations de hauts responsables- il pourrait être réduit à zéro au cours de l'année qui suit.

VERS LA DÉPLÉTION ACCÉLÉRÉE DU FPR ET DES RÉSERVES DE CHANGE

Le prix moyen de 64 dollars aura également

des conséquences négatives sur la position des paiements extérieurs qui pourraient connaî-tre un déficit de 40 milliards de dollars fin 2015.

Comme cela a été développé plus haut, compter sur les secteurs hors hydrocarbures comme substituts au secteur des hydro-carbures, qui peine à couvrir les charges pesant sur lui du fait des engagements des autorités publiques, ressort de l'illusion. Ces secteurs eux-mêmes ne peuvent survivre sans les apports financiers des hydrocarbures ; que serait-ce se substituer à eux.

Il n'existe pas présentement de marge de manœuvre en terme de potentiel de produc-tion existant, et n'attendant que les bonnes mesures pour s'éclore au cours des trois an-nées à venir et apporter, avec pour objectif une source de financement de substitution donnant les 40 milliards de dollars perdus dans le sec-teur pétrolier et permettant le maintien de la même politique économique et sociale à laquel-le se sont engagées les autorités publiques.

DU SPARADRAP POUR COUPER LA SAIGNÉE À FLOT ?

Sous quelque nom qu'on le présente, austé-rité ou rationalité, peu importe ! Un boulever-sement profond est indispensable, tant dans la politique économique et sociale des auto-rités publiques que dans la mentalité des Al-gériens, tout comme dans le comportement du secteur privé, plus parasite que produc-tif, et qui jusqu'à présent a prouvé plus sa capacité à capter une bonne partie de la ren-te pétrolière que sa propre contribution «sui generis» à la création de valeur ajoutée, qui traîne même dans la création d'emplois per-manents- l'Etat continue à être le premier créateur d'emplois dans le pays dans une proportion de 5 à 1 par rapport au secteur privé- comme dans le financement des dé-penses publiques, car il est le plus grand bénéficiaire des exonérations d'impôts et des aides à l'emploi comme des 37 milliards de dollars de subventions qu'accorde l'Etat aux produits énergétiques comme à certains produits alimentaires, dont une partie est réexportée clandestinement, et avec risques et périls de la contrebande, ou de la manière la plus légale, sous le couvert de contribution aux recettes d'exportation !

Face à cette situation critique qui verra la dé-plétion totale, non seulement du Fonds de Pé-réquation des Recettes, (FPR) qui aura lieu, si rien ne change, dans le courant de 2016, mais également des réserves de changes qui se ré-duiront de 40 milliards de dollars fin 2015 et disparaîtront totalement dans le courant de l'année 2017, on a l'impression que c'est la po-litique du sparadrap qui est appliquée.

On bouche les trous les plus visibles, on cou-vre les plaies trop saignantes, sans tenter de mettre en cause toute la démarche suivie, - et il faut le répéter- depuis 1996, c'est-à-dire de-puis que l'Algérie s'est enfin dégagée de la crise financière créée par le retournement du marché pétrolier en 1986.

Au lieu d'aller au fond du problème et de mettre à plat tant les calculs politiques qui sous-tendent les actions dans le domaine éco-nomique et social, on continue à vouloir à la fois tout changer et surtout ne toucher à rien. Les déclarations d'autorités qui comptent ne laissent aucune marge d'optimisme.

On veut continuer la même politique jusqu'à épuisement de la marge de manœuvre four-nie par le FPR et les réserves de change. On met l'accent sur des mesures de correction ad-ministrative qui auraient dû être prises depuis longtemps. Et, comme de juste, voici que le vocabulaire utilisé il y a près de trente années par ceux qui, alors, étaient aux premières log-es du pouvoir, reprend vie.

EN CONCLUSION

On se remet à revendre de l'optimisme dans un bateau qui prend eau de tous côtés.

L'Algérie a deux ans, à quelques mois de plus ou de moins, pour prendre la bonne voie du redressement économique. Les dirigeants politiques, ceux qu'on ne voit maintenant ra-rement au devant de la scène, prendront-ils conscience de la gravité de la situation ? Ou attendront-ils un nouveau cycle d'endettement extérieur et de perspectives de cessation de paiement pour enfin réagir ? Dans le con-texte du système politique et du mode de prise des grandes décisions, on ne peut qu'atten-dre et espérer ! Faut-il, finalement, rappeler, comme l'a observé il y a quelque cent années de cela George Santayana, le célèbre philoso-phe hispano-américain, qu'oublier son passé est se condamner à le revivre ?

■ Passe d'armes au sommet !

En commentant la décision du Conseil des ministres de rendre effectif le projet de loi sur la « dépenalisation de l'acte de gestion », le Premier ministre a, selon les observateurs de la vie politique, lancé une flèche en direction du directeur de Cabinet de la présidence de République, Ahmed Ouyahia.



Par Cherif Ali

La rappelé, lors de son passage à la télévision, que les mesures prises à l'encontre des managers du secteur public étaient, manifestement, une grande erreur. L'allusion d'Abdelmalek Sellal, à peine voilée, vise bien entendu Ahmed Ouyahia qui avait conduit une opération « mains propres » et l'avait appliquée avec fermeté malgré les critiques, alors qu'il était chef de gouvernement.

Selon les observateurs, la bataille ne fait que commencer entre les deux hommes « dauphins » du président de la République qui, tout en faisant corps avec lui, se projettent néanmoins, dans l'après quatrième mandat.

Le premier à avoir « ouvert le feu », c'est Ahmed Ouyahia ; profitant de sa toute première sortie médiatique, à l'occasion de sa désignation comme Secrétaire général du RND par intérim, il a sorti la grosse artillerie en tentant d'épingler, selon ses dires, le « populisme » et « l'incapacité » du gouvernement Sellal à assumer les décisions pour faire face à la crise économique ; une cure d'austérité s'impose, a-t-il dit, pour équilibrer une économie totalement plombée par la crise pétrolière. Et à Ahmed Ouyahia de poursuivre les critiques, à l'étonnement général, pour dire « que les populistes sont aussi ceux qui refusent les mutations et l'implication des privés dans le développement du secteur économique du pays ». Et comme pour enfoncer le clou, il n'a pas hésité à faire le parallèle avec la situation qui prévalait en Algérie dans les années 1980, lorsque le responsable de l'exécutif d'alors rassurait les Algériens sur la capacité du pays à affronter la crise. Et la suite on la connaît, a martelé Ahmed Ouyahia, en allusion à octobre 1988 !

Avec cette déclaration plus qu'étonnante d'Ahmed Ouyahia, qui a gêné aux entournures le 1^{er} ministre, politologues et éditorialistes ont cru déceler les prémices d'une passe d'armes, à distance, entre lui et Abdelmalek Sellal accusé par le premier nommé de « cacher » la vérité aux Algériens ; « sans insulter personne, je pense que le moment est venu de dire la vérité aux Algériens sur la situation économique de l'Algérie », a de nouveau répété le SG du RND. Les déclarations de ce dernier ont alimenté toutes sortes de spéculations et conjectures par lesquelles le lien a été vite fait avec la « guerre de tranchées » liée à la succession du président de la République. Tous les journaux en ont fait leurs manchettes !

Le Premier ministre qui se devait de réagir à ces propos, a voulu rassurer l'opinion nationale tout en reconnaissant que les revenus pétroliers ont diminué de 47% durant le 1^{er} trimestre 2015 : « sans pour autant aller vers une politique d'austérité, qui génère la pauvreté, le pays n'est pas arrivé à ce stade ! », a-t-il affirmé.

Ahmed Ouyahia revient à la charge, « plaçant pour une gestion prudentielle des dépenses publiques, d'autant plus que la situation financière du pays ne connaîtra

aucune amélioration en 2016 ; la crise est loin d'être conjoncturelle ! », affirme-t-il dans ce qui ressemble à un tacle destiné à Abdelmalek Sellal.

Pas d'austérité mais une rationalisation des dépenses, réaffirme le Premier ministre à l'occasion de son passage à l'émission de l'ENTV : « notre politique consiste en la réduction de la facture des importations en réintroduisant la licence d'importation et en facilitant, par ailleurs, les conditions d'investissement public et privé, créateur de richesses », explique-t-il.

Exit alors, l'austérité ? Pas si sûr avec cette nouvelle loi de finances complémentaire qui, semble-t-il, inquiète au plus haut point les Algériens. Elle intervient, nous dit-on, dans un contexte « d'austérité ». La LFC 2015, disent les plus pessimistes, va chercher l'essentiel de son financement dans le portefeuille des citoyens : la taxe foncière passerait au double tout comme celle des véhicules neufs ; on évoque, aussi et surtout, la mise en place d'une « carte de carburant », à partir de janvier 2016. Cela a été confirmé par le ministre de l'Energie qui a tout de même tenu à préciser : « il ne s'agit nullement de rationner la consommation de ce produit, mais de le rationaliser ! ».

De ce qui précède, force est de dire qu'Ahmed Ouyahia a marqué quelques points à son adversaire. Le citoyen va devoir, encore, se serrer la ceinture, contrairement aux riches qui n'auront à payer d'impôts qu'à partir d'un plafond de fortune estimé à 10 milliards de centimes, contre 5 précédemment ! On parle, également, de facilitations fiscales incitatives et même « d'amnistie fiscale » pour débusquer ceux de l'informel ou pour pousser ceux qui ont de l'argent à investir en Algérie, pour augmenter la croissance et relancer la consommation, laisse-t-on entendre côté gouvernement.

Rappelons que le terme « austérité » a été utilisé, une toute première fois, par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal en marge de l'inauguration de la 23^{ème} foire de la production nationale qui a annoncé que « le recrutement sera gelé en 2015 dans tous les secteurs de la Fonction publique », prémices d'un plan auquel la population ne semblait pas s'attendre.

Le 6 janvier 2015, dans un effet de « rétro-pédalage » inattendu, le Premier ministre, rassure son monde en affirmant que « la mesure de gel ne concerne pas l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et la santé ; il est prévu, a-t-il surenchéri, un renforcement de l'encadrement, sans compter le maintien des différents mécanismes et dispositifs d'aide à l'emploi et à la création d'activités pour les jeunes promoteurs ».

Aujourd'hui, le pétrole est au plus bas et la situation financière du pays ne connaîtra aucune amélioration, tout comme le baril de pétrole qui se stabilisera, selon les prévisionnistes autour des 60\$! C'est aussi l'argument développé par Ahmed Ouyahia pour « acculer aux cordes » Abdelmalek Sellal.

L'exécutif est réduit à scruter les marchés internationaux des hydrocarbures, unique

source de recettes du pays : « nous allons évaluer la situation tous les trois mois, à assuré Abdelmalek Sellal, dans une tentative de rassurer l'opinion publique. Et à Ahmed Ouyahia, de le contrer : « les quatre prochaines années à venir seront très difficilement supportables ; mener les actions devient une obligation et une urgence, s'entêter à dire aux Algériens que tout va bien n'est pas la solution. De même qu'il n'est pas correct de miser sur l'effondrement de l'Etat avec le recul de la rente pétrolière ! ».

Nous n'entrons pas en période d'austérité, tente de rassurer le Premier ministre à la télévision nationale : « nous sommes dans un nouveau contexte de rigueur budgétaire et de rationalisation de la dépense publique ; le gouvernement part en guerre contre l'utilisation de la « chkara » dans les transactions commerciales. A partir du 1^{er} juillet, a-t-il dit, le paiement en espèces de plus d'un million de dinars est, rigoureusement, interdit. La mesure va mettre fin à l'utilisation massive du cash dans les paiements ».

Aujourd'hui, c'est vrai aussi, on ne sait plus, au gouvernement, quel terme employer pour parler de la situation de crise dans laquelle se trouve le pays du fait de l'amenuisement de ses rentrées en devises. Tantôt, on parle d'austérité, un autre jour, on évoque la rigueur et même des coupes budgétaires quand ce n'est pas l'annulation de tous les projets non lancés.

Pour l'heure, le gouvernement est obligé de puiser, encore et encore, dans les réserves de change pour maintenir son cap de dépenses, alors que du côté des administrations et institutions publiques, les habitudes persistent, le train de vie n'a pas été revu, compte tenu de la situation financière tendue. Et c'est à ce niveau qu'Ahmed Ouyahia a mis le curseur, contrairement à Abdelmalek Sellal qui mise sur une problématique embellie pétrolière, plutôt compromise depuis le référendum Grec !

Depuis, le Premier ministre, comme pour « reprendre la main », et aussi répondre aux accusations d'immobilisme et de refus d'implication du privé dans l'économie » portées à son encontre par le SG du RND, a réagi promptement : en présidant une réunion avec les responsables des banques et établissements financiers pour « optimiser les produits bancaires et monétaires, rechercher de nouveaux gisements financiers et surtout bancariser l'argent du circuit informel (3 700 milliards dinars) ; en recevant une délégation du FCE qui lui a remis un rapport intitulé -50 propositions pour un nouveau pacte de croissance durable- avec, à la clef, la promesse d'une création de 60 000 emplois/an et un taux de croissance de 7% à l'horizon 2019 !

Sellal a certainement repris l'avantage sur son « concurrent » même si la passe d'armes entre les deux hommes semblait sans fin, jusqu'à cet étrange revirement d'Ahmed Ouyahia qui, arborant de nouveau sa casquette de Secrétaire général par intérim du RND, a fait voter une motion de soutien au gouvernement auquel « il a réitéré au nom du parti son appui pour la mise en œuvre

du programme présidentiel ainsi que l'accélération des réformes de gouvernance économique, face à la conjoncture sévère que traverse le pays ! ».

La surprise générale, et même s'il est connu pour sa prudence légendaire, Ahmed Ouyahia s'est, en définitive, exonéré de toutes critiques envers le gouvernement, comme pris, apparemment, de panique !

Est-ce à dire que la compétition entre les deux hommes venait de connaître son épilogue ? Rien n'est sûr entre ces deux « diplomates » issus de la prestigieuse Ecole Nationale d'Administration, dont les ambitions sont difficilement contenues.

Il faut dire cependant qu'Ahmed Ouyahia n'a jamais envisagé, une seule seconde, une action d'émancipation du président de la République. Il faut lui en donner acte et il se plaît d'ailleurs à répéter que pour lui « c'est la chose la plus naturelle que de soutenir un homme comme Bouteflika ». Et au journaliste qui l'avait questionné, en 2014, sur ses ambitions présidentielles, il a répondu par cette formule empruntée à Valéry Giscard d'Estaing : « c'est la rencontre d'un homme avec son destin ! ».

Les signes donnent l'actuel Premier ministre comme l'un des favoris de cette course non déclarée, mais véritablement enclenchée dans les coulisses ; étant compatible avec tous les pôles du pouvoir, il continue à jouir de la confiance et de l'estime du président de la République.

Pour l'instant, Ahmed Ouyahia s'est arrêté à sa motion de soutien au gouvernement de Sellal, au moment même où ce dernier a opéré un remaniement ministériel, éminemment politique, à l'issue duquel a été désigné pour occuper le ministère du Commerce, Bakhti Belaïb ; l'ancien ministre sous Zeroual a refait surface sur la scène politique à la fin de 2012 pour rejoindre les animateurs du mouvement de redressement mené à l'intérieur du RND, contre Ouyahia !

Selon les observateurs les plus avertis, le doute n'est plus permis : l'éviction d'Amara Benyounes dont les rapports avec le Premier ministre n'étaient pas au beau fixe, à croire ce qui a été rapporté par la presse, est un coup porté au SG du RND qui comptait sur le président du MPA, Parti classé 3^{ème} force du pays depuis les dernières élections législatives et locales, pour constituer son « pôle politique » englobant sa formation, le FLN et le TAJ.

Assurément, le match ne fait que commencer entre les deux hommes qui gardent encore, jalousement, leur botte secrète, tout en ayant à l'esprit les propos tenus par le président de la République à l'occasion de son discours du 5 juillet dernier, destiné aux Algériens, mais aussi à tous ceux qui veulent lui prendre la place : « (...) vous avez été nombreux à m'interpeler pour que je poursuive la mission dont vous m'avez déjà honoré trois fois. J'ai répondu à cet appel, acceptant ce sacrifice, malgré ma condition physique actuelle (...) je m'attellerai à accomplir ce sacrifice avec l'aide de Dieu, conformément au mandat que m'a confié la majorité de notre peuple (...) ».

Un bilan de la saison s'impose, avant de partir en vacances. Un bilan pitoyable, je dois l'admettre : même Abderrahmane Benkhalfa a réussi à me dribbler.

Comment Abderrahmane Benkhalfa « m'a berné »



Par Abed Charef

En cette veille de départ en vacances, j'ai décidé, avec la permission du 'Quotidien d'Oran', de vous raconter une histoire personnelle. Pas une histoire sur ma vie privée, non. Vous n'y trouverez aucun détail sur mes préférences musicales, quoique mon amour pour la 'gasba' ne soit plus un secret. Pas de révélation particulière, ni d'indiscrétion. Sur ce terrain, il n'y a rien à attendre. Je promets même de vous servir la même langue de bois politique et les très rébarbatives analyses économiques traditionnelles. Mais c'est une histoire personnelle car elle me permet de vous raconter comment M. Abderrahmane Benkhalfa « m'a berné ». Plus exactement, comment, face à une impasse économique, et devant une situation, totalement sans issue, j'ai presque décidé de me laisser berné par le nouveau ministre des Finances.

J'écoutais M. Benkhalfa, depuis des années. Pendant longtemps, je le considérais comme une voix officielle du pouvoir. Il exprimait des choses que le gouvernement n'avait pas envie de dire publiquement. Je trouvais son discours aussi original que celui de la société civile algérienne en algérienne.

Je l'ai rencontré, lors d'un débat, en 2008, au début de la crise. Il y tenait un discours étonnant. L'Algérie n'était pas touchée par

la crise grâce à la politique économique du président Bouteflika, disait-il en vous regardant droit dans les yeux. J'ai alors répondu que l'Algérie n'était pas touchée par la crise parce qu'elle était déconnectée de l'économie mondiale. Rire entendu de M. Benkhalfa, pour signifier qu'il approuve, mais qu'il ne peut le dire, publiquement. C'était le vol le plus évident du personnage.

• Séduire

M. Benkhalfa a poursuivi, à la tête de l'ABEF (Association des établissements financiers et bancaires), un organisme qui permet au ministère des Finances de faire ce qu'il ne peut assumer, publiquement, du fait des accords et conventions internationaux. Inutile, par exemple, d'envoyer une injonction à une banque supposée autonome. L'ABEF s'en chargera.

C'est d'ailleurs à l'ABEF qu'a été confié, il y a trois mois, le soin d'appliquer la fameuse décision sur la non domiciliation des véhicules ne répondant pas au nouveau cahier de charges des concessionnaires.

Mais en même temps, Benkhalfa s'était construit un nouveau discours qui tranchait avec celui du gouvernement. La tendance s'est, nettement, accentuée quand il a quitté l'ABEF. Il prônait, publiquement, des choix économiques différents, qui rejoignaient, sur certains points, ceux défendus par des experts indépendants et des cercles de type Nabni. En forgeant, M. Benkhalfa était devenu un spécialiste des questions financières, qui donnait la leçon au gouvernement. Avec le temps, le discours de M. Benkhalfa a fini par apparaître comme une possible troisième voie, entre l'immobilisme du gou-

vernement et les bouleversements nécessaires qui faisaient consensus, dans les cercles économiques. L'homme était, aussi, très recherché dans les débats. Il aimait les médias, et c'était réciproque : c'était un bon client. Il voulait séduire, et il ne ratait pas une opportunité d'utiliser la presse, à cet effet. Il ne s'embarrassait pas de formules comme les officiels, mais ce n'était pas un opposant, non plus. Sa position était très commode pour dire des choses, largement, reprises par les médias. Sa nomination au ministère des Finances constituait le couronnement d'une carrière. Qu'allait-il faire ? Les fondamentaux disaient, clairement, qu'il ne ferait, strictement, rien : un ministre, nommé durant le quatrième mandat, ne brille pas par ses idées, mais par sa docilité ; les choix économiques et sociaux sont dictés par M. Bouteflika, les ministres se contentent de les appliquer, en y apportant leur talent, s'ils en ont. C'est ce que répète, discrètement, Abdellatif Benachenou, depuis qu'il a quitté le gouvernement, il y a une décennie.

• Un homme virtuel

C'est là que M. Benkhalfa m'a eu. Je pensais qu'en plus de son acharnement à entrer au gouvernement, et de sa volonté manifeste d'être inclus dans certains cercles, il avait, aussi, le sens de l'opportunité. J'étais convaincu qu'il se rappellerait qu'il a été appelé au gouvernement quand il a commencé à tenir un discours distinct de celui de l'exécutif, et qu'à ce titre, il tenterait de continuer à exister, à travers cette différence qui, après tout, lui a ouvert les portes du gouvernement. Je pensais, aussi, que, face à l'impas-

se financière, le gouvernement ne ferait pas preuve d'autant d'aveuglement. Ce que dit M. Benkhalfa n'engage à rien, cela peut offrir quelques pistes intéressantes, et donc, un sursis pour le pouvoir.

Dernier élément, très personnel : beaucoup de gens me reprochaient une sorte de pessimisme outrancier, avec une critique systématique de ce que faisait le gouvernement. M. Benkhalfa parle de révisions, de rationalisation, de changement de cap ; il serait même prêt à s'attaquer à des dossiers aussi sensibles que les transferts sociaux, m'a-t-on assuré. Pourquoi ne pas le suivre dans cette logique tant qu'il n'a pas changé de cap ?

Et c'est là que j'ai baissé la garde. Je notais bien que l'homme, d'habitude très bavard, était devenu discret. Mais je pensais qu'il préparait des dossiers, qu'il mesurait, peut-être, les contraintes, et recherchait des arbitrages très délicats. En un mot comme en cent, je pensais, ou plutôt j'avais décidé de croire, contre l'évidence, que M. Benkhalfa pourrait devenir un vrai ministre des Finances.

Pendant ce temps-là, M. Benkhalfa avait décidé une reddition, en rase campagne. En fait, il n'avait jamais eu l'intention de livrer bataille. Il a cédé même sur l'absurde subvention du carburant, il attendait, juste, le moment favorable pour rappeler que Benkhalfa, qui faisait des discours de changement, pendant les deux dernières années, était, totalement, virtuel.

C'est dur de partir en vacances sur une telle impression.



Ph. Rachid K.

Tsunami au sommet de l'Etat : va-t-on, enfin, vers un Etat de droit civil ?

Par Abdellatif Bousenane

Ces derniers changements d'une allure d'un vrai tsunami qui a frappé de plein fouet des points névralgiques de l'Etat, sont-ils un événement majeur qui va bouleverser l'exercice du pouvoir dans notre pays ? On peut comprendre la crainte des Algériens qui sont habitués aux changements qui se font dans la douleur et le déchirement. La communication médiocre, incompréhensible et d'un niveau lamentable alimente, en fait leurs doutes. Sinon comment peut-on expliquer qu'une chaîne de télévision privée remplace l'Agence officielle d'information de l'Etat l'APS ? Et pourquoi les institutions de l'Etat n'explicitent-elles pas, aux citoyens les intérêts et les objectifs de ces changements ? Il faut souligner, tout de même, que la source de cette inquiétude vient notamment d'un bruit qui court, depuis des années sur une éventuelle guéguerre secrète entre la présidence et le DRS, entre le Président Bouteflika et le général major Mediène.

Pour ne pas tomber dans le piège de l'évidence, car « l'évidence est toujours l'ennemie de la rigueur » comme disait Pierre Bourdieu, il ne faut pas lire cette actualité,

dans sa globalité mais il faut bien la décoriquer pour arriver, enfin, à y voir plus clair. Les mouvements dans le corps des walis ainsi que pour les hauts fonctionnaires de l'Administration centrale ont été retardés par l'agenda du chef de l'Etat, malmené par les problèmes de santé. Quant au remaniement ministériel partiel, qui a sanctionné quatre ministres, celui de la Jeunesse, pour des raisons de santé, celui de l'Agriculture avec l'exministre du Tourisme Yamina Zerhouni reviennent à leurs postes initiaux, walis ! Puis, l'énigme Amara Benyounes, le fidèle parmi les fidèles du Raïs, l'un des soldats les plus acharnés dans la défense de « Fakhmatouhou ». Il a été, simplement, sacrifié lui aussi, probablement, à cause de ses résultats pas très brillants dans le Commerce extérieur. On peut même dire que son évincement était prévisible vu son rendement très peu efficace dans un secteur très sensible notamment son incapacité à baisser, d'une manière stricte, la facture de nos importations en ce moment de difficulté financière. Et ce n'est, surtout pas, un quelconque différend avec le président puisqu'il a réitéré son soutien et sa fidélité implacable à Bouteflika et on a nommé, dans la foulée l'un de ses proches, El Hadi Ould Ali, ministre de la Jeunesse et des Sports.

Ainsi donc, on voit, clairement, que le sujet du débat est bien le mouvement dans le corps militaire. Le style de ces changements, il faut le souligner, a des conséquen-

ces capitales sur l'avenir du pays. Ce n'est pas un fait banal, malgré le fait que le premier magistrat du pays a, déjà, procédé, en 2013, à des restructurations au sein du DRS là où on a observé le transfert de quelques prérogatives vers la DGSN et le remplacement du général Tartag Bachir, l'un des « intouchables », qui a été rattaché, ensuite, à la Présidence. Donc ce n'est pas une première.

Mais, la nouveauté, réside dans l'association des deux volets, qualitatif et quantitatif, c'est-à-dire, on limoge trois hauts gradés militaires, en même temps, qu'un grand mouvement qui a touché, pratiquement, tous les secteurs. Et pas moins que les chefs de la direction de la Sécurité intérieure (DSI) au DRS, la Garde républicaine et le chef de la sécurité du président de la République, qui sont, nous dit-on, proches du chef du DRS ! Les raisons ? Nombreux observateurs parlent d'un mystérieux incident qui a eu lieu aux alentours de la résidence présidentielle, la veille de l'Aid et qui peut être un simple pétard pour fêter la fin du mois sacré ou, plus sérieux, une tentative d'assassinat dans ce lieu, hautement sécurisé !

À part cet incident qui peut être imaginaire, le dossier lourd de Ghardaïa, avec ses 22 morts et l'assassinat de 09 soldats par des abjects terroristes ont gâché le mois de Ramadan, le plus calme de la décennie. Cela a, certainement énervé l'occupant d'El Mouradia. Bref, pour termi-

ner sur une note d'optimisme et malgré tout ce qu'on peut reprocher à la gouvernance Bouteflika, ses défauts, ses ratés et ses erreurs, il faut lui reconnaître, quand même, cette réussite qui est capitale pour les défenseurs d'un Etat civil. C'est le premier président civil qui peut limoger et désigner des généraux du très puissant DRS, de la Garde républicaine et des généraux majors, comme une simple procédure d'un changement d'un wali ou d'un importe quel fonctionnaire ! Il s'agit d'une première, pas seulement, en Algérie, mais dans une grande majorité des pays du tiers monde. En appliquant la loi fondamentale du pays, la constitution, cela va dans le sens de la construction de l'Etat de droit et peut mettre fin à une attitude de « t'feraïne », un mot du dialecte algérien qui veut dire littéralement « attitude pharaonique dictatoriale ». Puis, ces « intouchables », il faut qu'ils se soumettent à la règle du jeu démocratique car un général est un fonctionnaire de l'Etat, au service de la Nation et non pas le contraire et personne n'est à l'abri de l'évaluation de son action. Ces événements sont d'autant plus positifs parce qu'ils permettent à l'institution militaire de rester, en dehors, du jeu politique et au-dessus de tous les enjeux idéologiques et partisans et de se concentrer sur sa première tâche : la sécurité du pays, ce qui lui assure le respect et le rôle d'une colonne vertébrale de la Nation.

Le mal des remaniements

Un mal est toujours à l'origine de la douleur. Atroce, il exige l'allègement de la souffrance qui se ressent à fleur de peau. Chaque remaniement a ses fantômes. Ses cohabitations. Son mal.



Par El yazid Dib

Il existe une grande disparité dans la doctrine du mouvement dans le sens où la mobilité peut prendre toute une masse de mesures. Du bas vers le haut et de là vers le rien. Un certain monde est ainsi malade au moment où l'autre, plus dense, plus consistant et plus détaché s'en fout éperdument et se sent non concerné. Un territoire n'a pas le droit d'être un mouiroir. Ni le toubib de se comporter en insouciant thérapeute. L'économie, la politique et la société algérienne flottent pour finir dans la pesée de gens qui n'en tirent que supériorité. L'argent s'assigne perfidement un objectif de pouvoir tordre le cou aux voix progressistes les plus tenaces. Il se tient pour une panacée. Le miracle des coulisses. Il s'interfère à partir des guichets pour chuter dans la sphère des commandeurs. Quel intérêt aurais-je, pouvait dire un autochtone du Djebel Megrès dans l'évincement de tel ministre, la mutation de tel wali ou le remplacement de tel chef de daïra ? Mon problème à moi, soupire-t-il, est dans ma poche, l'avenir de mes enfants !

Le mensonge s'est érigé en une norme d'intendance même dans les décisions des tenants. Chacun va de son pouvoir pour en faire un record de longévité. Des gens pourvus uniquement d'audace seront les premiers à servir et

se servir de la rente et se feront obligamment élire parmi l'aréopage censé guider le devenir national. Mais au fait quelle est la stratification qui tisse le canevas social algérien ? L'apparition au grand jour des deux bouts pointant d'un bout à l'autre les périphéries d'une société en voie de reconstruction. Quant à la classe la plus salubre pour les deux, elle est comme un tampon. Une espèce de rondache partageant les deux. Une séparation calorique et sonore. Les sociologues la désignent de classe moyenne sans pour autant lui attribuer la quintessence morale et l'esprit petit-bourgeois qui sont censés l'animer tel que fut le cas vers la fin du siècle dernier. Cette frange qui, ayant reçu un minimum de confort social, se sent fortement concernée par le maintien de l'ordre établi.

A sa charge, cet agencement sociétal est pratique par elle et non pour elle. Elle en tire certes des dividendes, un peu d'apparat et point final. Pas d'opportunités de pouvoir gagner du terrain sur la parcelle de sa marraine.

Comme elle refuse à son tour de se voir faire grignoter son espace par des ratatouilles. Pense-t-elle. Bien lotie dans sa tête de large fonctionnariat, de commerçants débutants, de nouveaux portefeilles, elle fait à son tour graviter à ses alentours pour les mieux pignonnés, des sous-traitants du deuxième cercle de la première classe. L'argent s'accumule par la force de travail, alors que chez certains et dans d'autres créneaux

il se ramasse par subventions. Les partis politiques et leur différent personnel sont aussi ces émargeurs à la soupe populaire. Ils piochent juste pour une figuration ou un jeu de rôle conjectural dans la cagnotte collective en veillant bien à assumer la mission dévolue. Berner, faire semblant, paraître utile.

La société nationale se satisfait dans cet accommodement précaire et dégradé. La douleur n'est pas l'exclusivité d'une sensation pénible à ressentir dans l'une des parties du corps. Elle enflamme chaque jour, dans une quotidienneté éprouvée l'ensemble du corps social général. La douleur n'est donc que plurielle, intense et polymorphe. Les grandes douleurs sont muettes, dit-on ; celles qui résistent à faire plus de mal trouvent pour chacune d'elles une phonie, un cri, un holà. Pas plus. Les syndromes de l'usure et du vieillissement en leur état expressif sont là. L'Algérie est-elle à ce point aussi sénile ? Toute vitrine est évaluée par les choses exposées au grand public. Elle est également appréciée sur la qualité des produits ou services exposés ou proposés. Quand les rides, les maladies chroniques, le sérum et parfois l'impotence physique deviennent des signes extérieurs d'usure l'on ne peut ni les cacher, ni faire en sorte que l'on est toujours en état d'éveil ou de pleine conscience. Ce ne sera pas une belle cravate sur une chemise toute neuve avec un visage bouffi, cerné, excavé que l'on peut prétendre à une force encore efficace. Autrement dit, l'on acceptera posément que le vieillissement en politique peut ne pas être un état d'âge mais une capacité d'adaptation.

L'on s'aperçoit au fur et à mesure des rotations périodiques opérées dans les hautes fonctions que les critères sélectifs n'ont jamais pris leur ancrage dans le capital compétence ou de capacités dans la performance. Les paramètres opposaient les personnes, les clans et les proximités et non les idées ou la nature de projets sociaux. La présence solennelle de l'Etat semble donner entre deux mouvements l'impression d'une simple existence d'un néant dynamique soit l'illusion de la coquille vide. Aucune logique n'est à retenir. Chaque changement a ses fantômes. Ses cohabitations. Un ministre qui redevient wali, un absent des effectifs depuis le dernier siècle qui redevient ministre, tout est objet à suspicion. L'élévation du statut d'homme de gouvernement au statut remarquable d'homme d'Etat devrait être une œuvre sans conteste de tant de cursus, de sacrifice et punch. La courbe des promotions supposée sereine est fortement perturbée.

Cet anachronisme qui ne devait point sévir au sein des bornes de commande serait pourtant devenu une nature essentielle pour le fonctionnement de tout l'appareil étatique tant central que local. La tentative, du moins déclarée, d'opérer la décantation menant vers un assainissement progressif des rangs n'a pas eu lieu. Des walis qui viennent par effraction. Des secrétaires généraux remerciés alors qu'ils étaient à tous les fronts. Ah ! Ce mot assassin de « mise à la retraite » ! s'appliquant comme une estocade à certains et non à d'autres ; il s'élève pour les uns en une épée de Damoclès et en intérêt de suprême service pour les autres. En fait, ne sont pas trop nombreux ceux qui sont longuement restés « en retraite » quand il s'agissait d'une odeur du sérail, d'un bon coup de main ou d'un deal stratégique. Le pouvoir discrétionnaire est carrément ainsi discrétionnaire. Le limogeage a eu toujours une cause légale. Le repêchage ou le lifting de même.

Les remous qui viennent de chambouler l'ordre des choses à un niveau supérieur ne sont pas indemnes de toute cri-

tique. Un remaniement suit un autre après avoir été précédé par un semblable. Le conflit intestinal agitant l'approche successorale a été importé dans les structures de l'Etat. Mais aussi de l'armée. La fièvre estivale du dernier quart d'heure commence à agir en causant un mal dans l'action d'autrui. C'est ça la politique et c'est ainsi que l'on doit procéder dans de pareilles circonstances, disent les observateurs sans égard aux dommages collatéraux. La lutte est celle d'une survie. Seulement par respect à une éthique politique qui n'a plus sa raison d'être ; ce n'est pas à la faveur d'une gestion transitoire que l'on attribue des postes ou des titres définitifs. Le provisoire ne doit jamais tenir en l'état le légal.

Il ne reste pour comprendre certaines choses que le détour de l'esprit, voire la fiction ou la rumeur. La réalité est tellement confuse, contradictoire que l'analyse ou la simple lecture des faits et des événements qui se succèdent, devient possible grâce à la crédulité de la source censée avoir de la dignité et de la foi. Rien ne prédispose à se situer dans un avenir tout proche. Tout vient pour contester les règles de la logique managériale. Et c'est un style de gestion maintenant. On commence à le déchiffrer après l'avoir ingurgité et supporté tant d'années. Le fait régalien plus qu'un fait de prince dispose de tout. Sans égard à l'aigreur toutefois légitime d'une part et de l'enthousiasme imposant d'autre part ; le système demeure quoique dans son impersonnalité, dans son abstraction, un modèle personnalisé basé sur l'intuitu-personae. Mais, somme toute, il semblerait à scruter comme ça sur les côtés de certaines nominations que le pouvoir n'est pas consubstantiel ni rattaché à un unique pôle. L'on y sent du chevauchement et de l'entremise. Des parties externes à l'officiel, loin des signatures sont là. Présentes et garantes aux félicitations et aux regrets. Elles s'accommodent bien avec le sentiment toutes espèces confondues.

Rien n'est sûr, rien n'est définitif. Tout peut se recomposer au coin d'une causerie. D'une nouvelle amitié ou d'un instinct retrouvé. Le temps consommé dans la marge du système sous un « sommeil vigilant » et que l'on croyait un linceul n'est que cette attente de se voir un jour replacé dans l'échiquier du commandement. Ainsi, il y va du ministre au wali. Les cadres de l'Etat, ces hauts et moyens personnages extirpés des tripes de l'appareil étatique, étant toujours valables forment la mémoire, et sont les artisans du pays, voire de la nation. Hélas, le pouvoir les émascule et comme des capes utilisées iront remplir les obscénités et l'apathie de l'ordre du jour ou des salons mal feutrés ou des cafés maures. Ceci cause du tort, du mal. Il fallait faire apprendre aux gens que l'Etat n'est ingrat que par la désinvolture de ceux qui le représentent. Il a tenté de créer le long de ces dernières années un conditionnement d'inféodation. De génuflexions et de bouches cousues. Juste ceux qui sont out persisteront à garder espoir de se revoir un jour réinjectés. Cette diversion systématique du fonctionnement des rouages de l'Etat ne va certainement nous mener nulle part. Hors du temporel elle n'atteindra jamais le spirituel qu'elle veut, à grandes lectures, forcer notre croyance envers son don de sauveur ou sa vision para-naturelle des êtres et des choses. Au lieu et place d'une élite, d'un dynamisme intellectuel, l'on voit s'installer une meute d'opportunistes, d'attentistes doux, dociles et serviles. La réforme de l'Etat devra s'inscrire dans le sens d'une réparation des inégalités et injustices commises à l'encontre des personnes du fait de leur dévouement. Au pays.

Combien de réformes plagiées, inspirées, importées, ramassées, imaginées, rêvées, sabotées, la malheureuse école algérienne a subi depuis l'Indépendance ? Sans rire et sans surprise on parle d'une énième miraculeuse pour booster les résultats d'un bac traficoté à l'arôme du méchoui et tonalité des youyous.

■ Réformer pour mieux déformer

Par Fatiha Reghis

Un système indétrônable qui se réveille en oubliant de vérifier si sa montre n'a pas sombré avec lui dans les bras de Morphée. Il affirme avec sérieux que l'Education reste sa priorité absolue. « L'Etat algérien poursuivra ses efforts en faveur du secteur de l'éducation malgré la baisse du prix du pétrole... ». Le lien entre les efforts et la rente est fait. Conclusion, les enseignants ne pouvaient qu'être des grévistes de la mangeaille. « Si nous voulons avoir une économie forte, le défi qui s'impose est la formation de la ressource humaine... ». L'Exécutif, depuis plus d'un demi-siècle, reconnaît que l'économie est faible parce que la formation de la ressource humaine a été bâclée malgré ses impressionnants chiffres : 9 millions d'élèves, 450.000 enseignants, 26.000 établissements et 1,5 million d'étudiants. Des chiffres jugés insuffisants puisqu'on parle de 70 % de réussites au bac à l'avenir. Chaque ministre joue papa Noël à 10 % de prime. Au programme, une école « intelligente » avec de la technologie, des loisirs, du sport, du théâtre, du dialogue constructif, enfin du professionnalisme à tous les niveaux. Sans oublier des écoles privées qui doivent éviter le « dérapage et décadence » et être bien respectueuses du « partenariat de la responsabilité et la confiance ». Et dire qu'il y a des parents qui se ruinent pour envoyer leurs « petits Einstein » à de tels goulags !

En conclusion : « Revenir aux fondamentaux. » Quels fondamentaux ? C'est les Martiens qui ont enlevé le sport, le professionnalisme, la technologie, le théâtre, les loisirs, la poésie, le rire et l'intelligence à l'école algérienne. C'est vrai que l'attaque reste la meilleure des défenses quand le cancer occupe par la ruse le bureau du maître. On se croirait dans un asile de fous où les malades ont mis la camisole de force à tout le personnel. Discours subliminal, sourire ironique s'il n'est pas méprisant pour remplir définitivement le néant. On comprend pourquoi les enseignants s'abrutissent plus vite que leurs élèves et quand ils craquent, ils demandent à bouffer.

Un moyen moderne bien efficace pour avaler son extrait de naissance face au petit écran qui anesthésie, console et flagelle tout à la fois. Une bouffe-malbouffe quand les services de contrôle estiment approximativement à 50.000 tonnes/an les produits avariés consommés par les ménages algériens...

La Régence d'Alger n'y est pour rien dans le fiasco encore moins le Raïs de 2015 présent en 1962 lors de la chute de la première pierre. C'est la faute à ces ratés d'enseignants qui se prennent pour des professionnels, c'est la faute aux parents qui ne savent pas éduquer leurs rejetons et exigent des programmes archaïques, périmés ; c'est la faute à ces millions de mauvaises graines s'ils ne sont pas délinquants, dealers ou terroristes, sont des idiots génétiquement, des pollueurs et saboteurs dans l'âme. Le coupable idéal bien sûr restera le mauvais œil dans la main étrangère. Logique, le juge n'est pas l'accusé. Dans ces millions, c'est 100 % de progéniture-populace. Avant même de savoir ce qu'allait donner l'arabisation, les dieux d'Alger avaient pris la précaution de délocaliser la scolarisation de leurs héritiers. Il a fallu la baraka de la chute des prix du pétrole pour que les décideurs s'aperçoivent que l'école algérienne était bête et naviguait à la dérive sans fondamentaux. On souhaite bien du courage à la ministre si elle pouvait faire un petit miracle et égaliser avec la Tunisie. Mostafa Lacheraf, ministre de l'Education dans les années 70, avait écrit avec rage comment son collègue tunisien est venu se plaindre que des lycéens médiocres franchissaient la frontière pour décrocher le bac

algérien avec mention. Lui, qui avait tout compris, parlait déjà de « l'Algérie des dupes », « ...l'Algérie, brisée...est devenue à perte de vue et dans tous les secteurs de l'activité humaine, un pays rudimentaire d'éternels apprentis. » Qu'aurait-il dit aujourd'hui avec une Algérie où ne subsiste aucune brisure, aucun apprentissage, bien recollée à la Frankenstein où à perte de vue et dans tous les secteurs de l'activité humaine « libre et intelligente », un pays de vrais mercenaires et faux experts étrangers ? En France, le pays dont on a détruit l'héritage pour mieux importer des « déformés », on parle de reconstruction, de créer une autre école, d'autres écoles. Cheènement, avec ses 80 % de réussites au bac, c'était hier.

C'est fini avec la « réformite ». L'école de Jules Ferry gratuite et obligatoire pour tous se retrouve classée régulièrement comme la plus inégalitaire des pays de l'OCDE. Pourtant, Claude Allègre a bien prôné « l'égalité dans la diversité », Jack Lang le collège « un et pluriel, sans oublier la « théorie du genre » de Najat-Vallaud Belkacem. Résultat, plus de 80 % des boursiers votent socialistes bien ancrés dans le social avec toute la smala, 80 % des cas sociaux sont des femmes, les élèves ne maîtrisent pas la lecture est passée de 15 % à 20 % depuis la décennie 2000 (discours d'Hollande à Carcassonne), les enfants d'ouvriers qui représentaient 14 % de l'école Normal sup. ou de l'ENA ne sont plus que 4 % malgré la discrimination positive etc. Certes, l'échec n'est pas spécifiquement français, une enquête en Suisse a révélé qu'un habitant sur dix est incapable de lire correctement une notice alors que pour la comprendre, il faut rêver au bac plus 13 et une vision de 10/10. Partout, on peine à recruter des policiers capables d'écrire un procès-verbal. Des philosophes invités à repenser l'école ont démissionné, aucun sociologue aux ordres n'osera nier l'échec sans se ridiculiser. Logiquement, quand un chemin nous égare de plus en plus, on revient au point de départ. Au collège français on fait le programme du primaire, au lycée celui du collège et au primaire on continue avec la méthode globale dénoncée par toutes les études sérieuses. On est loin des années 50 où un élève en fin d'études se retrouve recalé ou réorienté à cause de 10 fautes en dictée malgré son 10/10 en calcul et autres matières. Aujourd'hui, avec le bac pour tous, on a transformé les disciplines de base : maths, littérature en « savoir, savoir-faire, savoir-être ». Traduction je sais, je fais, je suis. Résultat, le cerveau de l'enfant de 12 ans, au lieu d'atteindre naturellement son maximum, atteint par la force son minimum. Pour 40 fautes au bac français, le correcteur ne peut priver le chanceux candidat que de 2 points. Que dire de l'école algérienne lorsqu'on sait que l'école française a toujours conservé le sport, les loisirs, la poésie, le théâtre, la technologie, un certain professionnalisme, un minimum d'intelligence et surtout des ministres de l'Éducation nommés par des présidents élus au suffrage universel. Car, on la comprit, l'école publique moderne est conçue pour servir la politique pas l'inverse. On parle de la « crétinisation de l'école » en faisant remonter le complot au 17^e siècle. Une naissance au bon pedigree du couple église-usine ce qui a donné à l'Institution ses couloirs, sa sonnette, ses notes. L'inceste y est : l'église a fait l'usine. Il suffit de voir le nom des inventeurs anglais qui ont industrialisé la planète. Des pasteurs ou d'enfants de pasteurs. On l'a compris, l'Empire de sa Gracieuse majesté exigeait d'abord des hommes de Dieu d'être des hommes de sciences. Au moment où se préparait l'école publique à des milliers de kilomètres, en Algérie on avait la medersa sur terre battue animée par un taleb, payé par la famille, pourvu du bâton et des tablettes remplies de sourates sous fond de chisme. Quand la France a envahi l'Algérie, elle avait déjà ses universités, ses lycées, ses journaux, ses savants dans tous les domaines, ses découvertes, ses laboratoires, son parlement élu, son opinion publique, etc. Mais

à la Régence d'Alger, le Dey, entretenait une correspondance d'égal à égal avec ce qu'il appelait les sultans des « gens du Livre ». Il avait compris comme ses prédécesseurs et ses successeurs que la vraie instruction ne devait pas quitter l'enceinte du sérail. C'est bien les indigènes fréquentant l'école coloniale qui ont chassé les colons. C'est les dirigeants post-indépendance qui ont fermé les portes scolaires aux langues et livres étrangers. C'est facile de détruire, un peu moins de construire, mais pratiquement impossible de reconstruire. Pour la simple raison qu'entre le temps de la démolition et l'envie de reconstruire, on a perdu la main, on est devenu moins intelligent. Aujourd'hui, on ne sait plus faire des Newton, des Aristote, des Socrate, des Ibn Sina, des Voltaire, etc. On ne sait plus construire des pyramides avec tous les satellites et les régiments du Prix Nobel qu'on a cumulés. En Grèce, depuis 30 ans, avec l'argent et la matière grise de la communauté internationale, on peine à réparer le Panthéon que les Grecs de l'antiquité ont construit en 6 ans seulement etc. Si le rôle du politicien est d'enfumer sa proie, il faudrait qu'il s'adapte à elle. Si le ridicule ne tue pas, il ne croule pas sous l'efficacité. Aujourd'hui, l'école algérienne est dans un tel état qu'on se demande s'il ne faut pas d'abord panser les plaies de la « mariée » avant de la maquiller. Si l'argent pouvait éduquer, tous les génies et les saints auraient eu des princes et des rois pour papa. Il y a à peine quelques années en Algérie, un paysan pauvre pouvait rêver de voir son fils devenir médecin, aujourd'hui c'est impossible. Il faut les cours particuliers, l'internet haut débit sans coupure d'électricité, l'aide de la famille, les livres avec les solutions et minimum de fautes, sans oublier l'inévitable piston pour réaliser n'importe quel rêve surtout le plus convoité. La jeunesse tunisienne, la jeunesse arabe la mieux scolarisée, la plus connectée, qui a déclenché le Printemps est aussi celle, dit-on, la plus nombreuse à servir Deach. Or, c'est aussi le cas de sa voisine, la jeunesse algérienne, la plus prometteuse au début des années 60, sombrant dans le terrorisme de masse jusqu'à contaminer, chuchote-t-on, tout le voisinage. C'est la première règle en physique apprise à l'école : plus c'est haut et lourd plus grande est la force d'attraction, de destruction. On peut dire que chaque bled a l'école qu'il mérite et qu'il désire. En Allemagne par exemple, chaque collège peut choisir son système éducatif, il y a même les statistiques ethniques taboues en France qui permettent de mettre des spécificités en faveur d'enfants d'émigrés. On s'en fout du % de réussite au bac, par contre on tient aux 100 % d'employabilité. Le « moteur de l'Europe » revient de loin. En étudiant les secrets du succès militaire de la Prusse de 1870-1871, Ernest Lavisse a découvert que le système d'éducation concocté par Bismarck a permis la montée du Reich (Causeur 25).

En Algérie, Lacheraf nous explique que l'école a été travaillée consciemment dès le début au corps et à l'esprit. Le grand-père, le père et les fils, 3 générations sans interruption afin d'obtenir des malades mentaux s'ils ne sont pas des harkis, des indics, des fuyards dans la drogue, l'informel, la violence contre leur propre famille... Fuir en contradiction avec toutes les leçons officielles apprises à l'école. Un cercle de vampires séniles qui puisent leur immortalité dans le sang d'une jeunesse programmée à s'autodétruire une fois utilisée. On arrive au point où c'est l'innocence de l'élève qui devient plus dangereuse que la culpabilité du maître. C'est les jeunes qui ont fini par dire non au sport (sauf le foot) à la technologie, aux loisirs, au théâtre, à la poésie, à l'intelligence. Les janissaires ont bien détruit l'Empire ottoman. Des enfants chrétiens enlevés à leurs parents transformés en esclaves fanatisés, de vraies machines à tuer. Comme hier, la Régence d'Alger a bien formé ses « janissaires » les amadouant avec la « Réconciliation nationale » aidée d'une piraterie délocalisée au Sud. Il suffit de constater la métamorphose des hommes bleus, ces doux et hospitaliers Touaregs, pour tâter l'irré-

parable. Faut-il finir comme les habitants de l'île de Pâques : démolir les statues des dieux avant de crever ? Parce qu'il faut les trouver vivants et pas trop esquinés ces profs de sport, de théâtre, de poésie, de langue amazighe, de technologie, de dialogue...ces soldats intelligents, pour construire une forteresse « intelligente » alors qu'ils étaient les premiers à tomber sous les balles du FLN et les couteaux du FIS...En France, on a constaté que l'excellence pour tous et l'égalité pour tous a eu des effets désastreux non seulement sur le niveau des élèves, mais aussi sur celui des enseignants.

Les politiciens le savent, mais leur objectif est de se faire élire et s'il faut passer par des classes de cancrans pour faire plaisir aux électeurs, ils sont partants quitte à utiliser le starsystème et colorer, féminiser, rajeunir les représentants du « mammouth ». Ils le savent, ce sont des paillettes plein les yeux. Un Noir n'a jamais rien fait pour les Noirs. Une femme encore moins pour le sexe faible. Sans parler du sourire carnassier de ces jeunes troubadours qui s'inventent des cheveux blancs pour rassurer leurs vieux mentors. L'école a fini comme tout le reste à ne célébrer que des chiffres et des lettres : 70 %, 80 %, 90 % ... FLN, FIS, GIA, DRS, FMI, BM, OGM, ONU, UNESCO... Parler d'une école « intelligente » ne veut rien dire. Pour un dictateur, une école intelligente c'est celle qui lui fournit son troupeau d'esclaves, pour un président démocratiquement élu c'est une école qui rapporte de l'argent à ceux qui financent son élection. Il y a bien sûr des écoles qui font exception comme les pays nordiques surtout la Finlande, certains pays asiatiques. Ces pays-là, comme de sages yogis, ne cherchent pas à briller sur une scène internationale de plus en plus mafeuse, mais à préserver une stabilité intérieure durable. C'est les bons politiciens qui font les bonnes écoles pas l'inverse. Dans les pays où il y a plusieurs politiques, il y a plusieurs écoles. En Algérie, otage d'un Cabinet Noir depuis l'an 0, il n'y a que l'école du Cabinet Noir qui continuera son œuvre de sabotage jusqu'au bout consciemment ou inconsciemment. Il n'existe pas de réforme, encore moins miraculeuse, pondue par un seul super-cerveau pour éduquer et instruire tous les enfants qui viennent au monde. Dans Outrage à chefs d'Etats, le juriste américain Lysander Spooner (1808-1887) comparait tout gouvernement à une « association secrète de voleurs et d'assassins ». Il a joué les prophètes avant l'heure. Au sujet de la Constitution américaine qui passe pour la plus belle au monde, il dénonçait l'arnaque : « La Constitution n'a nulle autorité ou obligation qui lui soit inhérente. Elle n'a nulle autorité ou obligation quelle qu'elle soit, si ce n'est comme contrat entre un homme et un autre. Or elle ne prétend même pas être un contrat entre personnes actuellement vivantes. Au plus, elle prétend être un contrat conclu entre des personnes qui vivaient il y a 80 ans... En outre, l'histoire nous l'apprend, seule une faible portion des personnes qui vivaient alors ont été consultées... Les hommes, s'il y en eut, qui donneraient bien leur accord formel, sont tous morts aujourd'hui. Pour la plupart, ils sont morts depuis 40, 50, 60 ou 70 ans... » Le juriste précise qu'ils n'avaient même pas le droit naturel d'imposer cette constitution à leurs enfants. Une constitution doit mourir avec les hommes qui l'ont rédigée. Ce n'est pas un texte divin. Aucun homme ne peut écrire pour la postérité des droits et des devoirs sinon pour des zombies. La base d'une démocratie c'est le référendum : demander l'avis des travailleurs pour leur soustraire de l'argent, pour les envoyer se tuer eux ou leurs enfants dans une guerre, les mettre en prison pour avoir refusé de scolariser leurs gosses, les pousser au suicide parce que leur banquier a multiplié les mensualités de leur dette au moment où leur patron délocalisait, les obliger au scrutin secret qui ne peut donner qu'un gouvernement secret, parole de juriste, etc. On estime à environ 75-80 % les Américains qui ne font plus confiance dans les politiciens, pourtant ces derniers sont toujours les maîtres usant et abusant de la même Constitution. Parler de la « rétinisation » de l'école, un complot qui remonte à plus de 200 ans, on ne peut qu'y croire. Surtout depuis 2008 et la résignation qui s'est abattue sur la foule planétaire largement scolarisée. A moins que l'humanité ne se dirige vers un suicide programmé par des extraterrestres. En Algérie, on a été plus intelligent, on change de Constitution comme de chemise. Au Raïs nu, du sur mesure en tout à commencer par l'école qui rêve d'être intelligente à son tour à l'image de ses concepteurs. Si, d'après le juriste Spooner, le but de toute législation est simplement de maintenir une classe d'hommes dans la subordination et la servitude au profit d'une autre classe d'hommes, il n'y a pas de meilleur moyen d'y parvenir que l'école qui instruit et éduque.

Quand nous avons présenté notre recherche sur la santé reproductive menée dans six régions du pays par 7 chercheurs (Mebtoul, dir., 2013) aux responsables du ministère de la Santé en juin 2013, mettant en exergue les dysfonctionnements organisationnels, sociaux et relationnels concernant les accouchements des parturientes, particulièrement le cas de la maternité du CHU de Constantine, on nous avait répondu de façon laconique et distante à la fois : « On connaît tout cela. Vous ne nous apprenez rien ».

La mortalité maternelle et néonatale a des causes que la raison ignore



Par Mohamed Mebtoul*

Nous souhaitons reprendre les principaux résultats de notre étude qui aurait, peut-être, pu représenter un premier jalon pour tenter de comprendre les raisons sociologiques et non uniquement médicales de la mortalité maternelle et néonatale. La santé reproductive est en effet indissociable du fonctionnement de la société et des institutions socio-sanitaires qui lui tracent les contours et les limites à ne pas dépasser. Loin de s'inscrire dans une logique d'extériorité face aux multiples injonctions politico-administratives, la santé reproductive contribue à les dévoiler de façon encore plus radicale dans des situations dramatiques. L'illustration la plus actuelle est l'injonction du ministre de la Santé d'opérer à la fermeture immédiate du service de gynécologie du CHU de Constantine, qu'aucun autre acteur-responsable ne pouvait prendre, se limitant à reproduire à l'identique la déliquescence de l'institution de santé !

La production du statu quo administratif

Tout le paradoxe de la santé reproductive en Algérie réside dans le décalage entre l'existence relativement importante des structures et de moyens techniques et un archaïsme socio-sanitaire prégnant dans certaines maternités des CHU où les femmes sont entassées dans une pièce exiguë, subissant des accouchements en série, pouvant parfois atteindre sept par jour, assurés par une sage-femme. Dans les directions régionales de santé, les responsables de la population se limitent à indiquer de façon formelle et officielle les chiffres transmis mécaniquement au ministère de la Santé. Le flou sur le nombre précis et les causes profondes des décès maternels sont récurrents dans les propos des responsables régionaux. Ils énoncent les données qui leur sont communiquées

par les structures de santé reproductive (entre 5 et 12 décès pour les six wilayas enquêtées durant l'année 2012). La production sociale du statu quo administratif occulte, en réalité, les enjeux sociaux de la mortalité maternelle et néonatale, qui auraient permis de mettre en lumière son épaisseur historique : comment s'est opérée l'évacuation de la parturiente ? Par qui ?

Qui a décidé du transfert de la parturiente ? Dans quelles conditions sociales et techniques ? Comment a-t-elle été prise en charge au moment de son hospitalisation ? Or, les seules causes reconnues, objectivées et archivées, sont strictement médicales (hémorragies après accouchement, pathologies chroniques des parturientes, notamment le diabète et l'hypertension, etc.). La bureaucratie sanitaire régionale évoque son impuissance à attribuer une signification précise et pertinente aux décès maternels. Le statu quo administratif est bien un mode de reproduction à l'identique de l'injonction centralisée. Il aboutit à une profonde méconnaissance des dynamiques socio-sanitaires en jeu qui président à la santé reproductive. « Je ne vous mentirai pas. On ne fait pas d'enquête. Nous nous contentons du rapport établi par le centre de santé » (responsable de la population, Bel Abbès). Un autre responsable de Tizi Ouzou reconnaît son impuissance à déterminer avec précision le nombre de décès maternels : « Il y a une non-maîtrise du nombre de décès maternels. On oublie les femmes qui décèdent à domicile et souvent non enregistrées ». La norme politico-administrative devient le mode hégémonique par excellence du contrôle et de l'encadrement de la santé reproductive. Elle se traduit par des chiffres et encore des chiffres, refoulant tout autre regard, approche ou posture distanciés à leur égard. Les parturientes, dans leur singularité historique, disparaissent pour ne devenir qu'un nombre qu'il s'agira fièrement de communiquer à sa hiérarchie. Dans cette perspective aveugle et bien souvent arrogante, porteuse de certitudes, la logique de proximité sociale avec les parturientes et les acteurs locaux devient un non-sens, puisque tous les problèmes et les enjeux socio-sanitaires sont « maîtrisés ». Notre enquête qualitative (observations, entretiens approfondis et focus group) a pu

montrer, de l'intérieur, que la santé reproductive pour les femmes est un événement social qui mérite l'accès à la dignité sanitaire et à leur reconnaissance sociale et humaine, à contrario des tensions et des ruptures relationnelles et institutionnelles qui dominent le fonctionnement des institutions de santé.

Tensions, violence de l'accouchement et flux non maîtrisés des parturientes

Certains espaces d'accouchement dévoilent leur profonde inadéquation pour permettre un accouchement serein de la parturiente. Un bloc opératoire, dépourvu d'une porte revendiquée en vain par le personnel de santé, représente une contrainte majeure pour la gynécologue d'Adrar : « Un bloc opératoire qui ne ferme pas, c'est vraiment sceptique et donc parfois, nous avons des dégâts. C'est inadmissible d'opérer dans de telles conditions ». Le service de maternité du CHU de Constantine est profondément marqué par son ancienneté, datant de la colonisation. Les tables d'accouchement n'ont pas été changées depuis 1950. Il dévoile « un espace à risques », selon l'expression de la responsable de la maternité. L'archaïsme socio-sanitaire oblige les parturientes à tenter d'arracher une place à même le sol, ou être à l'étroit dans une chambre réaménagée pour entasser dans la précipitation et l'urgence 3 à 4 d'entre elles. L'absence de toute intimité des parturientes est en partie à l'origine des tensions avec le personnel de santé.

Ce mode d'agencement de l'espace de santé produit du stress et accroît la charge de travail du personnel de santé. « Notre contrainte majeure, c'est le volume de travail dominé essentiellement par l'activité obstétrique (accouchements et césariennes), à tel point que parfois, il n'y a même plus de place par terre pour les parturientes. Ce qui n'est pas sans nous poser des problèmes avec la population ». Les accouchements sont assurés dans leur majorité, dans les structures étatiques de soins, à peine 5% dans les cliniques privées. Même si

l'âge de la mère à l'accouchement recule en moyenne de 31,3 ans en 2014 contre 29,5 ans en 1990 (ONS, 2015), nos observations fines indiquent l'afflux des parturientes, contraintes, pour certaines d'entre elles, de recourir en catastrophe à l'hôpital, souvent sans bilan ni suivi de la grossesse, particulièrement celles qui résident dans les régions ne disposant pas ou peu de gynécologues, qui ont pour beaucoup d'entre eux privilégié le secteur privé des soins. Celui-ci n'hésite pas à opérer au transfert des parturientes dont les accouchements lui semblent compliqués vers les maternités des CHU. Ils déploient une logique de captation raisonnée des parturientes. « Seuls les cas maîtrisés sont pris en charge. J'ai peur d'être traduite en justice. S'il arrive quelque chose, on risque la prison » (gynécologue, clinique privée).

L'accouchement est caractérisé par les femmes comme une appropriation rapide, violente et mécanique de leur corps devenu un simple objet durant ce processus biologique et social douloureux de l'enfantement. Les mots des femmes pour dire l'accouchement font référence à la mort, à une souffrance insupportable, à un moment extrêmement pénible. « Elles nous ont tuées » ou « Tmermda ». Les sages-femmes sont contraintes d'activer face au flux de parturientes. Il faut parfois écouter ces femmes anonymes pour prendre des décisions courageuses, mettant fin à des situations profondément kafkaïennes. « Les sages-femmes crient. Elles sont parfois violentes. Il y a trop de monde. Les parturientes viennent de partout ». L'accouchement dans le secteur privé des soins a aussi des effets pervers.

Les parturientes notent leur sortie rapide de la formation sanitaire : 24h après un accouchement normal et trois jours après une césarienne, l'absence de tout espace post-opératoire et le coût excessif de l'accouchement qui peut varier, selon les régions étudiées, entre 55.000 DA et 70.000 DA. Entre l'argent comme critère de sélection de la parturiente dans le secteur privé des soins et celui du capital relationnel dans les CHU, la majorité des femmes privilégient le secteur étatique des soins qui gère de façon plus efficiente les complications éventuelles pouvant survenir durant l'accouchement, à condition que la parturiente intègre rapidement l'hôpital au cours de son transfert.

La mobilité forcée de la parturiente anonyme

La mobilité forcée d'un nombre important de parturientes anonymes venant des différentes régions et orientées vers le CHU ou un EHS, représente précisément l'enjeu social qui donne sens aux accidents d'accouchement et à la mortalité maternelle et néonatale. Cette dimension aurait mérité d'être sérieusement prise en considération. Elle dévoile dans son immédiateté que la notion d'urgence obstétrique dans ses aspects techniques organisationnels et humains, est dominée par le flou, un professionnalisme fragile et une temporalité faiblement respectée quand la vie de la personne est en danger : l'absence d'une ambulance médicalisée au moment voulu, ou d'un chauffeur disponible, ce jour-là, et surtout d'un professionnel de santé formé pour accompagner la parturiente. Plus profondément, la bureaucratie sanitaire difforme ne semble pas faire la distinction entre, d'une part, la proximité géographique qui consiste à construire une structure de soins proche de la population, mais fortement décredibilisée par celle-ci en raison de ses différentes pénuries, mais aussi de l'absence de valorisation sociale de la santé publique, privilégiant la construction inopportune d'hôpitaux sans spécialistes et, d'autre part, la proximité sociale qui doit permettre d'accéder non seulement à la maîtrise du bassin de la population locale (conditions de vie, transport, etc.) mais aussi au déploiement d'une dynamique socio-sanitaire horizontale et autonome, seule à même de renforcer les réseaux de proximité.

Références

*Mebtoul M. (dir.), 2013, Rapport de synthèse « Etude sur la qualité des services de santé reproductive en Algérie », soutenu par le CREDES, 37 pages et Rapports de recherche détaillés par région (Oran, Bel Abbès, Tizi Ouzou, Tiaret, Constantine et Adrar). Document annexe contenant tous les entretiens et observations transcrits.
Les chercheurs suivants ont participé à l'étude : K. Araoui, A. Benabed, K. Daheur, A. Hachem, Z. Kerzabi, N. Moufflok et A. Semmoud, chercheurs associés au GRAS, Unité de recherche en Sciences Sociales et Santé. Université d'Oran 2.
Ces différents rapports sont disponibles au niveau de l'Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé, ex-IAP, Université d'Oran 1.
*Sociologue, Université d'Oran 2 et Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé.

Le véritable fléau ou nouvelle guerre du siècle

■ L'urbanité globalisée tueuse de civilisations rurales et de leur progrès humain

Par Hassan Tsaki*

Il est aussi vrai et qu'historique que la ville s'est toujours inféodé la campagne. La "civilisation urbaine" s'est toujours construite et développé au détriment et sur les décombres généralement des sociétés agraires et du monde rural. Pourtant c'est ce dernier qui est et fut toujours à l'origine de la véritable production de richesses et du progrès humain.

Et c'est dans ce nouveau contexte d'antagonisme et de dualité pseudo-moderne urbanité-ruralité que s'exerce réellement le choc des civilisations ou de modèles d'organisation sociale en ce début du XXI^{ème} siècle. Le fameux affrontement Est-Ouest, puis Nord-Sud et enfin celui des prétendues hégémonies idéologiques ou religieuses ne constitue en fait que l'arbre qui veut cacher la forêt et qui nous oblige déjà à tendre le regard ailleurs alors que les fondements des sociétés humaines et de progrès sont sérieusement, dans le Nord comme dans le Sud, en voie de dislocation irréversible. Il faut redonner de la dignité et des perspectives d'avenir et de cohésion à la ruralité pour en faire, comme par le passé lointain, un complément synergique à la civilisation non seulement urbaine mais rassemblée. Seule cette dernière peut servir et construire réellement, et sans trop de remous sociaux, le bonheur et le progrès durable chez tous les peuples de l'humanité.

Dans l'heureux périple et long parcours de l'humanité, l'homme est passé de la condition de chasseur, puis de cueilleur et enfin d'agriculteur-éleveur. Son rapport à la terre, à l'agriculture et à l'élevage est aujourd'hui millénaire et a constitué l'essentiel de son évolution et équilibre avec les éléments de la nature... Depuis la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, nous assistons à un renversement, au début progressif puis de plus en plus brutal, de ces équilibres qui ont permis la bonne évolution et le progrès humain continu. Nous sommes passés des formes d'exploitations agropastorales tribales, familiales, individuelles puis aujourd'hui franchement agro-industrielles anonymes et surtout de type capitaliste, et à vocation impérialiste, car bâties essentiellement sur des principes et rapports de profits maximums et de dividendes à produire dans de très courts termes pour enrichir en premier et ostensiblement les leaders, puis les gestionnaires et enfin les actionnaires. Quant aux grandes masses de l'humanité, sociétés et peuples confondus, quelles que soient leur origine, ethnique, et nationalité, elles ne sont plus perçues qu'à titre seulement de consommateurs et de marché potentiel ou effectif.

Et afin de préserver et protéger cet immense marché mondialisé aujourd'hui, même le rapport professionnel, mental, affectif et parfois même sacré qu'avaient établi les hommes, depuis des millénaires avec la terre, a subi une désaffection progressive jusqu'à même, en ce début du XXI^{ème} siècle, un pur démantèlement dans les valeurs de la société et des populations.

Ainsi, les peuples d'aujourd'hui, assistent dans presque l'indifférence totale et sans aucune réaction ni réserves à la privation et capitalisation de grandes concessions de terre, en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie. Terres et grandes concessions de territoires qui vont être affectés en priorité aux cultures et productions agro-industrielles à plus grande plus-value commerciale (productions d'oléagineux pour la production des huiles et matières grasses de table, de soja, maïs et autres légumineuses et céréales essentiellement OGM servant de nos jours, entre autres, comme concentré alimentaire d'élevage intensif, ainsi qu'à bien d'autres produits agricoles ou agro-énergétiques à forte rentabilité commerciale, etc.)

Pourtant, parmi les grandes questions qui se posent aujourd'hui et presque indifféremment à toutes les sociétés, nations et peuples du monde, figure bizarrement le chômage et particulièrement celui bien dramatique et interrogatif des jeunes, diplômés fussent-ils ou pas !

La terre et les sols devraient être considérés, en vertu de leurs valeurs civilisationnelles et de progrès des sociétés humaines, comme un patrimoine inaliénable des hommes. Ce qui, pour l'heure et ses nécessités économiques et

La question du réchauffement climatique n'est qu'un expédient, trouvé et exploité en prétexte à une fuite en avant organisée des politiques devant leurs responsabilités, en principe, de vocation. Les vrais problèmes et dangers qui se posent à l'humanité, aujourd'hui, sont à rechercher ailleurs !

de justice sociale manifestes, partout et indifféremment dans notre monde compte tenu des réalités d'aujourd'hui, devraient inciter les politiques et décideurs de se libérer davantage de l'influence intéressée des lobbys en revoyant sérieusement et inéluctablement leurs dispositions pour de nouvelles politiques agricoles courageuses libérant des moyens d'accès réels à la terre pour ces milliards d'individus, laissés pour compte et exclus de la ruralité heureuse ; devenus, de nos jours, sans perspectives réelles, dans l'urbanité et surtout péri-urbanité où on continue de les marginaliser et de les entasser dans les pays du Sud comme ceux du Nord, où cela a été initié il y a quelque 70 ans avec cette "Révolution" appelée, pourtant et bien contradictoirement, "Verte" !

C'est ainsi qu'on assiste cette année et, il faudrait le souligner peut-être un peu tardivement, à la consécration par les Nations unies et la FAO de l'année 2015 comme Année internationale des Sols. Mais célébrer correctement et de la manière la plus édifiante l'année internationale des sols, doit se faire déjà par l'initiation et l'animation de grands et multiples débats critiques à caractère sociétal dirigé surtout vers le grand public. "On ne prêche pas dans le désert" ou devant un auditoire acquis. Il faudrait, en un mot, trouver les formes de communication et de conscientisation recherchées par des approches et protocoles innovants de déghettoisations de la science et de ses disciplines. "Dans la rue, la musique", disait le poète ! Inspirons-nous... Mais, au juste, que signifie pour nous, et bien sûr, pour le commun des mortels, cette année de consécration internationale des Sols ?

Les sols, ces réelles entités et patrimoines naturels, à l'origine de la genèse et continuité heureuse des civilisations humaines.

Le sol, support écologique essentiel à la vie et à sa perpétuation, a constitué le "ferment" et soutien capital des civilisations-mésopotamienne et égyptienne- et de leur continuité millénaire. En effet, les sols issus des limons fertiles et épandages du Tigre et de l'Euphrate, ainsi que les apports incessants en richesses minérales et organiques drainés par le Nil de par les milliers de kilomètres qu'il parcourt à travers l'Afrique et sa diversité, sont de fait à l'origine de la genèse, du développement et de la permanence plusieurs fois millénaire de ces grandes civilisations afro-asiatiques et de leur épanouissement économique, politique, culturel, architectural et artistique sans égal jusque-là.

Le sol, ce bio-réacteur est, par excellence, le domaine d'intersection et d'interaction de la lithosphère, de la biosphère et de l'atmosphère. Il est à l'origine du maintien et perpétuation de la vie végétale, animale, microbienne et par extension humaine aussi. Les cycles naturels générés par les sols vont jusqu'à drainer, épurer, décontaminer et recycler durablement les eaux, l'atmosphère, et le milieu naturel dans sa globalité. C'est une véritable "machine" naturelle de renouvellement et d'enrichissement des ressources nutritives et de transformation des éléments indésirables et autres contaminants (intégration de l'Azote atmosphérique et son efficacité métabolique par les microorganismes symbiotiques du sol ; cet élément constitutif du vivant doit être présent dans toutes les cellules végétales et animales, autant dans notre sang et hémoglobine que dans la chlorophylle, miraculeuse molécule de "transmutation" de l'énergie solaire en énergie métabolique et biologique. Notons aussi qu'aucun acide aminé ou brique de base constitutive du vivant, protide et protéine ne peuvent se métaboliser et exister sans sa présence. Voire, aussi, les apports synergiques ou symbiotiques et diverses interactions des champignons de la microflore du sol dans l'assimilation effective et mise à disposition du phosphore, autre élément métabolique critique et limitant mais essentiel à la vie végétale et animale sur terre, etc.) Il nous faudrait, peut-être retenir, à titre global et seulement indicatif, que dans une poignée de terre ou de sol il y a plus

d'organismes microbiens et de saprophytes que d'humains sur la surface de la Terre...

Mais que sait-on aujourd'hui, autant au niveau sociétal qu'universitaire de ces sols et de la pédologie, science qui les étudie ? Presque rien, sinon des préjugés anciennement et durablement installés. Il nous semble à l'occasion de cette année 2015, année de consécration internationale des sols qu'il nous faudrait faire œuvre de bonne et utile communication auprès du grand public en défendant au mieux la pédologie, ce "parent pauvre" des disciplines et sciences de la nature et de la vie. Mais aussi pour provoquer dans la société, il me semble, un sursaut louable et effectif de prise de conscience et de re-considération légitime de l'utilité et efficacité de la pédologie et des sols dans nos sociétés, cultures et, in fine, "civilisation moderne globalisée", mais rassemblée (voire de l'équilibre Ruralité-urbanité) face aux différents enjeux qui s'imposent à elle aujourd'hui (socio-économiques, environnementaux, sanitaires pour ne citer que ceux-là) Pour cela, il nous faudrait analyser, "démystifier", pour comprendre mieux et mettre à bas les préjugés, traînés depuis la nuit des temps, et qui enlaidissent et occultent sciemment les notions et valeurs autour des métiers de la terre, des sols et de la discipline qui leur est consacrée, la pédologie !

PLAIDOYER EN FAVEUR DES SOLS ET DE LEUR VALEUR ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

La question essentielle qu'il s'agirait de se poser, pour une réelle et profonde analyse afin d'y déceler et extraire les arguments authentiques nécessaires aux démarches et efforts de persuasion et de prise de conscience sociétale des sols et de leur discipline, est la suivante : pourquoi le désintérêt (indifférence, voire même aversion !) pour les sols et ce qui les représente reste presque historique, car tellement manifeste à toutes les époques et dans toutes les cultures, jusque dans notre société moderne actuelle, par excellence, pourtant, celle de la communication démocratisée et "internetisée" et du savoir externalisé et vulgarisé à volonté.

Malgré ces fantastiques moyens d'information et de communication à notre service, nous assistons et relevons, encore et avec dépit en 2015 que même au sein des milieux universitaires et scientifiques, en principe ouverts parce que suffisamment "savants", les sols et leur science d'étude demeurent, encore, le "parent pauvre" des disciplines des sciences de la nature et de la vie. Ces préjugés sont tenaces, anciens, historiques peut-être, mais sûrement sociologiques, en s'abattant, depuis fort longtemps, tel un linceul de honte sur les sols, leur enseignement et la valeur réelle de leur contribution à la connaissance et au progrès. Car, en toute évidence, le sol est et reste rattaché à la ruralité, au monde paysan et traditionnel par excellence que certains préjugés souhaiteraient, par facilité lier et connoter à passés, opposé à la modernité, voire même au progrès.

Tels que nous sommes aujourd'hui, populations et sociétés du Nord ou du Sud, nous donnons progressivement le dos à la ruralité pour nous diriger et nous enfoncer davantage vers la ville, vers la modernité qui semble se confondre avec urbanité. La civilisation de notre époque, depuis la révolution industrielle, le développement de l'agrochimie et la financiarisation des exploitations et productions agricoles, se veut être une civilisation urbaine où tout ce qui rappelle la ruralité, l'agriculture traditionnelle et familiale, la terre, le sol, la famille, la tribu, etc. est subconsciemment rejeté, banni, sous-estimé, sous valorisé... jusqu'à être considéré comme banal, voire même futile et sans importance.

Faudrait-il rappeler qu'on n'a pas fini encore de payer les factures socio-économiques, environnementales et sanitaires de la Révolution Verte puisque certaines statistiques françaises

donnent toujours pour la France ce chiffre effroyable d'un suicide d'exploitant agricole par an ! Monde rural sacrifié, désertifié au profit de la ville et de ses règles de profits rapides et surtout "sonnant et rébuchant". Monde rural en déperdition programmée, devenu un ensemble de "loques sociales" et "proies économiques", soldées et dévalorisées par les technocraties politiques et économiques d'ostentation démocratique mais livrées corps et âme à la secte impitoyable des financiers et spéculateurs "dividendiers" ou rentiers. Alors que ce monde rural avait sacrifié dans la terre et les sols les plus hautes valeurs des sociétés et civilisations anciennes : la civilisation mésopotamienne, celle abritée géographiquement, initiée et alimentée grâce aux limons fertiles et apports du Tigre et de l'Euphrate a offert à l'humanité, par il y a 5.000 ans de la première écriture, les premiers outils du développement de l'intelligence humaine, beaucoup plus que ne l'a fait le premier "petit pas" de Neil Armstrong sur la Lune un 20 juillet 1969, et qui se voulait être "un pas de géant pour l'humanité" !

Nous pouvons dire autant de la place et efficacité des sols et matériaux africains du Nil et de leurs apports à la civilisation afro-asiatique égyptienne et de sa continuité à peine croyable de 3.000 ans, alors qu'un programme de fertilisation et d'applications accrues de l'agrochimie européenne et de ses subsidiaires dans les pays du Sud, pratiqué sur une période seulement de 70 ans de l'après-guerre des années cinquante, a empoisonné durablement les nappes phréatiques, les écosystèmes, les sols et les rivières, faisant de leurs riverains et de nous tous des acheteurs et buveurs d'eau en plastique qui gangrène et métastase aujourd'hui en un nouveau marché et business des eaux évalué à plusieurs centaines de milliards USD / an. Avec, il faudrait le signaler peut-être au passage, des retombées sanitaires sourdes, peut-être, mais certainement affligeantes, à moyen et long terme, pour les consommateurs, Nord et Sud que nous sommes, en termes de dysfonctionnements hormonaux et de perte de fertilité dus, entre autres, aux contenants !

Quant aux termes et attributs d'humanité, d'humain, si proches sémantiquement d'inhumation et d'inhum, voire, de l'acte de mettre en terre ; et qui rappelle si bien ce terme d'humus, qui nous est si cher, car véritable évocateur de ce "sel-ferment" de la terre, et qui nous rattache biologiquement, culturellement, peut-être même, philosophiquement, mais sûrement indéfectiblement au sol. En un mot, à la terre... autrement dit au sol et à ses merveilleux secrets et cycles de transmutation, transformation et perpétuation de la vie.

Pour finir, enfin, cette contribution à destination du grand public, qui peut paraître à priori un peu cavalière ou incongrue mais qui, chez les personnes averties, ne doit point l'être. Comme entre gens humbles, spontanés et surtout amants serviteurs de la connaissance et de sa haute responsabilité sociétale et indépendance intellectuelle qui doivent être de mise sous tous les cieux et autorités ; et qui considèrent que la science est, par vocation, une construction collective universelle ou, elle n'est pas. Je terminerais, donc, par rappeler que quand enfants on jouait en faisant claquer un fouet sur le sol, les personnes âgées, nous criaient dessus et nous sermonnaient d'arrêter de battre le fouet sur le sol et de ne plus le refaire. Ces vieux, peut-être illettrés ou analphabètes, mais en dignes dépositaires du bon sens paysan, de la mémoire collective orale et du savoir traditionnel de cette pensée et véritable civilisation rurale, nous faisaient ainsi prendre conscience de notre faute, en poursuivant, par ce haut enseignement de notre héritage rural commun : « Ne frappez pas ainsi la terre... C'est notre mère à tous... La frapper ainsi, c'est comme battre la mère qui vous a mis au monde ! ».

*Professeur, directeur de recherches universitaires- Laboratoire d'éco-pédologie, Université d'Oran 1



Médiatic Rébellions kabyles, révoltes algériennes

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Tahar Djaout & Lounis Aït Menguellet.
Temps clos et ruptures spatiales. De l'anza à l'esprit d'asefru. Etude de Ali Chibani (préface de Beida Chikhi). Koukou Editions

(L'Harmattan, 2012), Alger 2014, 360 pages, 1.000 dinars.



L'histoire du pays s'est écrite au fil du temps et des siècles, jusqu'à nos jours, sur des conflits et des guerres. Comme le dit l'auteur, c'est un «retour à répétition» de l'affrontement collectif avec un effet sur la perception de l'espace-temps... chez tous les Algériens et plus particulièrement les Kabyles.

Le chercheur va analyser le thème littéraire du «retour du même» à travers les œuvres d'un écrivain (francophone, terme préféré de Djaout ou francophone, comme il vous plaît), Tahar Djaout et d'un poète-chanteur (kabyle), Lounis Aït-Menguellet. Démarche : comparaison générale des textes pour dégager des points de convergence ou de divergence ; découverte du thème ; stratégies poétiques...

Les deux, prenant conscience des usurpations dont ils ont été victimes, se sont donné les moyens (grâce à la poésie et au chant, ou les deux ensemble) d'affirmer leur identité individuelle et collective par des actes libres qui veulent analyser le réel et nommer l'objet de leurs rêves pour qu'il fasse l'événement. Le texte littéraire restant

surtout un geste culturel, le désir de vérifier son influence sur les autres se fait ressentir. Ceci a amené Ait Menguellet et Djaout à prolonger la performance de l'œuvre dans des actes humanitaires ou par des actes journalistiques engagés. L'un a été souvent emprisonné, et l'autre a été assassiné.

Anza : en Kabylie, c'est un terme qui désigne le cri du mort. Il résonne une fois dans l'année, à l'heure et au lieu où son auteur a été tué. Asefru : poème... Il veut et devrait rompre la «clôture» du temps sur l'acte de violence. Pas facile ! Ce qui nécessite tant et tant de stratagèmes poétiques pour en sortir.

Du génie, en vérité.

L'auteur : Ali Chibani est docteur en littérature comparée. Auteur d'un recueil poétique, «L'Expatriation des innocents», il est animateur d'un blog, «La Plume francophone». Il est aussi journaliste, collaborant à divers organes de presse.

Avis du long, du lourd. Incontournable pour saisir l'essentiel de la poétique kabyle et l'âme amazighe (dont la mystique soufie est un élément constitutif de l'identité, il faut le savoir). A noter que l'ouvrage a été «refusé» par des éditeurs algériens «parce qu'ils ont jugé le niveau élevé, donc pas de lecteurs».

Citations : «Depuis l'indépendance de l'Algérie, le retour de la violence n'a de cesse de dicter et de crier sa Loi dans un pays où les mémoires retiennent surtout les moments de crise» (p10), «Si la violence est un langage qui change, elle reste une langue fixe. L'expression et les protagonistes de la violence peuvent varier, mais le registre reste toujours celui de la violence» (p 15), «Le poète est la figure suprême de l'œuvre littéraire générée par la violence historique».

Il est un passeur de vérités et un passeur de rêves» (p 340), «Lorsqu'on vit dans un pays marqué par le retour de la violence, lorsqu'on compte parmi les peuples minorés et menacés, l'avenir devient tout simplement un risque à courir» (p 346)

L'Allumeur de rêves berbères



L'Allumeur de rêves berbères.
Roman de Mohamed Fellag.
Tafat Editions, Alger 2014, 227 pages, 500 dinars.

La décennie rouge qui commence. Le Fis «écarté» d'une victoire certaine aux élections législatives, une vie politique qui part en «vrille»... Déjà, on assassine tout ce qui pense, tout ce qui doute, tout ce qui dérange, tout ce qui n'est pas «eux». Il ne fait pas bon d'être journaliste ou écrivain ou artiste ou enseignant... C'est ce qui arrive à notre «héros» qui, femme décédée de chagrin et d'angoisses, enfants partis ailleurs, menacé de mort violente (des lettres anonymes glissées sous la porte), et profitant d'une retraite relativement intéressante, se réfugie dans son appartement haut perché. Durant la journée, il observe la société et sa cité (un meltingpot d'idéologies et de comportements : des barbus, des imberbes, une pute généreuse, une pied-noir très âgée de confession juive, très proche des populations (où l'enterrer à sa mort ? Telle est la question du jour : femme de moudjahid connu, elle a droit, comme son mari décédé, au carré des martyrs d'El Alia), des mamans inquiètes, un «Géo-trouve tout» qui distille de l'alcool dans la cave, la gestion des pénuries récurrentes d'eau, les «ficelles» pour réparer la parabole collective... Durant la nuit, profitant (sic !) du couvre-feu imposé par la situation, il se rend dans une «boîte», sur la côte, pour noyer son ennui et sa peur, en compagnie d'autres chanceux (re-sic !), dans l'alcool.

Pris entre trois «feux», celui des pénuries d'eau, celui des terroristes et celui des contre-terroristes...

(lire le dialogue – plutôt un monologue macabre et surréaliste imposé – avec des «officiers» de la Sm, pp 210 à 218), n'arrivant même plus à venger ses amis assassinés (la pute généreuse et «Géo trouve tout», le décalé)... peut-être par l'autre ami, certainement «retourné» par les «frères», il ne lui reste plus que ses rêves berbères (fait de comportements provocateurs, presque recherchant la mort)... en attendant l'exil. Continuer de vivre sa vie librement, mais une vie de rat menacé de mort.

L'auteur : né en 1950 à Azzefoun, humoriste (on se souvient des années 88-90 et des salles comblées, à Alger, pour l'entendre et rire avec lui, même des choses les plus tristes), acteur de cinéma et homme de théâtre... et enfin homme de lettres avec plusieurs ouvrages.

Avis à lire. Vous avez du style, des idées, de la critique sociale et politique, et aussi, sur fond de tragédie, énormément d'humour. A la berbère ! A l'algérienne !

Citations : «Je suis écrivain. Ecrivain dans un pays

où ne sont édités que des œuvres asexuées, gommées de toutes les aspérités caractérisant la pensée individuelle» (p21), «Le buveur de vin est un Don Quichotte qui se bat contre les moulins de la morale, érigés tels des check-points sur le vaste champ du puritanisme galopant» (p 61), «Dans ce pays, l'Intelligence est considérée comme la dernière roue de la carrosse (...). Entre les bars où s'entassent des marginaux pour s'imbiber de mauvaise bière et les mosquées devenues des refuges pour faux dévots qui prêchent la haine, il n'y a plus rien» (p 92), «Le pays ne fonctionne qu'avec des circulares, c'est pour cela qu'il tourne en rond» (p 192), «Les hommes de notre pays sont divisés en deux catégories : ceux qui boivent comme des charretiers en insultant le sexe des mères des autres, et les autres ! (...) Les autres ! Ceux qui s'enivrent avec le verbe de Dieu qu'ils ont détourné à leur profit pour en faire commerce. Mais le drame, c'est qu'entre ces deux ivresses, il n'y a rien ! Ou si peu ! Tous des escargots... démocrates, laïcs, anti-fascistes, berbérophones, arabophones, francophones, universalistes, modernistes cachés, blottis, rétractés comme l'escargot dans sa coquille. Pour faire plaisir, pour ne pas se faire assassiner, par gentillesse, les escargots renient leurs idées, sacrifient leurs ambitions et bavent sur les murs en les rasant» (p 202).

Abdelhafidh YAHA

FFS CONTRE DICTATURE

De la résistance armée à l'opposition politique

Mémoires recueillis par Hamid ARAB
Tome II : 1962 - 1990



FFS contre Dictature. De la résistance armée à l'opposition politique. Mémoires de Abdelhafidh Yaha, recueillis par Hamid Arab. Tome II : 1962-1990. Koukou Editions, Alger 2014, 301 pages, 800 dinars.

Il a tout vu, il a tout connu de la guerre de libération nationale. Ainsi, il a rencontré ou croisé au maquis les plus grands. Résistant, rebelle, amer, mais toujours humain ! Avec toujours, au cœur, la Kabylie, bien sûr, et surtout la cause d'une Algérie libre et démocratique. 1962, l'Indépendance. Hélas, le combat n'est pas encore terminé. Les nouveaux dictateurs (l'armée dite «des frontières», dirigée par Boumediène comportant en son sein beaucoup d'anciens officiers de l'Armée française... ayant rejoint, bien souvent sur le tard, l'Aln, et armée bien organisée, puissamment nantie et supportant les politiques du «clan de Tlemcen», dirigés par Ben Bella) sont là.

A. Ben Bella au pouvoir va vouloir tout régenter, tout diriger au nom d'un socialisme dirigiste teinté de castisme, de marxisme, de populisme, d'arabo-islamisme... un patchwork... indéchiffrable.

Les leaders historiques sont peu à peu écartés des grandes allées du pouvoir et de la décision. L'opposition d'abord politique puis, rapidement, armée, s'organise, d'abord en Kabylie... et ailleurs. L'auteur se retrouve parmi les principaux fondateurs du Ffs (au départ «une force politique démocratique à vocation nationale»), créé avec Ait Ahmed Hocine... et le charismatique colonel Mohamed Oulhadj.

La suite est un long fleuve tumultueux de combats, d'arrestations, de tortures, de morts (au combat ou fusillés) mais aussi de luttes intestines, de défections, de retournements de veste, d'incompréhensions, de trahisons aussi, de détournements d'objectifs... et de finances, de déceptions, de né-

gociations, de tentatives de récupération par le système... et par les «amis» de l'extérieur, d'exil (65-89), d'assassinats politiques... et d'autres révoltes sous d'autres formes. La plus grande déception est venue de celui qu'il attendait le moins d'autant que c'était celui qu'il respectait le plus : Hocine Ait Ahmed... surtout à partir du moment où il s'était «rapproché» de Ben Bella... en exil. La politique a de ces voies bien obscures que les révolutionnaires durs et purs n'acceptent pas bien souvent.

2014 : un fleuve qui, hélas, ne s'est pas encore arrêté... Car, comment peut-on oublier 227 «martyrs du Ffs» (base : 1^{ère} liste non exhaustive établie en 1965, p 279) et le grand nombre de blessés ? Et, comment peut-on ignorer qu'«aujourd'hui encore sévit une idéologie sectaire, intolérante et répressive : l'arabo-islamisme... que le débat politique est réduit, pour l'essentiel, à des questions d'organisation du Fln, de répartition du pouvoir et des privilèges entre les membres des clans, et de répression pour neutraliser toute voix discordante».

Abdelhadidh Yaha ? Révolutionnaire un jour, révolutionnaire toujours ! Et, assurément, gros sur le cœur... et de la rancune à en revendre !

L'auteur : est né à Takhlidjt Nath Atsou, le village où Fadhma N'Soumeur avait rempli sa dernière mission de résistance. Lui, touché par le virus de la rébellion, et pour continuer la longue chaîne de résistance, il s'investit très jeune dans le mouvement national. Scoutisme, émigration... et, enfin, les armes à la main, il combat, en wilaya III, s.a.n.s q.u.i.t.t.e.r l.e t.e.r.r.i.t.o.i.r.e n.a.t.i.o.n.a.l. Il y aura un autre maquis (62-65), puis un long exil (65-

89). Rappel : Le tome I (1948-1962) a été publié en 2011. Il a été présenté dans cette chronique.

Avis trop de détails, car soucieux de l'auteur de ne rien oublier et de tout dire. Sur les faits. Sur les hommes. Sorte de Verbatim d'une révolte continue. Mais, les mémoires des (anciens) moudjahidines se lisent toujours sans regret quelle que soit leur orientation et les rancunes encore vivaces, et il y a de quoi ! Au minimum, ils nous éclairent sur le passé de bien des dirigeants ainsi que sur les forces et faiblesses de notre peuple. L'histoire bien nue ! Événementielle, avec ses trous et ses bosses, ses vérités crues et ses exagérations, comme je l'aime. Car, c'est la seule qui puisse permettre aux historiens (universitaires) de faire, sur cette base, mais après des recoupements et un tri méthodique, du bon travail. Dommage que nos «éléphants» ne veuillent pas lire (sur leur passé) et que les jeunes ne sachent plus lire.

Citations : «Dans sa soif de pouvoir et sa volonté de tout régenter, Ben Bella a réussi une prouesse bien rare : faire consensus contre sa personne» (p 34), «Inventée par le premier président algérien, la «main étrangère» deviendra l'arme fatale du régime chaque fois qu'il se sentira menacé par un mouvement de protestation» (p 35), «L'histoire est pleine de révolutions qui ont commencé dans la liberté et qui ont fini dans la servitude» (p 55), «Devant la fermeture de l'espace politique, et la répression des opposants qui ne fait pas dans le détail, la guérilla reste l'ultime moyen de lutte contre la dictature» (p 84).

Je commence mes idées par un passage du livre le «Suicide français» d'Éric Zemmour, sorti en 2014. « La France est l'homme malade de l'Europe. Les économistes évaluent sa perte de compétitivité. Les essayistes dissertent sur son déclin.

Sarkozy étale son «szar» à Tunis



Par Omar Chaâlal*

Les diplomates et les soldats se plaignent, en silence, de son déclin stratégique. Les psychologues s'alarment de son pessimisme. Les sondeurs mesurent son désespoir. Les belles âmes dénoncent son repli sur soi. Les jeunes diplômés s'exilent. Les étrangers les plus francophiles s'inquiètent de la dégradation de son école, de sa culture, de sa langue, de ses paysages, de sa cuisine même. La France fait peur ; la France se fait peur. La France est, de moins en moins, aimable ; la France ne s'aime plus. La douce France vire à la France amère ; malheureux comme Dieu en France »

Rien de plus mauvais qu'une situation laissée au point mort. Une situation resplendit par le reflet du tableau suicide français. Le point mort politique signale l'absence d'énergie, sur la scène politique internationale et notre incapacité de répondre, à temps, à une critique destructive. Le silence fait apparaître la faiblesse et l'énergie insuffisante, dans la diplomatie. Se défendre rapidement, en remettant les choses à leurs places, empêche, les comédiens de la politique, de monter les pressions inutiles chez nous. Rappeler à l'ordre est le meilleur moyen d'empêcher les acolytes de Saïd (Saïd était président du FAF 'Front Algérie française'. Monsieur Saïd est de Souk Ahras, connu sous le nom de Bachagha Boualam), d'accrocher le tableau peint par Éric Zemmour, chez nous.

Les connaisseurs qui contemplant ce tableau constatent qu'il n'y a pas de diplomatie, sans exercice de la raison. Outre ses usages conceptuel et pratique, la raison diplomatique a, également, une fonction critique.

C'est, cet effet critique de la diplomatie qu'il s'agit de restituer, dans une atmosphère claire, chez nous. La clarté permet, à nos diplomates, de prendre une position sur des questions d'actualité qui se jouent dans le monde. Inutile de dire que les Algériens aiment voir une classe de diplomates, respectueuse, dont la vision est claire. Une classe de diplomates de métier qui sait dire non quand les objectifs politiques sont flous et mal définis ou, tout simplement, quand les intérêts de la Nation sont touchés.

Peu importe les provenances des personnes qui

constituent la classe politique qui décide, le plus important est l'alternance dans la gouvernance. L'alternance va mettre fin à la politique boiteuse et pas assez intelligente qui ne représente point la bravoure du peuple algérien. L'alternance mettra en place une classe de diplomates forts et dégourdis. Cette classe de diplomates déterminera une position claire vis-à-vis de cette France qui essaye d'accrocher son tableau suicide chez nous. Hélas ! Notre tableau politique représente un paysage décevant : quand Sellal prend un ton sérieux vis-à-vis de l'Education, Benghebrit rigole.

Si Benghebrit est à la recherche du sérieux, nous avons des exemples concrets, dans notre histoire politique. Je me réfère au 'Monde' du 18.04.2014 ; ce journal donne un exemple vivant du sérieux : « Un dirigeant capable d'exercer un commandement éclairé, qui jouirait de la confiance de la population et qui, caractéristique essentielle, disposerait d'une autorité morale avérée sur l'Armée et les Services de renseignement.

Cet homme qui existe a pour nom Liamine Zéroual. Homme moral plutôt qu'homme politique, il est habité par l'amour de la Patrie. Réfractaire aux honneurs officiels, il s'éloigne de tout ce qui peut l'en rapprocher.

Il faut espérer que le soldat qui sommeille en lui, se réveille. Le destin de l'Algérie est entre les mains de cet officier général, en retraite, dont le peuple algérien attend un sacrifice ultime.

L'homme de la rue se rappelle de cet homme. Il sait que cet homme a refusé de serrer la main au Président Jacques Chirac quand ce dernier voulait lui donner conseil, concernant la gestion de la Nation, pendant la décennie rouge. A cette époque les caisses de l'Etat étaient vides et le terrorisme coupait les têtes, comme des choux-fleurs.

Le 3 juillet est le jour d'anniversaire de Liamine Zéroual. En ce jour, Liamine reçoit une délégation d'enfants de chouhada. Cette délégation, s'est dirigée vers Liamine pour lui demander de se porter candidat, à la présidentielle de 2014. Après une discussion qui a duré trois heures, Liamine Zéroual fond en larmes et dit : « en me proposant de faire un nouveau mandat, vous me faites honneur. Je devrais, en principe, sauter de joie. Mais je suis triste, très triste pour l'Algérie que vous me proposiez de revenir au pouvoir après que je l'ai quitté, en 1999. Mes enfants, j'ai

72 ans. Même avec toutes les bonnes volontés du monde, un président âgé et malade ne peut accomplir, convenablement, ses missions. L'Algérie a des jeunes, il faut qu'on leur donne l'occasion de prendre le pouvoir, comme l'a fait Barack Obama. »

Malgré ses cadres compétents, aujourd'hui, le navire de la diplomatie algérienne est conduit par deux matelots. La chaloupe diplomatique ne reconnaît plus sa direction, dans cette mer agitée et ne sait plus sur quel port doit-elle accoster. D'un côté, un matelot, reste des restes, un pécheur d'opportunités qui voit les choses à la manière d'un mignon Soudanais. De l'autre côté, Lamamra avec son expérience de diplomate solide et son sourire de sympathie permanente, ne sachant quoi faire, dans un ermitage diplomatique détruit par les fantômes et le Fantôme qui rôdent autour du grand château d'El Mouradia. C'est malheureux de dire la vérité. La diplomatie algérienne tend vers la perte de son respect et sa crédibilité. Je me réfère aux paroles du politologue Mohamed Chafik Mesbah. Il décrit bien la diplomatie algérienne. Chafik Mesbah disait, en juillet 2013, quand Mourad Medelci était ministre des AE « J'ai, parmi, mes amis des diplomates chevronnés mais je sais, malheureusement, qu'ils ont les mains liées... »

Cette situation qui fait que l'Algérie, impuissante, n'arrive plus à faire valoir ses positions sur des processus qui se déroulent à ses frontières est, tout à fait, inédite. Boumediene était, certes, autoritaire mais, en son temps, il y avait un consensus. Boumediene n'aurait jamais été pris au dépourvu par la crise libyenne ou malienne. Le président défunt adoptait, toujours, une position conforme aux intérêts du pays »

Les cris de Nicolas Sarkozy sur les toits tunisiens ont provoqué le doute, la confusion et la rage, dans la rue algérienne. Comme un professeur de géographie qui ignore ou fait semblant de méconnaître l'histoire du Maghreb, Sarkozy accompagne ses grimaces par une phrase « La Tunisie est frontalière avec l'Algérie (et) avec la Libye. Ce n'est pas nouveau... Vous n'avez pas choisi votre emplacement ». Dans son cours géopolitique, plein de dérives langagières, Nicolas nous rappelle les pieds noirs qui ont colonisé notre pays. Ses grimaces nous laissent lire une mémoire coloniale, bien enfoncée dans la boue libyenne. Je vous informe que ce professeur mercenai-

re est payé à l'heure, pour crier haut, ce que M6 lui souffle, tout bas, dans la résidence sarkozienne, à Marrakech. Sans doute, les mains de Sarkozy, de BHL et leur ami le roi, sont derrière les mains qui remuent les cendres, à Ghardaïa. Regardons un peu en arrière et essayons de comprendre les propos de Sarkozy.

Le 11 septembre 2011 Sarkozy expliquait sa politique, vis-à-vis du 'printemps arabe', lors des commémorations des attentats du 'World Trade Center' : « La plus belle réponse à ces assassinats, en masse, et à ces assassins, c'est la libération des peuples arabes autour des valeurs qu'ont toujours incarnées, l'Amérique et la France : la démocratie. » Derrière ses paroles se cachent d'autres paroles prononcées le 1^{er} septembre 2011, après la réception à l'Elysée, des représentants de soixante pays pour organiser le soutien à la rébellion, la décision de dégelier des avoirs du régime déchu, pour les mettre à la disposition du CNT.

Sarkozy pensait que sa politique de guerre placera la France, en bonne position, sur le marché libyen. Sarkozy voulait mener une politique globale dans l'espace du Maghreb, du Maroc à la Libye- même si l'Histoire pèse sur les relations avec l'Algérie. La politique globale de Sarkozy a transformé ce CNT en TNT.

En 2011, Nicolas Sarkozy était impatient, brouillon et pressé d'en finir avec son sponsor. Sarkozy transforma le désert libyen, en poudrière, en parachutant des dizaines de tonnes d'armes, à destination des rebelles combattants Kadhafi.

Cette année, le 22 juin 2015, Sarkozy déclare, à partir du Maroc ; «Le roi conduit son pays vers la modernité, tout en préservant son identité. C'est l'intérêt de tout le monde, qu'il réussisse, et il est, absolument, stratégique que le Maroc et la France entretiennent des relations de confiance... ». Un mois après cette visite, Sarkozy se trouve en Tunisie. Dans ses cris il disait « L'Algérie, qu'en sera-t-il dans l'avenir, de son développement, de sa situation ? C'est un sujet qui, me semble-t-il, doit être traité dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée ». Les grimaces forcées de Sarkozy agrémentent son projet de stabilisation de notre pays. Sarkozy oublie que les enjeux des grimaces politiques dans un endroit trop fragile peuvent provoquer la disparition de la Tunisie, dans la nouvelle carte géopolitique du nouveau monde arabe.

Le ton ironique et moqueur de Sarkozy dérange les jeunes étudiants de Sciences politiques, à l'Université algérienne. Pour éviter le pire, certains Algériens demandent à nos responsables de définir les conditions d'une réponse ferme et claire. D'autres pensent qu'il faut suivre l'exemple de la Grèce et demander, au peuple algérien, de trancher, une fois pour toutes, sur les relations entre l'Algérie et la France.

A défaut d'un Boumediene ou d'un Zéroual, les jeunes cherchent une Hatshepsout. Hatshepsout était une « pharaonne » qui se faisait représenter en pharaon. Pour renforcer son pouvoir et ne pas heurter les traditions égyptiennes Hatshepsout se représentait, sous l'allure d'un homme, habillée en costume d'homme avec des moustaches artificielles, traditionnellement, portées par les pharaons. Les jeunes demandent à Louisa Hannoune de cesser de critiquer Ouyahia et de faire comme la reine Hatshepsout. Elle doit tirer ses moustaches vers le haut et répondre à Sarkozy.

En conclusion : Désespérés par l'impuissance de nos élus, les jeunes pensent aux hommes qui ont libéré l'Algérie et disent «Les élus ont tout oublié. Certains ont rasé les moustaches, la barbe, le corps et l'honneur. Les autres ne font rien, mais pensent que le roi du Maroc est «Sarkozy» jusqu'au cou». Pour comprendre le sens du mot « Sarkozy » chez nos jeunes, je me réfère à un passage de 'Charlie hebdo' intitulé « Sarkozy fait se marrer les Hongrois ».

Les journalistes de l'Hebdo sont allés voir les ressortissants hongrois, vivant en France, afin de trouver la réponse à cette question : que signifie « Sarkozy », notre héros étant, comme chacun sait, d'origine magyare. On apprend que son nom se prononce « char-köz-y » en hongrois et signifie « un lieu entouré de boue ». Il proviendrait de la ville hongroise de Sarköze, bâtie, effectivement sur des marécages. Mais ce qui fait le plus marrer les Hongrois c'est la prononciation de son nom, à la française : « Sar-koz-y ». En effet, le phonème « Sar » signifie « merde », en hongrois (qui s'écrit en fait « szar »). Et l'on apprend que « Sarkozy », prononcé à la française, signifie, littéralement « dans la merde ! »

*Ancien Censeur

la Chronique
de Paris

Par Pierre Morville



Iran-Turquie « Realpolitik » : combinaison aléatoire de petits et grands intérêts

Le 14 juillet 2015 a été conclu à Vienne un accord historique entre l'Iran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, USA, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France, renforcés de l'Allemagne. Côté iranien, l'accord qui a dû faire l'objet d'innombrables négociations au sein du pouvoir, permet au pays de rompre un isolement marqué d'épisodes agressifs ou militaires émanant de part et d'autre. L'isolement de Téhéran date de la révolution iranienne. Celle-ci février 1979 renverse le shah, grand allié des Occidentaux, pour aboutir à la fondation de la République islamique proclamée le 1^{er} avril. Le 22 septembre 1980, l'Irak envahit l'Iran, Saddam Hussein étant soutenu mezzo voce par les USA, la Russie et les pays européens. Après une décennie de combats violents, sans vainqueurs, ni vaincus, l'Iran accepte le cessez-le feu réclamé par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU en juillet 1987.

En revanche, l'Iran restera neutre lors des agressions menées par les Etats-Unis contre leur ancien allié irakien, Saddam Hussein : les deux « guerres du Golfe », déclenchées l'une en janvier 1991 et l'autre en mars 2003. Washington avait réussi, au prix de gros mensonges notamment sur l'existence supposée en Irak « d'armes de destruction massive », à obtenir le soutien militaire ou diplomatique de plusieurs dizaines de pays.

On connaît maintenant les conséquences de cette politique aggressive : si les Etats-Unis et leurs alliés ont réussi à mettre à bas l'Etat baasiste et à abattre Saddam Hussein, ils ont surtout mené l'Irak, pays ruiné, à une longue décomposition. Le 18 décembre 2011, les derniers soldats américains quittent un pays en semi-guerre civile, coupé en trois zones autonomes. Au sud, les chiites, proches de Téhéran, au nord-est, les Kurdes, et au centre, une zone sunnite sans réelle existence politique. Ce vide sera rapidement comblé par Daesh, l'Etat islamique, trouvant en Irak la base arrière qui manquait à Al-Qaïda. Le mouvement islamiste radical peut alors se lancer, en commençant par la Syrie, dans un développement aux ambitions transcontinentales, censé concrétiser l'avènement d'un nouveau califat sunnite, très anti-occidental mais encore plus anti-chiite.

La même politique aveugle de déstabilisation, dénommée par Bush « remodelage du grand Moyen-Orient », a débouché sur l'attaque de la Libye, faisant exploser l'Etat kadhafien mais ouvrant la porte de toute l'Afrique centrale à l'intégrisme islamiste. Realpolitik, diriez-vous ?

LES BASES DE L'ACCORD AVEC L'IRAN

Le programme nucléaire iranien a été lancé par le shah d'Iran dans les années 60. Les Etats-Unis et l'Europe soutiennent alors le programme civil (et discrètement militaire) de leur fidèle allié. Après 1979, l'acquisition ou la production d'uranium enrichi, clé de voute de l'accession de l'arme nucléaire, est au cœur d'affrontements entre les puissances occidentales et Téhéran. En avril 2006, le très radical président iranien, Mahmoud Ahmadinejad annonce que l'Iran a enfin enrichi avec succès de l'uranium. Le bras de fer s'intensifie et débouche sur une résolution de l'ONU exigeant que l'Iran « suspende toutes activités liées à l'enrichissement de l'uranium », sous menace de sanctions économiques et diplomatiques. L'embargo qui suivra affaiblira grandement une économie iranienne déjà mise à mal par le long conflit avec l'Irak. Il n'entamera pas et peut-être renforcera même la volonté des Iraniens de

disposer eux aussi de « l'arme suprême ». Il est vrai qu'outre les puissances du Conseil de sécurité, d'autres voisins immédiats de l'Iran, pas spécialement amicaux, possèdent déjà l'arme nucléaire : Israël, le Pakistan, sans évoquer l'Inde, plus amicale dans ses relations avec Téhéran.

Avec l'élection d'Hassan Rohani à la présidence de la République iranienne en juin 2013, l'Iran fait publiquement part de sa plus grande disposition à trouver un accord négocié sur le nucléaire, alors que les sanctions prises par les pays occidentaux pèsent lourdement sur l'économie et le climat social du pays.

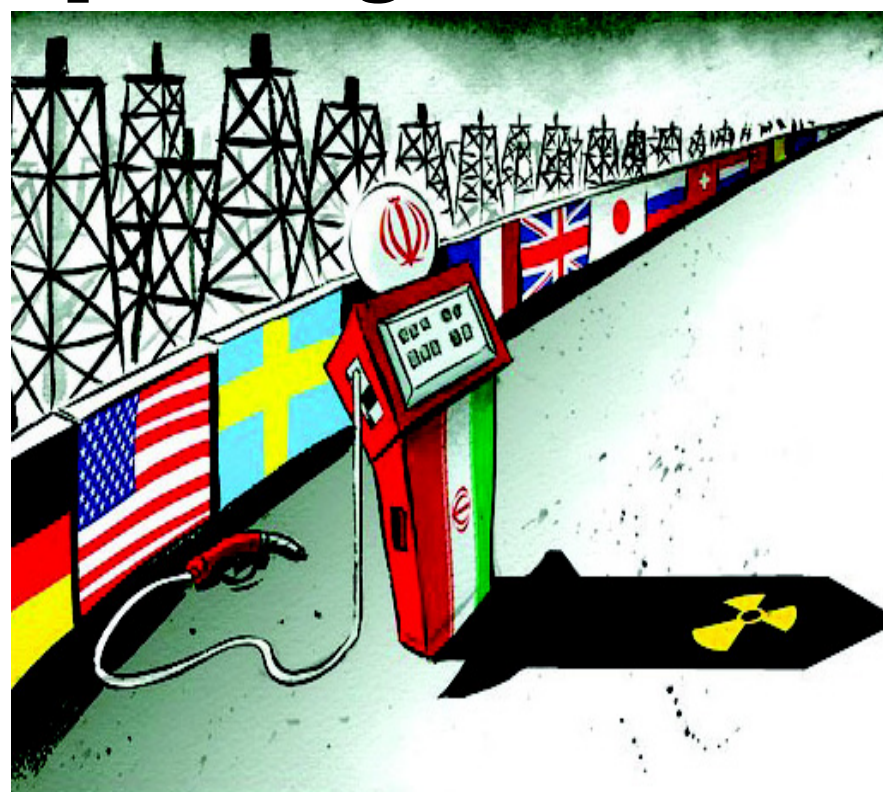
Après cinq ans de discussions âpres, les négociateurs iraniens « peuvent rentrer la tête haute à Téhéran et assurer le Guide suprême (Khamenei) et les caciques ultra-conservateurs du régime qu'ils ont sauvé l'essentiel : le programme nucléaire lui-même » analyse Pierre Razoux, directeur de recherche à l'Ecole militaire française. La filière plutonium ne sera pas démantelée, mais étroitement surveillée. Le stock d'uranium sera sous contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'Iran devra attendre cinq ans pour acheter des armes lourdes et huit pour moderniser son programme de missiles balistiques. Mais les inspections des sites militaires iraniens seront de fait très difficiles. De plus, l'Iran sait qu'au bout de vingt ans, « toutes les clauses contraignantes tomberont d'elles-mêmes : les Iraniens regagneront alors leur liberté de manœuvre. Qu'est-ce vingt ans pour une nation plurimillénaire ? », note le chercheur.

Autre résultat positif pour Téhéran, les sanctions économiques tombent dans six mois. Certes, l'accord prévoit des mesures dites « à rebours » qui permettraient une reprise immédiate de l'embargo économique en cas d'indiscipline des Iraniens. Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères, a affiché sur cette question et d'autres une intransigence française qui parfois surprend. Laurent Fabius s'est rendu hier à Téhéran. Très ferme lors des discussions, il essaiera de convaincre les responsables iraniens de ne pas pénaliser les entreprises françaises. Il a déjà été précédé le 19 juillet par Sigmar Gabriel, ministre de l'Energie allemand. Car c'est dorénavant la ruée : les délégations d'entreprises se multiplient et la concurrence sera rude : les Asiatiques, les entreprises chinoises, les entreprises coréennes, les entreprises indiennes, les entreprises turques, ne sont pas parties du pays. Elles ont donc pris des parts de marché aux entreprises françaises et européennes. Et il y a d'autres entreprises qui vont arriver : les entreprises américaines, qui sont déjà là à négocier. On s'attend à beaucoup de compétition », estime Thierry Coville de l'Iris.

DAESH, LE PRINCIPAL ENNEMI

En politique intérieure, Hassan Rohani « pourra se targuer de son succès diplomatique et d'un afflux massif de cash à cinq semaines des élections législatives du 25 février 2016 », pointe Pierre Razoux. La consolidation de ce président ouvert, voire réformateur, peut consolider la durabilité de l'accord. Autre conséquence imaginable, une remontée progressive des cours du pétrole qui notamment serait bien accueillie par l'économie algérienne.

Mais cet accord historique, principalement irano-américain, désapprouvé autant par d'Israël que par l'Arabie saoudite, a certaines « clauses implicites ». L'une d'entre elles est la volonté américaine de bâtir un cordon de sécurité autour de « l'Etat islamique ». Barack Obama qui tient avec l'accord de Vienne le principal succès diplomatique de ses deux mandats, n'a pris que tardivement conscience de l'impasse



des expéditions militaires des George Bush père et fils. Leur volonté de « remodeler » le Moyen-Orient n'a débouché, au prix de centaines de milliers de morts, qu'à sa morcellement tout en renforçant considérablement l'anti-occidentalisme et l'islamisme radical sunnite, ce dernier longtemps financé par les Etats du Golfe.

Pour Washington, la situation qui empirait chaque année imposait donc des révisions d'importance. Realpolitik oblige, les ennemis d'hier deviennent peut-être comme les Kurdes ou Téhéran, les amis de demain, voire comme la Syrie de Bachar El-Assad, les amis d'après-demain. Le cas de la Syrie en devient quasiment grotesque. Washington qui voulait hier encore la disparition du régime baasiste syrien a menacé pendant plusieurs années ce pays d'une intervention militaire directe, appuyant politiquement, voire militairement toutes oppositions aussi bien démocratiques ou républicaines qu'islamistes radicales. Aujourd'hui, la moitié du pays est tenue militairement par Daesh et du coup le vilain dictateur Assad devient de nouveau très fréquentable. Surprenante, la realpolitik !

Certes, Obama devra encore passer l'épreuve de l'approbation de l'accord par son propre Congrès. Certes, il faudrait pour invalider la signature américaine que 65% des parlementaires s'y opposent, les milieux d'affaires sont pour le compromis trouvé et, de surcroît, l'accord signé sous l'égide de l'ONU continuerait à s'appliquer. Mais surtout, pour beaucoup, la constitution d'un front anti-Daesh s'impose.

LA VOLTE-FACE D'ERDOGAN

La percée de Daesh a surpris tout le monde par sa soudaineté et ses succès. La formation terroriste, d'idéologie salafiste djihadiste, est apparue en 2006. L'Etat islamique, rompant avec « l'internationalisme » islamiste d'Al-Qaïda, ancre territorialement sa formation en Irak puis en Syrie et proclame en juin 2013 sa volonté de constituer un réel califat. Cette organisation d'une violence sanguinaire ne manque ni de stratégies, ni d'habileté, ni d'audace. « Pour reconstituer l'unité originelle de la communauté islamique, les leaders djihadistes devront recourir essentiellement à trois ingrédients : la violence extrême, la bonne gestion des territoires soumis et la propagande. Terroriser les ennemis et les populations soumises serait l'un des meilleurs moyens pour conquérir des ter-

ritoires et les conserver. Il serait donc licite d'employer les techniques les plus terribles (massacre, enlèvement, décapitation, crucifixion, flagellation, amputation, bûcher, lapidation, etc.) pour la cause », explique Nabil Mouline du CNRS. Avec une excellente maîtrise de la communication (séduisant notamment de nombreux groupes et individus, y compris en Europe), Daesh sait également habilement jouer sur les contradictions et faiblesses de ses ennemis. Combattant les Kurdes et les Syriens pro-Assad, deux ennemis d'Ankara, l'Etat islamique s'était attiré la neutralité bienveillante de la Turquie qui fermait les yeux sur ses achats d'armes et achetait son pétrole en provenance d'Irak. Seuls les militants du PKK kurde de Turquie combattaient militairement en Syrie les troupes de Daesh.

Erreur tactique ou preuve d'une réelle mégalomanie, Daesh n'a pas hésité le 20 juillet à commettre un attentat sanglant dans la ville turque de Suruç, proche de la Syrie, faisant 32 morts. Ce qui a mis à mal la « neutralité amicale » que lui réservait le président turc. Erdogan, sévèrement jugé en cela par les pays occidentaux, était même de plus en plus critiqué dans son propre pays et même dans son propre parti.

Du coup, l'armée turque s'est lancée dans une guerre totale contre le « terrorisme régional » : on tape sur les troupes de l'EIO en Syrie mais on tape surtout sur les Kurdes sur le territoire irakien et en Turquie même ! La police arrête massivement les militants des partis kurdes, principale opposition démocratique à Erdogan (les Kurdes constituent 14% de la population turque et les « Alevis », minorité chiite, 20%).

Au nom du principe de solidarité anti-Daesh, l'Otan qui applaudissait hier les Kurdes a aussitôt félicité Erdogan. La Maison Blanche a rajouté que les Etats-Unis et la Turquie « restent unis dans leur combat contre le terrorisme ».

« Il semble que les USA aident à présent le gouvernement turc, qui soutient l'Etat islamique, pour cibler les positions kurdes tandis que dans le même temps, ils apportent leur soutien aérien aux mêmes Kurdes contre l'Etat islamique. Qui donc, à Washington, a pu concevoir une position politique aussi alambiquée et quel est le but réel qui se cache derrière elle ? », s'interroge le site Les Nouvelles d'Arménie.

Complicée, la realpolitik ? C'est surtout un mélange d'opportunisme cynique, de vrais intérêts, mais aussi de très courtes vues...

Où sont-ils passés ?

«Ce n'est pas du pessimisme, mais juste la réalité », dit Charles Enderlin, correspondant d'Antenne 2 dans les territoires occupés, au terme de ses 34 ans de couverture du conflit en Palestine.



Par Bouchan
Hadj-Chikh

Catégorique, il déclare : « il n'y aura pas deux Etats » en Palestine. Pour conforter cette opinion, il ajoute, dans le futur, les 400 000 colons « ne seront pas évacués de Cisjordanie ». Ca c'est pour ce qui ne se négocierait pas, selon lui. Il nuance toutefois ses propos quand il ajoute que les occupants « ne sont pas prêts à renoncer à Jérusalem-Est et au Mont du Temple (Esplanade des Mosquées pour les musulmans) et la direction palestinienne non plus ». « Ne sont pas prêts » laisse entendre qu'avec le temps, un compromis pourrait être trouvé. En revanche, l'occupation illégale des terres palestiniennes et le droit qui est reconnu à cette nation à un état, droit sanctionné par la reconnaissance de la Palestine par presque la totalité de la communauté internationale, cette illégalité perdurera. En dépit de tout. Et de tous. La raison :

« Jamais, dit-il, la position d'Israël n'a été aussi bonne qu'aujourd'hui. Il n'y a pas de grande armée arabe qui le menace. La coordination militaire est excellente avec l'Egypte et avec la Jordanie. Encore jeudi 23 juillet, on a appris que l'armée israélienne avait transmis 16 hélicoptères de combat à son voisin hachémite pour affronter Daech. Israël a des relations indirectes avec le Hamas et presque un début d'accord sur Gaza. Le Hezbollah est occupé en Syrie. Les plus importantes réserves de gaz naturel se trouvent en Méditerranée, au large des côtes israéliennes. Israël va vendre du gaz à la Jordanie et même peut-être à l'Egypte. Avec les Palestiniens, c'est le calme complet. La police palestinienne coopère avec les Israéliens. Tout semble aller très

bien pour Israël ». Par delà le calme relatif qui prévaut le long des lignes de cessez-le-feu, et même au-delà, les problèmes de l'entité sioniste « sont intérieurs », dit-il. Ils se résument à ces interrogations : « quelle est la place de la religion? Quelle solution à la question palestinienne? Deux Etats? Un Etat binational? ». Il indique : « l'ancien Premier ministre, Ehud Barak, affirme qu'Israël va vers l'apartheid. Personnellement, je n'aime pas ce terme ».

En d'autres termes, le fin connaisseur de la situation sur le terrain et de vivre l'humiliation quotidienne de tout un peuple, n'est pas de l'apartheid. Cela ne relève pas de la zone grise. Il voit moins clair que Ehud Barak. A moins que perdure le génocide palestinien, le nettoyage ethnique par petite touche.

Sioniste à 23 ans, quand il quitta la France pour vivre et travailler, durant six mois, dans un Kibboutz, Charles Enderlin s'est distingué, il faut le lui reconnaître, dans les années 2000, quand il filma l'assassinat commis par un militaire qui visa délibérément un enfant, protégé par son père, Mohammed al Dura, en dépit des gestes désespérés de cet homme qui faisait signe aux assaillants pour qu'ils cessent leurs tirs. Tous deux accroupis contre un mur durant l'Intifada. Des images qui secouèrent le monde. Ils s'est également distingué par des reportages neutres, dirait-on, pour décrire l'écrasement des populations palestiniennes par les forces d'occupation. A l'instar de beaucoup de ses collègues sur le terrain. Dans cet entretien, il ne laisse aucune place à l'espoir d'une justice pour ce peuple et tient pour définitif la configuration de la carte du Proche Orient. Ce qui relève d'une méconnaissance de l'histoire et des hommes qui la font. En fait, pendant que le monde s'entre-déchire et mange ses entrailles, c'est tout bon pour l'entité sioniste. Et l'occident tout à la joie de bombardier ceux qu'il a créé de toutes pièces. Pour que nous lui soyons redevables comme nous le mon-

tre l'assistance militaire à la Jordanie et à l'Egypte.

• **Crier « Palestine vaincra ». Mais le coeur n'y était pas.**

Au cours d'une pause, entre deux soins d'une dent rebelle, j'évoquai, à Amman, le drame palestinien, avec mon dentiste. Palestinien, diplômé de l'université de Montpellier. Marié à une française, ses quatre filles portent toutes les noms de villes de Palestine. De la Grande Palestine. Je lui fis part de mon désarroi.

De l'impasse dans laquelle se trouvait son peuple. C'était en 2010.

- Soixante ans après la Nakba, l'issue heureuse de votre combat paraît de plus en plus difficile à atteindre, et les espoirs d'un retour... » Je m'arrêtai là parce qu'un éclair parcourait ses yeux. Il dit :

- Vous êtes mal placé pour me parler ainsi, dit-il. Combien d'années dura votre calvaire colonial ?

- 132 ans.

- Voilà. Au pire, nous sommes à mi-chemin. Il n'y a pas plus mouvant qu'une carte.

Dieu sait que la « paix », partout dans le monde, est toujours fragile. Que l'enfant palestinien qui affronte un char en lui lançant des pierres ne s'arrêtera pas là parce qu'il veut laver l'affront fait à son père.

Et les cartes ?

L'Union Soviétique fut « démantelée » pour ne laisser place qu'à la Russie. Le Soudan fut contraint à abandonner ses provinces du sud. Le Vietnam a été réunifié. L'Ethiopie se démembra pour laisser naître l'Erythrée. Officiellement, le régime de l'Apartheid en Afrique du sud s'est effondré. La Tchécoslovaquie est scindée en deux Etats. Et la Yougoslavie en davantage. Même la carte des relations internationales a subi des changements profonds. Cuba a ouvert une ambassade à Washington. Et l'Iran négocie avec le grand Satan, comme ils l'appellent.

Rien n'est immuable. Aucun empire de l'est. Et Salim, mon dentiste, a donc raison sur la déraison de M. Enderlin.

LA CHRONIQUE DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaïd



Les dérives d'Erdogan

En 2002, la victoire électorale du Parti de la justice et du développement (AKP ou, Adalet ve Kalkınma Partisi) a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire moderne de la Turquie. Dans un contexte économique et financier difficile, les réformes mises en place par la formation islamiste, ou islamo-conservatrice, ont contribué à doper la croissance et à améliorer le niveau de vie général au point qu'elles sont devenues une référence à suivre pour d'autres pays émergents. Dans le même temps, cette prospérité a été accompagnée par d'importants changements, l'un d'entre eux étant le retrait progressif de l'armée du champ politique. Les dirigeants de l'AKP ont ainsi tiré profit des négociations, certes difficiles, en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE) pour moderniser une partie des structures politiques et économiques de leur pays. Enfin, forte d'un prestige retrouvé, Ankara renouait, de manière spectaculaire, avec le monde arabe, Recep Tayyip Erdogan évoquant, alors, un retour de « l'Histoire à son cours normal ».

Treize ans plus tard, la donne a complètement changé. Le « modèle turc » - peut-être trop vite consacré comme source d'inspiration possible, pour les pays arabo-musulmans - est en train de battre de l'aile miné par un autoritarisme, de plus en plus, inquiétant. En décidant de mettre fin au processus de paix avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK ou Partiya Karkerên Kurdistan) et en étonnant, aussi, la répression contre de multiples forces politiques turques, pourtant légales, Recep Erdogan vient de démontrer qu'il ne reculera devant rien pour renforcer son pouvoir personnel. En effet, la principale grille de lecture des récents événements, en Turquie, concerne, avant tout, la politique intérieure de ce pays. Pour mémoire, le 7 juin dernier, l'AKP, bien que vainqueur du scrutin législatif, n'a pu obtenir la majorité absolue à la Grande Assemblée nationale de Turquie. Un revers de taille pour Erdogan dont l'un des objectifs est d'étendre ses prérogatives, en tant que président de la République. Un changement qui passe par une révision constitutionnelle que l'AKP ne peut mettre en place qu'en disposant du contrôle des deux tiers du Parlement.

Le 7 juin, l'ambition démesurée d'Erdogan a été contrée par deux faits majeurs. Le premier est la montée, en puissance, du Parti d'action nationaliste (MHP ou Milliyetçi Hareket Partisi), fondamentalement, opposé au processus de paix, entamé en 2012, entre Ankara et le PKK, via des négociations avec le leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan. Le second est l'émergence du Parti démocratique des peuples (HDP ou Halklar'n Demokratik Partisi) qui a fait son entrée, pour la première fois, au Parlement. A l'origine pro-kurde, cette formation progressiste, très populaire au sein de la jeunesse turque, entend représenter toute la société y compris ses minorités, qu'elles soient ethniques, religieuses voire sexuelles. S'inscrivant dans la foulée du mouvement protestataire de l'été 2013, cette coalition de plusieurs partis et associations de gauche est souvent qualifiée de « Syriza turque ».

En s'en prenant au PKK mais, aussi, au HDP, Recep Erdogan entend, donc, faire coup double. D'abord, il

envoie un message de séduction aux nationalistes, en leur assurant qu'il n'y aura jamais d'Etat kurde et que même une autonomie du sud-est du pays, dans le cadre d'une décentralisation telle que souhaitée par le PKK, n'aura jamais lieu. Ensuite, il se débarrasse d'une formation politique, en l'occurrence le HDP, qui lui a coûté de précieuses voix. Car le scénario qui est en train de se dérouler est clair comme de l'eau de roche. Assuré de l'inertie complice de ses alliés occidentaux - lesquels ont besoin de la Turquie dans la lutte contre l'Organisation de l'Etat islamique (EI) et contre le régime de Bachar al-Assad -, Erdogan entend faire interdire le HDP et ses composantes et les empêcher, ainsi, de se présenter aux législatives anticipées qui vont, certainement, avoir lieu à l'automne prochain.

Des législatives qui, si elles donnent la majorité absolue à l'AKP, ouvriront, donc, la voie à la mise en place d'un régime présidentiel... Selahattin Demirtas, président du HDP ne s'y est, d'ailleurs, pas trompé en déclarant que le seul délit de son parti « c'est d'avoir fait 13% [des suffrages] aux dernières élections ».

La répression, car c'en est une, contre le HDP s'explique, aussi, par le fait que ce parti représente tout ce qu'Erdogan déteste, en terme de valeurs et d'orientations politiques. Idées de gauche, engagement écologique (comme lors de la défense du Parc Gazi à Istanbul, en 2013), défense des minorités, et opposition à l'alliance avec l'Organisation du Traité atlantique (Otan) et les Etats-Unis : tout cela ne correspond pas à la vision conservatrice et religieuse d'Erdogan. Pendant longtemps, le leader de l'AKP a donné l'impression d'être partisan du pluralisme et de la démocratie même si, à propos de cette dernière, il a déclaré, un jour, qu'elle était « comparable à un bus qui finit toujours par s'arrêter quelque part ». Aujourd'hui, il reste, tout de même, à savoir si cette dérive autoritaire est soutenue par les membres de l'AKP ou si elle est le résultat d'une ambition personnelle dévorante.

Cette mise en perspective, en matière de politique interne turque, permet, donc, de mieux appréhender l'autre « virage » récent de la Turquie autrement dit sa décision de s'attaquer (enfin) à l'Organisation de l'Etat islamique. Bombardements aériens et création annoncée d'une « zone protégée » avec le concours des Etats-Unis ont donné à penser qu'Ankara considère, désormais, que la priorité n'est plus la chute du régime d'Assad mais bien la lutte contre l'EI. Autant le dire, la réalité de ce recentrage reste peu convaincante. Jusqu'à présent, la stratégie turque a, surtout, consisté à empêcher que les Kurdes de Syrie, alliés au PKK, ne contrôlent de trop grands territoires cela quitte à « ménager » l'EI jugé, il y a, encore, quelques jours, comme indispensable pour l'affaiblissement d'Assad. Officiellement, c'est l'attentat suicide, dans la ville de Suruç qui, le 20 juillet dernier, a coûté la vie à 32 personnes (dont de nombreux jeunes de gauche, engagés dans un mouvement de solidarité avec la population de Kobané ou Ayn el-Arab), a changé la donne et mis fin à l'indulgence (coupable) de la Turquie à l'égard de l'EI. Mais seul le temps confirmera ce changement. En attendant, la Turquie s'en retourne à pas rapides, vers les périodes de fer, celles où la gauche et les mouvements kurdes étaient, impitoyablement, persécutés.

Les jeunes d'aujourd'hui se marient de plus en plus tardivement

MarocHebdo
INTERNATIONAL

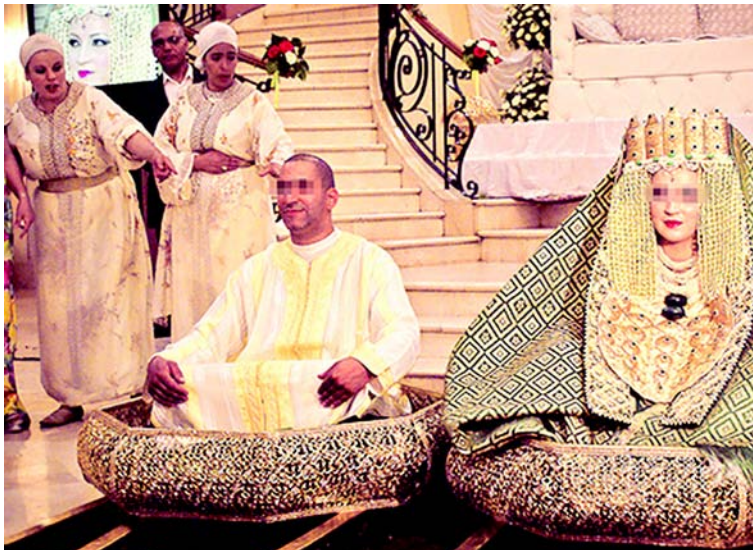
A peine le mois de ramadan achevé, la saison des mariages démarre avec son lot de joie et de tracas. Période de festivités par excellence, l'été connaît généralement un rush au niveau de l'organisation de cérémonies qui ne s'improvisent pas. Mais en dehors de ce moment privilégié de l'année, ces unions sacrées ne s'étalent pas de la même manière sur le calendrier de l'année. Et pour cause. Aussi bien les hommes que les femmes se marient de moins en moins et de plus en plus tard. Par choix ou par obligation, nombreux sont ceux et celles qui continuent leurs chemins seuls, en attendant des jours meilleurs.

Mais qu'est-ce qui cloche pour que ces personnes ne trouvent pas chaussure à leur pied? Pour Mustapha Abou Malek, un sociologue qui s'intéresse particulièrement aux thématiques du mariage et du célibat au Maroc, les causes du retard du mariage sont à expliquer d'un point de vue démographique, sociologique et psychologique. «Les raisons économiques (pauvreté, chômage...) relèvent du démographique. Pour ce qui est du sociologique, le mariage est le résultat de mutations sociales. Il ne peut donc échapper aux changements que subit la société. Quant au facteur psychologique, il est déterminé par l'évolution des mentalités et de la philosophie de la vie, qui ont fait que les gens ont changé leur manière de voir les choses».

Selon l'analyse de notre sociologue, le mariage reste un vœu pieux même pour les personnes qui le fuient. Ils sont loin de le diaboliser. Au contraire, ils le vénèrent mais n'ont pas les moyens d'y accéder. C'est notamment le cas de Nabila, 30 ans, esthéticienne à Casablanca, qui désespère de ne pas pouvoir se marier. «Je suis mal dans ma peau. Je vois la vie en noir à cause de cette épreuve. Je me trouve moche et stupide et ne supporte plus d'être seule», se lamente Nabila.

JE T'AIME MOI NON PLUS

Contrairement à Nabila, Ilham, qui travaille dans une agence de voyages à Marrakech prend son mal en patience. Cette jeune femme de 38 ans a tout pour plaire et pourtant elle



peine à trouver son âme sœur. «Dans mon milieu professionnel et personnel, j'ai eu l'occasion de connaître des hommes qui m'ont proposé le mariage. Mais j'avais toujours mieux à faire. Je ne voyais pas le temps passer. Et plus le temps passait, plus mon exigence montait d'un cran. Je me disais que je n'avais pas attendu tout ce temps pour accepter le premier venu. J'avais tellement peur d'être malheureuse en mariage. Aujourd'hui, à 38 ans, je n'arrive pas à baisser ma garde et à être plus maniable», affirme Ilham. Ilham fait partie de ces femmes qui estiment que les vrais hommes sont en voie de disparition. «Les hommes comme nos pères, il n'en existe plus», renchérit-elle. C'est dire que la nouvelle génération d'hommes ne fait pas l'unanimité auprès de la gent féminine. A cette accusation, les hommes leur rendent la pareille en reprochant aux femmes d'avoir perdu leur féminité, à force de trop vouloir être leurs égales. «Il y a un problème de communication entre les hommes et les femmes, explique Mustapha Abou Malek. Les célibataires gèrent difficilement la relation entre eux. Chacun renvoie la responsabilité à l'autre».

CRISE DE CONFIANCE

Dans ce climat tendu, la peur de s'engager augmente de part et d'autre. Les hommes craignant ne pas pouvoir subvenir aux besoins du foyer

et les femmes appréhendant d'être maltraitées. En attendant, l'un comme l'autre subissent la pression de la famille et de la société.

Dès que le fils ou la fille frolet la trentaine et qu'ils sont toujours seuls, les parents sont là pour les rappeler à l'ordre en leur soulignant qu'à leur âge, eux, ils avaient déjà un foyer et des enfants. Et pour les avoir par les sentiments, ils formulent le vœu de voir leurs petits-enfants avant de quitter ce monde. Une tactique qui fait mouche. Encore plus que les hommes, les femmes sont victimes de cette «oppression» exercée par les seniors de la famille.

L'horloge tourne et la ménopause les guette. Au-delà de 35 ans, voyant les cheveux blancs et les rides apparaître, la femme prend conscience de l'urgence de trouver un partenaire avec qui faire un bon bout de chemin et surtout des enfants. Entre les études qui sont de plus en plus longues et l'accès retardé au travail et le désir d'autonomie financière, la femme n'a pas le temps de se chercher un mari.

Par ailleurs, comme l'explique la sociologue Fatiha Idrissi, l'accès massif des femmes à la scolarité et au marché du travail a entraîné une redéfinition du rôle des deux sexes et l'apparition de nouvelles relations, valeurs et identités qui ont contribué à un relatif relâchement des institutions traditionnelles sous le poids de l'individualisme.

Le gouvernement gabonais lance un site Internet pour démonter les rumeurs

LE FIGARO

«Remettre la vérité au cœur du débat», telle est la promesse du nouveau site Internet développé par les services de communication du président gabonais, Ali Bongo. A l'instar de l'initiative de la mairie de Madrid pour rectifier les fausses informations véhiculées par les journalistes espagnols, le Gabon s'est doté d'un outil de communication similaire. L'objectif de «Stop Kongossa» - comprendre «stop aux rumeurs publiques» - est simple: démentir et prêcher la parole officielle d'Ali Bongo et du gouvernement. Sobrement défini comme un service visant «à rétablir la réalité des faits face à des rumeurs qui portent atteinte à l'image du Gabon, de l'Etat gabonais, de son peuple et de ses représentants», «Stop Kongossa» propose aussi aux internautes gabonais de signaler des rumeurs pour permettre un démenti officiel.

UNE VÉRITÉ OFFICIELLE FACE AUX RUMEURS

La polémique lancée par France Football au sujet du coût de la présence de Lionel Messi au Gabon n'échappe donc pas à l'examen des services de communication. Elle fait l'objet d'une longue infirmation de la part de la présidence gabonaise. Organisé en cinq parties, le démenti, qui se veut pé-

Les services d'Ali Bongo ont lancé une nouvelle plateforme visant à «rétablir la vérité» sur les nombreuses rumeurs entourant l'action politique du président gabonais. Un instrument de communication qui fait figure de nouveauté chez les politiques africains.

dagogique, évoque des «procédés douteux» et «malhonnêtes» de la presse. A la manière d'un article journalistique, les déclarations d'officiels sont mélangées pêle-mêle à des extraits d'interviews de différents intervenants ne mettant pas en cause l'intégrité du Gabon. Tout est bon pour faire valoir sa détermination. L'occasion aussi pour le pays de valoriser l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations en 2017 auprès de sa population.

Un autre exemple décrypte les avancées en matière de liberté de la presse au Gabon. A grand renfort de rapports de l'Unesco et de Reporters sans frontières (RSF), Omar Bongo s'enorgueillit de l'avancée du pluralisme, de la liberté d'expression et du débat démocratique. Si le Gabon a gagné trois places au classement de RSF en 2015 par rapport à l'année précédente, de nombreux exemples montrent pourtant que la presse subit des atteintes à son libre exercice.

UN NOUVEAU SUPPORT DE COMMUNICATION

Au delà de la démarche de contradiction et d'une certaine forme de contrôle de l'information, l'aspect

visuel réussi du site emprunte les mêmes codes que ceux des médias. Exposé des faits, images, infographies, captures d'écran, tout est réuni pour faire de ce site présidentiel un pendant aux sites d'informations. Si pour l'instant, il ne se compose que de quelques articles, le site est révélateur d'une évolution des pratiques de communication. Nouveauté sur le continent africain, ce type de site existe depuis quelques années déjà dans d'autres pays. En France, l'équipe de communication de François Hollande a lancé en mai 2013, le site «Bilan engagements». Un état des lieux de l'avancement politique des 60 propositions du président français. Aux Etats-Unis, l'équipe de campagne de Barack Obama s'était attachée à démonter chaque rumeur, reprenant une à une toutes les fausses informations sur son candidat. Mais dans ce petit jeu de chasse à la rumeur, la Chine fait figure d'épouvantail. Au delà d'un site Internet proposant aux chinois le signalement de rumeurs (en chinois), les dirigeants communistes ont adopté en 2013, une loi pénalisant de trois ans de prison ou privant de droits politiques les citoyens auteurs d'une rumeur relayée sur Internet.

Vu d'Italie. Chaos libyen : «Pourquoi il ne reste qu'à espérer un nouveau dictateur»

Le gouvernement a annoncé le 20 juillet que quatre ressortissants italiens ont été enlevés en Libye sur un site pétrolier. Une énième conséquence de la proximité de la péninsule avec cet Etat en déliquescence, qui «nous coûte trop cher», commentent les quotidiens.



Qui a enlevé les quatre techniciens italiens le 19 juillet sur le site pétrolier du groupe ENI, dans la région de Mellitah, à l'ouest de Tripoli? L'hypothèse la plus souvent évoquée est celle d'un enlèvement à des fins d'extorsions, relève le Corriere della Sera, sans que l'action ait été revendiquée.

Et s'il s'agit d'Italiens, c'est sans doute parce qu'ils sont «parmi les rares Occidentaux à encore opérer de façon structurée dans le pays» et, qu'à la différence des Américains et des Britanniques, «ils paient les rançons». Mais aussi parce que «l'Italie entretient un rapport historique avec la Libye, qui remonte à avant l'invasion de 1911».

COÛTEUX VOISINAGE

Or, justement, «nous payons un prix trop élevé pour le simple fait de nous trouver sur la rive opposée de la Méditerranée», s'exclame le journal de Milan, dans un article d'opinion, citant les enlèvements de ressortissants italiens, les flux d'immigration incontrôlés depuis la chute de Muammar Kadhafi en 2011, et les menaces de l'organisation Etat islamique (EI) qui, en février, avait affirmé contrôler la Libye et s'approprier à «marcher sur Rome».

A chaque fois, les responsables politiques brandissent l'urgence d'agir, mais «passée l'émotion, on ne fait rien», regrette la journaliste. Elle signale au passage que l'émissaire des Nations unies, Bernardino León, est en Italie ce 21 juillet et que nul ne sait s'il parviendra à remplir sa mission «de trouver un accord entre les diverses autorités politiques qui se disputent le gouvernement de l'Etat libyen».

BOÎTE DE PANDORE

Un Etat libyen? «Disons-le clairement, reprend le premier article du Corriere della Libye n'existe plus. [...] Par facilité, nous, journalistes et

commentateurs, expliquons que le territoire est divisé depuis un an entre les «laïcs» dont le siège est à Tobrouk et les islamistes installés à Tripoli. Mais la réalité est beaucoup plus dispersée, insaisissable et hors de contrôle.»

C'est ce qui conduit le quotidien de Naples Il Mattino à publier en première page un commentaire d'un expert de la revue de géopolitique Limes qui explique «pourquoi il ne reste qu'à espérer un nouveau dictateur». «Il serait long et inutile de pérorer sur les erreurs et fautes des Occidentaux dans l'ouverture de la boîte de Pandore» qu'est la Libye, estime Angelantonio Rosato, préconisant, au contraire «une analyse froide et réaliste de la situation».

ÉTÉ BRÛLANT

L'Italie, explique-t-il, n'a ni les moyens, ni la volonté politique, ni une société assez préparée pour se lancer dans une opération militaire - qui serait forcément très longue et compliquée, face à «des factions islamistes, des seigneurs de la guerre, des truands locaux qui changent d'alliance au gré de leurs intérêts du moment». Une éventuelle intervention ressemblerait à la coûteuse et infructueuse guerre américaine en Afghanistan - voire pire, «car elle attirerait les djihadistes du Grand Moyen-Orient en Italie, comme des mouches sur le miel».

Face à cette impasse, «il nous reste à espérer que, des diverses factions en présence, émerge un seul vainqueur»: un dictateur qui puisse «neutraliser tous les autres, pacifier et unifier les morceaux de ce qu'il reste de la Libye». Quant à l'Occident, conclut Angelantonio Rosato, il devra «favoriser l'avènement d'une telle personnalité», sans se mêler de la désigner, et «reconnaître une fois pour toutes que le fantomatique 'printemps arabe', s'il n'a jamais existé, a laissé place et pour de bon à un été brûlant».

Tunisie : femmes aux postes de décision, atouts et difficultés

l'Economiste
Maghrébin

Elles ont quelque chose de commun : elles sont brillantes, ambitieuses et intelligentes, les femmes entrepreneures étaient à l'honneur lors de la première soirée annuelle organisée par le groupe l'ATUGE au féminin, marquée par une grande participation non seulement des femmes atugéennes, mais également des femmes économistes, ingénieures, financières, chercheurs, enseignantes, des ministres, et ce, dans une ambiance conviviale.

Le thème choisi pour cette année est : «Femmes aux postes de décision : atouts et difficultés», a permis de lancer le débat lors de la soirée, où chacune des femmes présentes a raconté son expérience, son parcours semé d'embûches, mais qu'au final chacune d'elle a réussi.

Rencontrée lors de la soirée, Samar Louati, vice-présidente de l'ATUGE, explique pourquoi avoir créé l'ATUGE au féminin, fondé début février 2015 à Paris et début mai à Tunis : «Nous sommes parties du constat que les femmes atugéennes manquent de visibilité. Avec 4000 membres, nous représentons 25% des femmes atugéennes», déclare-t-elle avec un sourire. «Nous sommes encore loin de la parité pour l'instant», ajoute-t-elle.

Et de poursuivre : «Personnellement, je trouve que les femmes dans les postes de décision sont plus consciencieuses. Elles s'impliquent plus que les hommes, elles se sentent plus responsables, elles jouent ce rôle plus que les hommes. Avec Atuge au féminin, nous sommes loin des clichés féministes, c'est beaucoup plus subtil le fait de se connaître, de créer un réseau de solidarité, d'où notre atout, la preuve cette soirée».

Interrogée sur les difficultés rencontrées, elle a répondu : «Certes que ce n'est pas évident comme tout début de carrière, mais quand on grimpe les échelons, c'est là où cela devient plus difficile. Mais ma devise dans la vie, je dirais, rien n'est impossible si on veut quelques choses; vouloir c'est pouvoir. Quant à mon souhait pour la Tunisie, c'est qu'on démarre enfin, que l'adrénaline que nous avons vécue en 2011 se transforme en une réalité afin que notre pays soit un modèle dans sa révolution – citons Singapour, la Corée du Sud – mais aussi dans son économie». Et la vice-présidente de l'ATUGE de poursuivre : «La Tunisie est classée 17° en Afrique dans l'égalité de genre», précisant entre autres que 6.5% des chefs d'entreprise sont des femmes.

Pour Samira Merai Friaa, ministre des Affaires de la femme et de l'enfance, l'entrepreneuriat au féminin est une



priorité, compte tenu du nombre de chômeuses diplômées, qui est en hausse, «notre principal objectif est de développer l'entrepreneuriat dans les régions défavorisées, donner à ces jeunes femmes, qui ont du talent, l'auto-financement sans aucun taux d'intérêt», a-t-elle dit.

Et d'ajouter : «Mon souhait, je veux que les Tunisiens reprennent espoir, nous avons un pays qui a énormément d'opportunités, on peut développer divers secteurs du tourisme, comme le tourisme de culture. Je sais qu'avec les réformes, si on investit dans l'enfance, dans l'éducation, on peut rendre la Tunisie meilleure. Il ne faut pas laisser le terrain à ces extrémistes d'endoctriner nos enfants d'une autre culture qui n'est pas la nôtre, ancrer les valeurs humaines et non pas les valeurs de l'argent, certes on passera des moments difficiles mais ensemble nous y allons y arriver».

Sarah Arbi, jeune femme entrepreneure d'une start-up en communication confie que cela n'est pas simple d'être une femme entrepreneure, parce qu'en réalisant ce qu'on fait, on laisse de côté la vie personnelle. Sa devise dans la vie : «Demain sera un jour meilleur si on y croit, on peut le faire».

Elle a enchaîné en s'adressant à ces jeunes femmes qui veulent se lancer en affaires, leur disant : «Pour atteindre un but ou un objectif, dites vous bien, vous pouvez le faire, ne restez pas coincées dans un labyrinthe de monotonie, de préjugés, ou ça passe ou ça casse, mais surtout ayez confiance en vous».

Najla Harrouche, ancienne ministre, déclare pour sa part : «Je ne me suis jamais posée la question sur les atouts et les inconvénients de notre statut féminin, être plus à l'écoute, une chose qui nous distingue des hommes. Quand je suis arrivée au ministère Du Commerce, j'étais là

pour faire avancer les dossiers mais surtout faire travailler les équipes en place, même si ce n'est pas facile, quelquefois on est face à des barrières, la culture d'entreprise est totalement différente. A travers cette soirée, on essaie de développer la solidarité féminine, le networking féminin, on partage les expériences pour acquérir plus de confiance».

Présente lors de ce débat, Salha Amara, ingénieur de sup-telecom Paris, parle de son expérience : «J'ai fait le métier d'ingénieur en tant que femme. Ce n'était pas facile de réussir, on oublie les difficultés. J'ai envie de parler de mon parcours pour dire aux autres femmes c'est possible. Je suis issue d'une famille modeste ce qu'on appelait la classe moyenne, j'ai réussi à occuper des postes de direction dans une entreprise à l'étranger en France. Là où je peux être utile en tant que Tunisienne. Quand je regarde la fille tunisienne, la femme tunisienne je suis en admiration, pour moi la femme tunisienne a réussi, elle est en train de faire réussir la Tunisie parce que aujourd'hui la Tunisie, malgré les coups durs que vit le pays, se relève et continue de briller et c'est grâce à la femme tunisienne. Je dis aussi c'est grâce à notre président feu Habib Bourguiba et à nos pères qui ont cru en la femme tunisienne».

Vers la fin, elle conclut : «Croire, rêver, poursuivre son rêve. Si on rêve pour une Tunisie meilleure, je suis sûre que l'on aura un jour sur le plan économique, social, un positionnement dans le monde, c'est un petit pays mais qui a beaucoup d'un grand, c'est ce que je souhaite à la Tunisie, qu'elle puisse toujours rester debout».

Puis, lors des discussions sur le thème «l'entrepreneuriat au féminin entre une chance ou un atout», l'avenir semble à portée de main, un avenir qui est loin d'être fini.

TELQUEL Arnaque: leurs vacances de rêve en Espagne se transforment en cauchemar

Attention aux arnaques des locations de vacances. Une famille marocaine a perdu plus de 70.000 dirhams en réservant une maison et des appartements qu'elle ne verra sans doute jamais.

Sofia nous raconte la triste histoire dont est victime sa famille. Elle avait choisi de se réunir à Marbella, en Espagne. Tous devaient y passer quinze jours à partir du 8 août. Des vacances qui, sur le papier, faisaient rêver, mais qui se sont finalement transformées en cauchemar.

La famille s'est rendue sur le site Tripadvisor à la recherche d'une maison à louer. Elle a alors choisi une villa pour laquelle elle devait payer 2 200 euros (environ 23 000 dirhams) pour deux semaines, proposée par une entreprise nommée Renty123. Leur contact, qu'ils ont eu par téléphone puis par mail, leur a demandé de payer 50% de la location à l'avance. Alors que la sœur de Sofia, de passage en Espagne, s'est proposée de payer en espèces, leur interlocuteur leur a exigé de payer par virement bancaire «Nous ne prenons pas de cash parce que nous sommes une agence sérieuse», a alors expliqué celui qui se révélera par la suite être un arnaqueur.

Comme les démarches semblaient bien se passer, la famille a décidé de louer cinq autres appartements dans la même ville, en passant par la même société. Au total, elle a ainsi versé 6 700 euros (plus de 72 000 dirhams) sur un compte au nom de leur interlocuteur : Graham Royston Winfield. A chaque fois, ils recevaient un mail pour bonne réception de l'argent.

AU MOINS UNE DIZAINE DE VICTIMES

Mais alors que l'«agent immobilier» devait les appeler ces derniers jours pour prendre note de leur heure exacte d'arrivée, celui-ci a disparu. Depuis le 8 juillet, il ne

répond plus aux mails et son téléphone reste éteint. Et la famille de Sofia n'est pas seule. Depuis quelques jours, sur le site Tripadvisor, plusieurs internautes font part de leurs inquiétudes et décrivent la même histoire.

Sofia nous raconte la triste histoire dont est victime sa famille. Elle avait choisi de se réunir à Marbella, en Espagne. Tous devaient y passer quinze jours à partir du 8 août. Des vacances qui, sur le papier, faisaient rêver, mais qui se sont finalement transformées en cauchemar. La famille s'est rendue sur le site Tripadvisor à la recherche d'une maison à louer. Elle a alors choisi une villa pour laquelle elle devait payer 2 200 euros (environ 23 000 dirhams) pour deux semaines, proposée par une entreprise nommée Renty123. Leur contact, qu'ils ont eu par téléphone puis par mail, leur a demandé de payer 50% de la location à l'avance. Alors que la sœur de Sofia, de passage en Espagne, s'est proposée de payer en espèces, leur interlocuteur leur a exigé de payer par virement bancaire «Nous ne prenons pas de cash parce que nous sommes une agence sérieuse», a alors expliqué celui qui se révélera par la suite être un arnaqueur.

PAS DE RÉPONSE DE TRIPADVISOR

Quelle est la responsabilité de Tripadvisor, qui a mis en contact les clients avec cet escroc ? D'après un

commentaire publié sur le forum du site, un client toulousain qui aurait averti de l'arnaque a vu sa publication supprimée par Tripadvisor. D'après la réponse que Sofia a reçue de FlipKey (société appartement à Tripadvisor chargée de garantir la sécurité des paiements en ligne), celle-ci se désengage pour le moment mais demande des informations complémentaires pour «enquêter davantage sur la situation».

Sur la page Facebook créée pour rassembler les victimes de cette arnaque, les témoignages en provenance d'Autriche, d'Ecosse et d'autres pays se multiplient. Sur le profil de Graham Winfield du même réseau social, Sofia commence également à protester mais le coupable semble laisser ces commentaires désobligeants. Et ironie du sort, parmi ses dernières publications : un article sur... la nouvelle loi espagnole réglementant la location.

Le Point

Il fait la taille de New York et de Los Angeles réunis, 20 fois celle de Paris, et représente à lui seul l'histoire de la conquête de l'Ouest américain.

C'est une occasion unique ! Vous avez toujours rêvé de jouer à John Wayne dans un gros ranch ? Il y en a un à vendre au Texas qui fait la taille de New York et de Los Angeles réunis, pour la modique somme de 725 millions de dollars. Un peu cher ? Certes, mais à ce prix-là, vous obtenez à la fois 6 800 têtes de bétail et plus de 1 000 puits de pétrole, si d'aventure votre intérêt pour les vaches s'émousse. Et ce n'est pas tout : d'après les 183 pages d'inventaire, sur les 207 000 hectares de terres, il y a une centaine d'habitations, dont deux immenses maisons de maître, 12 000 hectares de cultures, 500 chevaux de course, 29 tracteurs, un hélicoptère et pas un mais deux camions de pompier, comme le décrit l'agence Bloomberg.

C'est le plus gros ranch d'un seul tenant aux États-Unis. C'est aussi un monument quasiment historique, à 280 kilomètres de Dallas, qui retrace une tranche de la conquête de l'Ouest. Selon l'agent immobilier, c'est pres-

Le plus grand ranch des États-Unis à vendre pour 725 millions de dollars

que comme vendre la Statue de la Liberté de la culture cowboy. Dan Waggoner, un petit éleveur, commence à acheter des terrains en 1849 alors que le Texas vient à peine d'être intégré dans l'Union. Au fil du temps, le ranch prospère, et les Waggoner deviennent l'une des plus grandes familles d'éleveurs du Texas, très impliquée, entre autres, dans le développement de la race bovine Hereford et de la race américaine de chevaux de course, les Quarter horses. Le président Theodore Roosevelt vient même leur rendre visite pour chasser le loup. Pendant longtemps, Tom Waggoner, le fils de Dan, se plaint de tomber sur du pétrole chaque fois qu'il fore pour trouver de l'eau. Mais le boom de l'automobile lui ouvre de nouvelles perspectives. Peu à peu, les puits envahissent la propriété. Ce qui fait dire à un humoriste célèbre : «Je vois que pour chaque vache, il y a un puits de pétrole.»

UN MANOIR À CHAUSSURES, HUIT MARIAGES ET UNE MUSE

Les Waggoner ne sont pas seulement connus pour leur ranch florissant.

C'est aussi une famille haute en couleur. Dans les années 20, une petite fille du fondateur débourse 90 000 dollars (soit près d'un million de dollars d'aujourd'hui) pour réaménager un manoir à Dallas afin d'y entreposer ses 350 paires de chaussures. Son frère, lui, se marie huit fois, un autre fait enterrer son cheval préféré debout ! En 1952, ils se construisent un siège luxueux, avec du marbre et le premier ascenseur de la région. Une autre de leurs descendants, Electra Waggoner Biggs, est une sculptrice connue qui fera le buste des présidents Eisenhower et Truman et aura une idylle avec Cary Grant. General Motors a baptisé une de ses Buick Electra, en son honneur.

Mais depuis plus de vingt ans, la famille se bat pour décider de l'avenir du ranch, entre ceux qui souhaitent le subdiviser et ceux qui veulent le vendre. En 1991, Electra lance une action en justice pour le liquider. S'ensuit une multitude de procès et d'appels. Finalement, la justice tranche, le ranch doit être vendu. C'est non seulement une énorme propriété, mais également de nombreuses ressources non exploitées comme la



chasse, l'installation possible d'éoliennes et surtout de potentielles réserves en hydrocarbures, car seulement un dixième de la propriété a été exploré. La famille Waggoner se réserve d'ailleurs le droit de conserver 25 % des droits miniers. Mais les prix du pétrole ont baissé, il y a peu d'eau, sans parler de la taille

de l'investissement. Ce qui inquiète d'ailleurs la famille et les 120 employés qui craignent que le futur acquéreur ne morcelle le ranch pour dégager des profits. Plus de 600 acheteurs ont exprimé un intérêt. Une douzaine de candidats ont été retenus, dont des Européens. La vente devrait intervenir d'ici peu : à suivre.

A chacun sa piscine

Les enfants des quartiers populaires, privés de toutes sortes de divertissements, ont trouvé des astuces pour barboter dans l'eau. Reportage.



Lis redressent le dos, respirent à plein poumon, prennent quelques secondes pour se concentrer, s'échangent des regards de défi, puis courent d'une seule traite et sautent dans l'eau, encouragés par les cris lancés par leurs amis. Ces derniers, les yeux fixés sur l'objectif visé par les plongeurs, commencent à compter à voix haute. Le premier, qui n'a pas réussi à retenir son souffle, est accueilli par des sifflements taquins. Puis, les uns après les autres, les petits plongeurs émergent de l'eau et le vainqueur en dernier.

C'est le jeu préféré des jeunes, l'été, au bord de leur «piscine». Et ce sont eux qui l'ont surnommée ainsi, alors qu'en réalité, il s'agit de la source de Ain Al-Sira, située dans l'ancien quartier cairote qui porte le même nom. Sortie de terre suite au séisme qui a frappé Le Caire en 1926, cette source ne fournit plus d'eau potable à cause des eaux de drainage qui s'y déversent, cependant, les enfants qui habitent aux alentours des cimetières ou du bidonville de Khairallah s'en servent comme piscine. Malgré les eaux polluées et les accidents de noyade, il reste le lieu de prédilection des enfants et des adultes, surtout pendant les fêtes et les jours fériés. Pour les pauvres gens, qui n'ont rien d'autre pour se divertir, ce bassin, d'une superficie de 30 feddans, est l'endroit idéal pour se «rafraîchir» lorsqu'il fait chaud et peu importe les dangers.

«Pour plonger ici, il faut savoir nager, car l'eau est très profonde», lance Samir, 18 ans, sur un ton d'expert. Il n'hésite pas de temps en temps d'apprendre aux enfants, qui n'ont pas d'expérience, comment piquer un plongeon ou nager sans courir de risques. Samir est un habitué du lieu. Été comme hiver, il aime nager. Chauffeur de toc-toc, il gare son véhicule, se déshabille, mais garde son slip qui lui sert de maillot et se jette dans l'eau pour se baigner. Au bout d'un moment, il remonte, attend que sa culotte de bain sèche, enfle ses habits et reprend son travail. Dès qu'il fait chaud, on voit beaucoup d'enfants s'amuser dans

l'eau de cette source sans avoir à payer le moindre sou. Car, la plupart d'entre eux n'ont jamais mis les pieds dans une piscine et ne voient la mer qu'à travers les publicités. «Je ne suis jamais sorti hors du Caire et je n'ai jamais vu la mer.

Mes parents travaillent dur pour nourrir toute la famille et donc il ne m'est jamais venu à l'esprit d'aller à la mer», dit Réfaï, 13 ans. Le visage de ce dernier est plein de cicatrices, des coups qu'il a reçus en se cognant sur des rochers lorsqu'il se jette dans l'eau. «Il y en a plein qui garnissent les bordures de ce bassin, et pour les éviter, il faut savoir comment s'élancer pour plonger plus loin», une astuce que Réfaï ne parvient pas à appliquer à cause de sa constitution physique, il est chétif et n'a pas assez de force pour le faire. Mais peu importe les coups et les contusions, pense Réfaï, qui n'a même pas peur des noyades, l'important pour lui, c'est de passer quelques moments agréables en compagnie de ses copains. Et ce n'est pas tout, il travaille sur la charrette de son père qui transporte toutes sortes de marchandises. Quand il se rend compte que son âne est fatigué, il lui fait prendre un bain avec lui, mais en faisant très attention à lui, car son père pourrait le tuer si l'âne se noie.

DES ALTERNATIVES POUR LES PAUVRES

Dans le quartier populaire de Doweïqa, on peut entendre de loin les cris d'allégresse qui ne semblent pas cadrer avec l'endroit. Des enfants font la queue autour de la piscine d'Oum Mahmoud, attendant leur tour pour plonger. Il s'agit d'une piscine gonflable installée dans la rue, cernée par de grosses pierres pour la maintenir en équilibre et reliée à un robinet par un tuyau. La piscine porte le nom d'Oum Mahmoud qui l'a achetée pour faire plaisir à ses enfants, et en même temps, gagner un peu d'argent. Chaque enfant paye une livre et passe une heure à barboter dans sa piscine qui fonctionne de 13h jusqu'au coucher du soleil. «Au moins, j'ai réussi à dessiner des sourires sur les visages de ces enfants qui n'ont jamais passé de vacances au bord de la mer. Ils passent leur temps à travailler pour aider leurs



parents», explique Oum Mahmoud. Depuis que cette femme a lancé son projet, elle est devenue une célébrité dans son quartier. Parents et enfants lui vouent un grand respect, car elle a su offrir une alternative aux enfants de ce quartier pauvre. Le soir, elle vide sa piscine, la plie et la range chez elle et la remplit de nouveau le lendemain.

Que l'on habite ou pas à Doweïqa, cela n'empêche pas les enfants de trouver un moyen pour barboter dans l'eau. Sous la chaleur torride, il suffit d'une nappe pour qu'ils s'en donnent à cœur joie. Au quartier huppé de Mohandessine, les enfants de vendeurs, de concierges et certains passants savent que le jet d'eau de la rue Gaméat Al-Dowal peut leur servir de piscine. Situé dans une place stratégique de la capitale, cerné par des panneaux publicitaires sur les nouveaux villages sur la Côte-Nord, ce jet d'eau, quand il fonctionne, attire les enfants en grand nombre. Ces derniers crient, se jettent dans l'eau avec leurs vêtements et rient à gorge déployée. Et même lorsque les responsables de la municipalité ferment les robinets pour les chasser (leur présence dérange les habitants du quartier), ils reviennent pour s'amuser dans une eau verdâtre qui atteint à peine leurs genoux. Un groupe s'en va, un autre le remplace et ainsi de suite, comme si ces enfants voulaient tirer la langue à tous ceux qui veulent les priver de leur jet d'eau sans penser à leur offrir d'autres alternatives. «J'attends l'été avec impatience pour venir ici. C'est le seul endroit où je peux m'amuser

et rencontrer des enfants comme moi. Je passe ma journée à faire les courses pour les habitants de l'immeuble et je passe mes après-midi à m'amuser dans l'eau», dit Abdel-Rahmane, 10 ans, fils d'un concierge. Pour Ramy, même âge, qui passe ses nuits sous un pont, ce jet d'eau n'est pas seulement une piscine pour lui, mais aussi un endroit pour se débarbouiller.

«LA TENTATION DE NAGER EST PLUS FORTE»

Si ça ne tenait qu'à eux, les enfants feraient de chaque bassin leur piscine. C'est le cas du lac du jardin public de Madinet Nasr. Ce jardin n'est pas seulement destiné aux habitants du quartier, car certains viennent de loin pour y passer la journée. Et peu importe que ce lac soit sale, dégage une mauvaise odeur ou soit rempli de détritus. On peut voir des enfants se préparer à faire un plongeon comme des champions dans une piscine olympique. «On passe un petit quart d'heure à ramasser les ordures qui émergent de l'eau puis on commence nos cours de natation», dit Ahmad en sautant. Il disparaît sous l'eau quelques secondes avant de sortir la tête et les mains remplies de sacs en plastique qu'il a récupérés au fond du lac. Avec ses amis, ils se donnent rendez-vous pour initier les plus jeunes à la natation. «C'est gratuit, et c'est l'occasion de se retrouver entre copains et passer un moment agréable. Lorsqu'on vient ici avec nos parents durant les fêtes, on leur montre nos prouesses en matière de natation, surtout que les jours fériés, l'eau est bien plus pro-

pre. Les responsables du jardin prennent soin de le nettoyer avant les fêtes», lance Ahmad, 14 ans. Ce dernier n'habite pas à Madinet Nasr, mais vient exprès de Choubra, un quartier éloigné, mais pour lui, cela vaut la peine de faire ce long trajet.

Les amateurs de la natation gratuite hors de la capitale n'ont rien à envier aux Cairotes qui ont une diversité des coins d'eau, car les habitants des autres gouvernorats ont souvent la chance d'avoir une rivière à proximité. En fait, beaucoup de gouvernorats sont traversés par de petits bras du Nil. Des endroits de prédilection des habitants où les femmes se donnent rendez-vous pour papoter, laver le linge ou la vaisselle pendant que leurs enfants barbotent dans l'eau. Y Nager est extrêmement dangereux, car, non seulement on peut se noyer mais aussi attraper la bilharziose. Mais, cela ne va guère empêcher un enfant qui a chaud et qui voit l'eau qui brille devant lui, de ne pas y sauter. «L'été dernier, j'ai perdu un ami très cher, il a plongé et n'est plus remonté. On n'a même pas trouvé son corps. Et ça nous arrive de trouver des parents qui viennent chercher leurs enfants, mais la tentation de nager est plus forte, surtout quand il fait très chaud», dit Salem, 16 ans, qui habite dans le gouvernorat d'Assiout. «J'adore l'eau et je rêve de me retrouver dans une vraie piscine comme celles que je vois sur Internet, toute propre et accessible à tout le monde dans mon village», ajoute Salem, exprimant son espoir et celui des autres jeunes de son village.

Attention, mélanges explosifs dans vos assiettes !



L'ECONOMISTE

L'importation porte de plus en plus sur le bas de gamme. Le vrac constitue 95% de la consommation. Un marché de plus de 1,5 milliard de DH Notre cuisine est-elle menacée dans ses ingrédients les plus distinctifs? Autrement dit, ses saveurs et ses arômes. A en croire le président de l'Association des conditionneurs des produits alimentaires (Acopa), les importations des épices et aromates portent de plus en plus sur des produits bas de gamme. «Concurrence agressive oblige, rares sont les marchands qui s'adressent de nos jours aux berceaux naturels des bonnes épices», explique Driss Terrab. Au bon vieux temps, la couverture était limitée à des origines réputées pour la qualité de leurs pro-

duits comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil ou encore le Sri Lanka. Actuellement, d'autres pays s'ajoutent aux fournisseurs traditionnels. Plus grave encore, on n'hésite plus à acheter des produits à taux d'impuretés trop élevés car, moins chers. Une tonne de curcuma à 0% d'impuretés coûte 1.800 DH. Prix qui descend à 1.000 DH/tonne avec un taux de 10%, est-il précisé. Et l'exemple peut être multiplié pour toutes les épices importées à l'état brut ou moulu. Or, le Marocain, c'est connu, aime les plats relevés et n'hésite pas à mettre le prix. «Fort malheureusement l'ère du marchand qui bravait les dangers de la mer de Chine à la quête des épices de qualité est révolue», constate amère une ménagère. Néanmoins, le Maroc se place toujours en tête des consommateurs mondiaux d'épices.

Selon l'Acopa qui relève de la Ficopam (Fédération des industries de la conserve des pro-

duits agricoles du Maroc), la consommation moyenne marocaine est d'environ 23.000 tonnes/an, soit près de 750 grammes par tête d'habitant. Le chiffre d'affaires brassé, à ce titre, est de l'ordre de 1,5 milliard de DH. Mais reste dominé à plus de 50% par les importations. Elles ont atteint 12.800 tonnes en 2008 contre un volume sensiblement identique l'année d'avant et 13.400 tonnes en 2006. Une bonne partie de ces importations est réexportée à côté du piment doux et des graines de coriandre : 8.700 tonnes en 2008. En tête de liste des produits importés figurent le poivre et le cumin qui concentrent 8.000 tonnes. Ils sont suivis par le gingembre (3.500), la cannelle (1.300), le curcuma (600), le fenugrec (500) et 1.100 tonnes d'épices diverses. Cependant, la production nationale qui porte sur près de 12.000 tonnes est constituée essentiellement du piment rouge (6.000 tonnes), des graines de coriandre (3.500) et du cumin (200). Les divers aromates totalisent 1.000 tonnes. Ces chiffres montrent que cinq produits importés et deux d'origine locale représentent près de 85% de la consommation globale du Maroc. «Deux périodes ont marqué l'évolution de la filière», constate le chef de file des conditionneurs des produits alimentaires. Avant la fin des années 1990, celle-ci était relativement structurée aussi bien à l'importation qu'en ce qui concerne la production locale. La fabrication du piment qui prédomine à raison de 65% était assurée par 9 unités industrielles disposant de marques et d'une qualité reconnue mondialement. «On se souvient des appellations comme L'étoile, Le minaret, Geralda, La rose, Le coq, Témara et bien d'autres», se remémore Terrab. Pas moins de 22 marques se partageaient le marché marocain du piment moulu durant les années 50 et jusqu'à la fin de la décennie 70. «Seule une unité industrielle vivote encore aujourd'hui face à la centaine d'ateliers «artisanaux» qui produisent dans des conditions qui n'ont rien à voir avec les règles d'hygiène les plus élémentaires», s'indigne un professionnel. Au chapitre de la consommation, le volume dépasse de loin les importations et la produc-

tion locale réunies. Une fois les exportations déduites, bien entendu !

«D'où vient alors la différence?» s'interroge Terrab. Tout simplement de la contrebande qui ignore par définition les spécifications physiques et chimiques du produit mais aussi des corps étrangers et autres impuretés. «Au demeurant, constate-t-il amer, le contrôle officiel ne s'intéresse qu'aux marques identifiées». Or, qu'en est-il au juste? Les produits distribués sous forme conditionnée représentent à peine 5% du marché. Tout le reste est en vrac. Quel contrôle subissent les 95% de la consommation quand la quantité conditionnée doit justifier sa qualité et la date de sa fabrication? Dans le cas d'espèce, la vérification des spécifications techniques imposées par la loi n'est possible qu'en faisant recours à l'expertise du laboratoire.

Car toutes les matières étrangères au produit doivent répondre à des taux de tolérance spécifiquement précisés. Aussi, ne faut-il point s'étonner de voir des pratiques frauduleuses gagner l'ensemble d'épices et aromates moulus. Et que des produits bas de gamme y prédominent à l'importation, même formelle. Fini le temps où la cannelle du Sri Lanka faisait la fierté du marchand d'épices du coin. Actuellement, on se contente de celle des Seychelles et du gingembre du Nigeria. La différenciation qualitative par marque et par produit d'origine n'est plus de mise. Pourtant, le manque à gagner pour le Trésor se chiffre à quelques centaines de millions de dirhams, rien qu'au titre de la TVA. Et à quelques milliers d'emplois en termes d'activités induites. Sans oublier les risques encourus pour la santé du consommateur. Le cas du colorant artificiel à base de tartrazine est édifiant à cet égard. Un vieux texte remontant à 1959 exige toujours un taux de concentration à pas moins de 60% alors que d'autres pays l'ont fortement diminué et d'autres comme les Etats-Unis et la Norvège ont tout simplement interdit le produit. En Espagne où la consommation de ce colorant est incontournable car utilisé dans la paella, le taux exigé est de moins de 14%

«4e périphérique-Millennium»

La trémie livrée en septembre

La trémie en voie d'achèvement à l'intersection entre le 4e périphérique et le boulevard du Millennium à Bir El-Djir sera livrée au mois de septembre prochain, a-t-on appris auprès de la DTP.

Houari Saaïdia

Ce tunnel, long de 60 mètres, qui va permettre le passage de la double voie de circulation de la Rocade sud en dessous d'un giratoire desservant, entre autres, le bd Millennium et le pôle de Belgaid, a déjà pris forme et il ne reste que de menus travaux à accomplir par l'Entreprise nationale des grands ouvrages d'art (ENGOA), a-t-on constaté sur place.

Pour un coût avoisinant les 8 milliards de DA, cette trémie permettra de décongestionner le trafic à ce niveau, qui est en hausse, notamment du fait de l'expansion du pôle de Belgaid (lieu de concentration de milliers de logements en chantier, d'équipements publics, de campus universitaires, de projets structurants à l'instar du complexe sportif, le vil-

lage olympique, le Techno-parc, etc.). Elle permettra également un raccourci autant fluide que sécurisé vers Bir El-Djir via la grande artère du Millennium qui la traverse de bout en bout. Jusque-là, pour rallier le centre-ville de Bir El-Djir, l'automobiliste empruntant la Rocade est obligé de faire une longue boucle via le rond-point de Canastel en passant par Fernand-ville ou via la bretelle autoroutière -qui a le désavantage de déboucher sur la route à grande circulation de la RN-11. Bref, la future trémie remplit une double fonction : le désencombrement du trafic et le gain de temps. Au rythme des travaux, l'ENGOA est en mesure de livrer l'ouvrage avant le délai imparti (le 30 septembre), avec une petite mais non moins précieuse avance de quelques jours. Res-

te l'aménagement du passage supérieur, giratoire compris, pour lequel le wali avait trouvé, de concert avec les différents intervenants, une source de financement, lors de sa dernière visite à ce chantier. Depuis 2014, le réseau routier d'Oran intra muros a été renforcé par quatre trémies, à savoir : au croisement du 3e boulevard périphérique avec le CW-83 (Haï Emir Abdelkader, sur le prolongement de Saint-Hubert en allant vers Es-Senia village), à l'intersection entre le 3e périphérique avec la route d'Es-Senia à hauteur de l'ENSET, au croisement du 3e périphérique avec la RN2 à hauteur des Amandiers et, enfin, sur ce même axe débouchant sur la pénétrante de Misserghine, à hauteur de l'embranchement dit de « Coca » bifurquant vers la Corne supérieure.

Les climatiseurs pointés du doigt Coupsures d'électricité dans plusieurs localités

Sofiane M.

Des coupures intempestives et parfois prolongées du courant électrique sont signalées, dans plusieurs communes périphériques, de la wilaya et en particulier à Ain El Beida et Chehairia. Ces perturbations dans l'alimentation des abonnés en électricité sont à l'origine de sérieux désagréments durant cette période de canicule pour les citoyens et les commerçants, à l'image des boulangeries, les commerces de surgelés et d'alimentation générale, entre autres. «Ces coupures sont, généralement, provoquées par la forte consommation du courant électrique durant la canicule exceptionnelle qui

touche la wilaya. Utilisation massive des climatiseurs, par les abonnés, a eu pour conséquence une progression fulgurante de la consommation de l'électricité. Les transformateurs chauffent et les fusibles sautent à cause de la forte consommation», affirme le chargé de communication de la direction distribution Es Senia de Sonelgaz qui gère 24 communes de la wilaya. Il soutient que le courant électrique est souvent rétabli 30 à 45 minutes après la détection de la panne par les services techniques de Sonelgaz. Selon la même source, entre 50 à 70% des incidents signalés, à travers le territoire de la wilaya, sont causés par des «atteintes tierces». «La moitié des coupures est pro-

voquée par le sectionnement des câbles souterrains et aériens par des engins de travaux publics», soutient notre source. Les agressions et empiètement du réseau d'électricité par les sociétés de prestation de services causent un préjudice financier, technique et moral «énorme» à Sonelgaz et ses abonnés particuliers et professionnels. Des dizaines de cas d'empiètement, sur le réseau électrique, sont recensées par la société, depuis le début de cette année. Plusieurs câbles souterrains, alimentant les abonnés, ont été sectionnés par des engins de travaux publics, lors de travaux d'excavation dans les communes périphériques et essentiellement à Es Senia.

Un Chinois arrêté avec un chargement d'alcool

Suite à un contrôle routier opéré à la nouvelle route du port d'Oran, les services de surveillance générale des douanes ont mis la main sur 96 cartons de boissons alcoolisées, a-t-on appris hier auprès de la sous-directrice de la communication et de l'informatique à la direction régionale des douanes d'Oran.

Ce lot a été découvert à bord d'un fourgon de marque Hyundai qu'un Chinois avait soigneusement dissimulé sous une bâche. Au total, quelque 900 bouteilles d'une contenance de 400 à 500 ml de boissons alcoolisées ont été découvertes. Ainsi, conformément à l'article 325 du code des douanes, les inspecteurs ont saisi les boissons

alcoolisées ainsi que le moyen de transport pour une valeur globale de 1.500.000 DA. Une enquête a été ouverte par les services de la brigade maritime et ceux de la brigade mobile des douanes d'Oran afin de déterminer les tenants et aboutissants de cette affaire de boissons alcoolisées non facturées.

K. Assia

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Dindon de la farce



Ceux qui parlent pour ne rien dire. C'est souvent ceux qui acaparent les conversations dans un groupe. Parfois, ils peuvent rendre service notamment quand les présents ne sont pas bavards ou n'ont pas de sujet à défendre. Ces bouches comme on les appelle n'ont pas froid aux yeux. Ils ont tout expérimenté. Ces bouches connaissent tout de tout. Ils savent plus que les autres sur tout même sur des choses qui n'existent pas. On dirait même surtout sur des choses qui n'ont jamais existé. En fait, ce sont des conteurs. Des faiseurs d'histoires. Des artistes du verbe. En général, ils se font inviter sans mal dans des événements divers et variés. On compte sur eux pour faire l'ambiance. Si vous cherchez bien, vous en avez un qui traîne dans vos relations. En général, on

n'attend rien d'eux. La vérité, ils ne connaissent pas. Ils sont dans la création des histoires et des faits. Ils savent les monter de toutes pièces. Ils jouent

un rôle en permanence. Ils aiment être en représentation. Des comédiens mais pas que. Des jongleurs aussi. Des magiciens de l'apparence. A la fin, ils deviennent des schizophrènes car eux-mêmes finissent par croire à ce qu'ils racontent. Fous ? Non pas du tout fous. Juste rêveurs et falsificateurs de réalité. Plus c'est gros et plus cela passe, me disait l'un d'eux. Comment les gens peuvent être aussi naïfs ? A ces bouches, on devrait leur retourner le compliment: comment pouvez-vous être certains que les gens croient à vos multiples vies et à vos innombrables capacités. Tout simplement parce que ces bouches pensent qu'ils sont démasquables.

Trop naïfs, diraient ceux qui donnent l'impression de les écouter religieusement. Qui est donc le dindon de la farce ? Je vous laisse méditer.

Aïn El-Turck Un baigneur tué par un jet-ski



Ph.: Arch.

Rachid Boutlélis

Le corps sans vie d'un baigneur, percuté par un jet-ski, a été repêché par les éléments de la Protection civile, l'après-midi du mardi à la plage « Piloto », à Aïn El-Turck. La victime, répondant aux initiales H.K., âgée de 27 ans, un militaire originaire de Relizane, en poste dans une caserne à Mostaganem, a été heurté par un jet-ski qui a pris la fuite, l'avant-veille de sa découverte, sur la plage des Dunes, à mi-chemin vers Cap Falcon. La dépouille mortelle a été déposée au service de médecine légale de l'hôpital Tami Medjbeur d'Aïn El-Turck. Une enquête a été ouverte par la police pour identifier et appréhender le fuyard.

Notons que ce drame de la mer est intervenu moins de 20 jours après un autre accident mortel similaire qui s'est produit dans cette même

zone relevant de la commune d'Aïn El-Turck. En effet, le pilote d'un jet-ski qui est tombé à l'eau a été fauché par un autre engin qui le suivait.

Il importe de noter que les pilotes des jet-skis, tant décriés par les estivants, continuent allègrement à transgresser les règles élémentaires en vigueur, en slalomant au milieu des baigneurs. Plusieurs altercations ont éclaté entre les pilotes de ces engins et des estivants à propos de cette grave infraction au code de la navigation, qui met en péril la vie des baigneurs. « Il est temps que les autorités locales sortent de leur hibernation en notifiant des instructions fermes et ce, avant que ne se produise un autre drame. Nos enfants notamment sont exposés aux exhibitions dangereuses des ces fous de la mer qui n'hésitent pas à foncer à toute allure vers le rivage », a commenté avec une pointe de dépit non dissimulé un riverain de la localité de St-Germain.

Vol de portable, un mandat de dépôt

L'auteur du vol avec menace à l'arme blanche, perpétré contre le comédien «Houari Louz» a été arrêté avant-hier mardi par les services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Oran. Le mis en cause âgé de 33 ans avait agi seul, selon les enquêteurs. Les faits remontent à quelques jours lorsque l'auteur, muni d'une arme blan-

che et d'une bombe de gaz lacrymogène, avait délesté la victime de son cellulaire avant de prendre la fuite. Les policiers ont arrêté l'auteur lequel a été identifié par la victime et récupéré le portable volé. Il a été présenté avant-hier au tribunal pour vol sous la menace d'arme blanche et placé sous mandat de dépôt.

Saisie de psychotropes à la gare routière des Castors

Agissant sur la base d'informations faisant état de commercialisation de psychotropes à la gare routière des Castors, les éléments de la police judiciaire de la 4^{ème} sûreté urbaine sont parvenus à identifier les auteurs. Deux individus âgés de 22 et 24 ans ont été arrêtés cette semaine par les enquêteurs en possession de 36 plaquettes de comprimés de marque Rivotril, soit

un total de 400 comprimés psychotropes. Les recherches diligentées dans le cadre de cette affaire ont révélé que les mis en cause s'adonnaient à la commercialisation des psychotropes dans cette gare qui dessert les wilayas d'Alger, Tizi Ouzou, Blida en plus de Sig, Arzew et Sidi Bel-Abbès. Les dealers ont été présentés avant-hier au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

Une affaire de cambriolage élucidée

Suite à une plainte déposée pour cambriolage d'un appartement, les éléments de la police judiciaire de la 10^{ème} sûreté urbaine ont réussi à identifier l'auteur âgé de 31 ans. Celui-ci a été arrêté cette semaine et présenté

avant-hier au tribunal où il a été placé sous mandat de dépôt. L'auteur s'est introduit, selon les enquêteurs, dans le domicile de la victime où il s'est emparé d'objets de valeur.

K.Assia

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

BENOUSA Sadok, 80 ans, Maraval
BOUMEDIENE Madani, 36 ans, Béthouia
CHIKHI Makhisia, 35 ans, Oued Tlélat
BELAHZEN Ali, 68 ans, Bastié

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 choul 1436				
El Fedjr 04h31	Dohr 13h10	Assar 16h58	Maghreb 20h13	Icha 21h44



AÏN TÉMOUCHENT

Le calvaire des habitants de la cité «78 logements»

Mohamed Bensafi

La colère a atteint son paroxysme chez des enseignants universitaires occupant des logements de fonction, au niveau de la cité des 78 logements CCLS (ex-Berkouka) d'Aïn Témouchent. Des logements achevés vers la fin des années 80 et attribués à ces premiers enseignants universitaires mutés dans le cadre d'assurer le démarrage du centre universitaire d'Aïn Témouchent, en septembre 2009. Ainsi, ce qui était rêve pour eux s'est transformé en illusion du fait que les logements dévoilent aujourd'hui de nombreuses malfaçons et irrégularités qui exigent en contrepartie une expertise pour constater les défauts et la mauvaise qualité des matériaux utilisés, notamment au niveau du réseau d'assainissement. Dans une lettre adressée aux responsables concernés, dont Le Quotidien d'Oran a été rendu destinataire, ces locataires expliquent le calvaire qu'ils vivent au quotidien. Ils décrivent, photos à l'appui, des constructions qui présentent une menace pour

leur santé et pour celle de leurs enfants. Murs fissurés, plafonds déglingués, réseaux d'assainissement mal faits sont autant de défauts relevés çà et là dans cet immeuble ayant absorbé des milliards de centimes au Trésor public. Les auteurs de cette lettre n'ont pourtant pas demandé le ciel ni des appartements neufs, sauf qu'ils exigent en urgence des travaux de réparation des installations de commodité du bloc d'habitation qu'ils occupent. Certains de ces enseignants universitaires sont encore sous le choc, leurs requêtes auprès des responsables n'ont pas encore trouvé une oreille attentive. «Nous contribuons à former des futurs cadres de la nation et ils nous ont «casés» dans un immeuble dont certains rez-de-chaussée servaient pendant plusieurs années d'écuries pour bétail», dira l'un d'eux, avant d'ajouter : «Même aujourd'hui encore, durant les semaines qui précèdent l'Aïd El-Adha, un terrain situé à quelques mètres de nos fenêtres sert de souk de moutons pour les maquignons du coin». Le représentant du collectif a indiqué que ce calvaire est dû à

la mauvaise qualité et à la mauvaise installation du réseau de canalisation, souvent obstrué et par conséquence dégageant des odeurs nauséabondes. Notre interlocuteur a dressé ensuite une série de points noirs qui meublent son quotidien ainsi que celui de ses voisins, nuisant à leur cadre de vie. «Il faut procéder chaque semaine au curage des fosses septiques. Et pour éviter les débordements et les risques de stagnation des eaux usées, qui nous montent souvent jusqu'à nos chevilles, nous nous mettons tous, adultes et enfants, à la besogne». «Car les collecteurs principaux se trouvant au-dessus (allez comprendre !) des toilettes», mentionne-t-on dans la lettre. Et de peur de voir leurs enfants «attraper» une de ces maladies transmissibles, surtout en cette période des grandes chaleurs, certains de ces enseignants n'ont pas hésité de les envoyer chez leurs grands-parents. «Pour cela, nous interpellons une fois de plus, cette fois-ci par le biais de la presse, les autorités concernées afin de mettre un terme à cette situation insupportable», conclura-t-il.

OULHACA

Un corps repêché à Rachgoun 2

Mohamed Bensafi

La victime -un homme de 43 ans et résidant au douar Siga (03 km plus loin)- avait disparu, lundi vers 23h, alors qu'elle a été vue en train de nager sur la plage de Rachgoun 2 dans une mer vraisemblablement démon-

tée. Son corps a été repêché le lendemain (mardi) vers 08h35 sur les mêmes lieux, a appris encore le journal auprès d'une bonne source. La dépouille a été ensuite déposée à la morgue de l'EPH de Béni-Saf. Il s'agirait là du premier noyé de l'année sur cette même plage. Notre source a fait état aus-

si de 1,7 million d'estivants déjà depuis l'ouverture de la période estivale où les services de secours ont enregistré plus de 1.600 interventions dans lesquelles 1.740 personnes ont été secourues, dont 40 ayant nécessité des soins sur place et 54 autres évacuées vers les différents UMC.

RELIZANE

Le nouveau wali prend ses fonctions

Mahi Ahmed

C'est dans la salle des réunions du nouveau siège de la wilaya et en présence des autorités civiles et militaires, du sénateur Zerrouki Abdelkader et des représentants du mouvement associatif et de la presse que M. Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, a procédé, mardi dernier, à l'installation officielle de M. Derfouf Hadjri (ex-wali d'Aïn Defla) à la tête de la wilaya de Relizane après une année de vacance du poste occupé par intérim par M. Silmi Belkacem, nommé lui aussi wali de Tamanrasset.

Dans sa longue intervention, le représentant du gouvernement a précisé que le nouveau wali va apporter certainement sa contribution et mettra son expérience et sa compétence au service du développement de la wilaya dans les différents secteurs, tout en exprimant sa joie de se retrouver dans

cette wilaya. M. Bedoui reviendra sur les objectifs et les finalités du dernier mouvement opéré dans le corps des walis, notamment la redynamisation de la roue du développement local et le rôle primordial que jouera le wali dans ce sens, en rappelant dans ce contexte les sacrifices des walis dans les différentes étapes du développement national dans les moments difficiles vécus par le pays, particulièrement durant la décennie noire, sans omettre ceux ayant payé de leur vie pour la stabilité de l'Algérie. Le ministre évoquera en outre la loi sur la Concorde nationale qui a permis de retrouver la paix et la sécurité, deux facteurs qui ont permis de pousser le pays vers le développement en exécutant les différents programmes du président de la République. Revenant sur l'étape actuelle à la suite de la chute des prix du pétrole, M. Bedoui insistera sur le volet de l'investissement qui doit primer pour

créer la richesse hors du secteur des hydrocarbures. Dans ce registre, il dira qu'il est nécessaire de lever les contraintes bureaucratiques pour l'évolution du pays et relever les défis pour affronter la réalité. Il finira par mettre l'accent sur le rôle du wali dans l'exécution des différents programmes visant à la concrétisation des aspirations des citoyens. Pour sa part, le nouveau wali de Relizane a exprimé toute sa volonté à œuvrer au développement de la wilaya demandant l'aide et la contribution des cadres et des citoyens de la wilaya pour arriver à ses fins.

Enfin, très ému, M. Silmi Belkacem qui a assuré l'intérim n'a pas trouvé les mots pour remercier tous ceux qui ont été à ses côtés pour mener à bien sa mission à la tête de la wilaya de Relizane et dira avec assurance qu'il honorera la confiance placée en lui en tant que nouveau wali de Tamanrasset.

1.576 cas de morsures de chiens en six mois

Mahi Ahmed

Le bilan semestriel du service de la prévention de la direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière de la wilaya de Relizane indique que les cas d'intoxication alimentaire sont nettement inférieurs par rapport à la même période de l'année dernière. Il est fait état ainsi de 61 cas d'intoxication alimentaire au

cours des six premiers mois de l'année en cours alors qu'on avait enregistré 250 cas en 2014. Le bilan signale que cette baisse sensible revient en premier lieu aux campagnes de sensibilisation menées par les services concernés à la radio locale et les titres de presse. Le service de la prévention appelle les citoyens à plus de vigilance durant la saison estivale afin de se prémunir d'éventuelles intoxica-

tions. Par ailleurs, l'on indique que les cas de morsures de chiens ont pris une courbe ascendante avec 1.576 cas signalés au cours du premier semestre de cette année, ce qui a provoqué l'urgence de déclencher le programme des campagnes de battue de chiens errants opérées par les services compétents en application de l'instruction de la wilaya qui stipule que mieux vaut prévenir que guérir.

CHLEF

Séjour pour enfants assistés ayant réussi aux examens scolaires

Abbad Miloud

Madame la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a pris la décision de l'organisation d'un séjour d'une durée de six jours au Centre national de formation du personnel spécialisé (CNFPS) de Birkhadem à Alger au profit des pensionnaires des différents établissements chargés de la protection de l'enfance ainsi que les enfants assistés ayant réussi aux examens de fin du cycle primaire, du brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat pour cette année scolaire 2014/2015. Pour ceux de la région ouest du pays, ils sont au nombre de onze issus de quatre wilayates, en l'occurrence, Oran, Tlemcen, Tiaret et Chlef. Le regroupement a eu lieu avant-hier à la DAS de Chlef. Le directeur de l'action sociale et ses principaux collaborateurs leur ont ré-

servé un accueil des plus chaleureux. Ce dernier, dans une courte allocution, les a félicités pour les progrès réalisés le long de l'année scolaire et les a exhortés à persévérer davantage dans leurs efforts et d'être surtout méthodiques pour l'obtention d'autres réussites scolaires et universitaires. Lors de leur déplacement, la journée même vers Alger, l'encadrement des onze enfants a été assuré par une éducatrice spécialisée désignée par la DAS.

Cette louable initiative de la représentante du gouvernement va encourager certainement les élèves à déployer davantage d'efforts pour la réussite aux différents examens scolaires, d'une part, et d'autre part, elle leur permettra de découvrir la beauté naturelle de leur pays et ses immenses potentialités touristiques et aussi cultiver des liens avec la population de la wilaya d'Alger et d'autres régions du pays.

Une femme secrétaire générale de wilaya

Une nouvelle secrétaire générale de la wilaya, en la personne de Mme Brahimi Amina, a été installée dans ses nouvelles fonctions ce lundi. Une première dans la wilaya de Chlef puisque auparavant, cette fonction a été toujours de l'apanage des hommes. Mme Brahimi Amina occupait la fonction de chef de daïra de Zahana dans la wilaya de Mascara. Son prédécesseur

qui était en poste à Chlef depuis plus de cinq ans a été admis à la retraite. Par ailleurs, dans le sillage des mouvements des hauts responsables, il y a lieu de mentionner celui du colonel Bouarroudj, commandant du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Chlef qui, lui aussi, a été muté dans la wilaya de Ouargla pour occuper la même fonction.

Explosion d'une conduite de gaz : deux blessés graves

Deux personnes ont été gravement blessées par l'explosion d'une conduite de gaz située à la sortie nord de la ville de Boukadir. Cet accident est survenu, lundi, à la suite de travaux entrepris par une entreprise dont, par mégarde, un de ses engins a heurté puis percé la conduite principale, ce qui a provoqué une explosion

suivie d'un incendie. Les deux ouvriers qui travaillaient sur le chantier ont été évacués rapidement vers l'hôpital d'Ouled Mohamed dans la banlieue de Chlef. Selon nos informations, les deux blessés ont subi dès leur admission à l'hôpital plusieurs interventions chirurgicales et leur diagnostic reste engagé.

Un fonctionnaire des impôts sous les verrous

Un fonctionnaire des impôts a été pris en flagrant délit de corruption par les éléments de la brigade de recherches et d'investigation (BRI). Selon nos informations, ce fonctionnaire des impôts aurait demandé la somme de 7 millions de centimes à un entrepreneur en contrepartie de «lui alléger la note de ses impôts». Devant ce chantage, le chef de cette entreprise a avisé le parquet puis les policiers qui ont tendu

une souricière au fonctionnaire. La transaction une fois accomplie à quelques mètres du palais de justice de Chlef, les policiers ont appréhendé le suspect en possession de la somme d'argent remise par l'entrepreneur. Présenté devant le procureur, l'indélicat fonctionnaire a été écroué à la prison d'arrêt de Chlef. A noter que la personne interpellée a été déjà poursuivie en justice pour les mêmes motifs.

Bencherki Otsmane

ABOU HASSAN

Mort suspecte à Khalloul

Bencherki Otsmane

Les pompiers de la caserne d'Abou Hassan ont été informés, au cours de la nuit du mardi, par les gendarmes de cette même localité de la découverte d'un cadavre d'une mère de famille à l'intérieur du domicile conjugal. Aussitôt prévenus, les pompiers se sont rendus sur les lieux du drame pour évacuer le corps de la victime à la morgue de l'hôpital de Ténès.

Selon une source hospitalière, la victime répondant aux initiales Ch. K., âgée de 40 ans, originaire de Khalloul, ne présente pas de blessures apparentes. Toutefois, le procureur de la République près le tribunal de Ténès a ordonné une autopsie afin de déterminer avec exactitude les causes du décès.

A noter que l'époux de la défunte a été entendu par les enquêteurs qui ont décidé de prolonger sa garde à vue.

ALGER

Les associations d'aide aux cancéreux tirent la sonnette d'alarme

L'alliance des associations d'aide aux cancéreux, dans 10 wilayas, a tiré, mardi à Alger, la sonnette d'alarme sur «la situation catastrophique» de ces malades. A cet égard, la présidente de l'alliance, Hamida Kettab a affirmé, lors d'une conférence animée au forum du Quotidien «Deka News», que la situation des cancéreux «régresse, de jour en jour», soulignant que l'écart entre les rendez-vous fixés pour la radiothérapie «est passé de 5 mois ces dernières années, à une année et demie, en 2015». Elle a appelé au remboursement par la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), des séances de radiothérapie, effectuées au secteur privé; une seule séance coûtant près de 12.000 DA.

Elle a cité, à cet effet, le cas des patientes atteintes du cancer du sein ayant subi une ablation et «leurs souffrances», outre l'écart important entre les différentes séances de radiothérapie. Il ne s'agit pas d'un problème d'équipements ou de structures mais plutôt d'un problème de gestion», a-t-elle

estimé, soulignant que «la situation empire, de jour en jour». Déplorant le fait que certains malades ne bénéficiaient pas de chimiothérapie, au sein des établissements hospitaliers publics, Mme Kettab a souligné «l'absence d'une prise en charge de la douleur et la pénurie de calmants (morphine)», appelant à «veiller à la préservation de la dignité du patient».

Noura Boulazrag, présidente de l'Association 'El-Amal', de la wilaya de Batna, a cité le centre de cancérologie de cette wilaya, ouvert en 2014, qui «enregistre un manque, dans plusieurs spécialités et qui est incapable de prendre en charge les patients originaires des 10 wilayas voisines». Le représentant de l'Association de la wilaya de Jijel, Mourad Boukraâ dit que leur centre connaît, également, une situation déplorable qui déteint sur les malades de cette ville, soulignant la nécessité de «poursuivre l'action des associations, en vue d'améliorer la prise en charge des malades atteints de cancer.»

La représentante du ministère de

la Santé, de la Population et la Réforme hospitalière, Salima Meghmoun a indiqué qu'après l'ouverture des centres de Sétif et Batna et la réhabilitation du centre anticancéreux de Constantine, l'écart entre les différentes séances a été réduit, rassurant les associations quant à l'ouverture et l'équipement de nouveaux centres, à la fin de la l'année en cours.

Au sujet de la prescription de l'ordonnance de chimiothérapie et l'obligation faite au patient de les obtenir en dehors des hôpitaux, Mme Meghmoun a appelé les malades concernés à soumettre leurs ordonnances, directement au ministère pour ouvrir une enquête et aider ces patients à acquérir leur médicament. S'agissant de la pénurie des médicaments dans les hôpitaux, le directeur de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), M'hamed Ayad a insisté sur la distribution régulière des médicaments, aux différents établissements hospitaliers, soulignant la disponibilité d'un stock de sécurité, à la Pharmacie centrale.

Une journée sans voitures

La 7^{ème} édition de la «Journée sans voiture» dans certains quartiers d'Alger centre, sera organisée, vendredi, de 9h à 19h, annoncent, mercredi, la Radio nationale et la wilaya, à l'origine de cette opération, qui vise le respect de l'environnement.

«Forts de l'expérience et du succès des six dernières éditions de la «Journée sans voiture» et grâce à la forte participation des citoyens, la radio algérienne et la wilaya d'Alger ont décidé de reconduire cette opération, ce vendredi 31 juillet», indique un communiqué

des organisateurs. Ce vendredi de 9h à 19h, les automobilistes ne pourront pas circuler, entre la rue Didouche Mourad (à partir du siège du ministère de l'Habitat) et la Place des Martyrs dans la Basse-Casbah, en passant par la «Grande poste», les boulevards Zighout Youcef, Che Guevara ainsi que la rue Aslah Hocine, selon la même source. Lors des six dernières éditions, la police bloquait tous les passages menant au circuit choisi pour le déroulement de cette «Journée sans voiture».

Parmi les objectifs de cette ma-

nifestation, les organisateurs citent le respect de l'environnement, avec moins d'émission de gaz toxiques dégagés par les véhicules, et l'incitation des citoyens à la marche pour mieux découvrir leur ville. Cette manifestation, qui sera lancée à la 'Grande Poste' en présence du ministre de la Communication Hamid Grine et du wali Abdelkader Zoukh, permettra, à la population, notamment les jeunes, d'assister à diverses activités culturelles et sportives, prévues tout au long du parcours choisi, indiquent les organisateurs.

MÉDÉA

31 tonnes de denrées alimentaires saisies

Rabah Benaouda

Pas moins de 785 procès-verbaux établis, pour différentes infractions à la pratique commerciale, 31 tonnes de denrées alimentaires, de toutes sortes, saisies et 58 fermetures administratives de locaux commerciaux proposées, a été le bilan définitif des activités des différents bri-

gades du service de «la Répression des fraudes et la Protection du consommateur», relevant de la direction du Commerce de la wilaya de Médéa, durant le mois sacré de Ramadhan qui vient de s'achever.

Un mois, tout au long duquel, ces brigades, une soixantaine, ont été omniprésentes à travers les 19 daïras que compte la wilaya de Médéa,

comme le souligne le communiqué de presse, émanant de la direction du Commerce de la wilaya de Médéa. A noter que dans ces 31 tonnes de denrées alimentaires saisies, 22 étaient constituées de céréales, saisies par les services du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Médéa, car en situation de fraude.

BLIDA

Le nouveau wali installé

Tahar Mansour

C'est en présence du wali par tant, M. Mohamed Ouchen, du P/APW, M. Mohamed Zitouni, des autorités civiles et militaires de la wilaya, des chefs de daïras et des représentants de la société civile, que le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Noureddine Bedoui, a procédé à l'installation de M. Bouazghi Abdelkader, dans ses nouvelles fonctions de wali de Blida. Lors du discours prononcé, à cette occasion, le ministre de l'Intérieur a réitéré la volonté du gouvernement d'œuvrer, toujours, pour un meilleur cadre de vie pour le citoyen et une meilleure prise en charge de ses besoins et de ses doléances.

Il affirme que c'est dans cette optique que le président de la République a procédé, à ce vaste mouvement, dans le corps des walis, touchant ainsi 37 wilayas et 17 wilayas déléguées.

Il a, aussi, mis en exergue la volonté du gouvernement de ne point revenir sur les acquis sociaux des Algériens, que ce soit pour le lo-

gement, l'abrogation de l'article 87bis dont il a annoncé l'application pour le mois d'août 2015, avec effet rétroactif à janvier 2015, les dispositifs d'aides pour les jeunes et tous les programmes sociaux, lancés ou à venir.

Ceci malgré la baisse du prix du pétrole sur le marché mondial. Il rappela, ensuite, les orientations du président de la République en ce qui concerne la consolidation des acquis, à tous les niveaux, surtout ceux se rapportant à la réconciliation nationale, afin de raffermir les liens de fraternité entre tous les Algériens et en barrant la route au terrorisme dont a eu à souffrir, seule, l'Algérie, durant les années 90 et qui essaie, par intermittence, de se réinstaller dans notre pays. Il a appelé, aussi, tous les Algériens à faire face aux dangers qui la guettent, à partir des pays voisins dont la situation sécuritaire est plutôt précaire.

Après avoir mis en exergue les travaux réalisés par l'ancien wali de Blida, M. Mohamed Ouchen, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a exhorté le

nouveau wali à mettre en valeur son expérience pour continuer l'œuvre de ses prédécesseurs et dynamiser tous les secteurs, dans cette wilaya aux potentialités riches et variées, en agriculture, en industrie, en tourisme.

Quant à M. Abdelkader Bouazghi, le nouveau wali de Blida, il a assuré, au ministre, qu'il œuvrera de toutes ses forces, de nuit comme de jour, afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens de la wilaya, de veiller à la bonne marche de toutes les institutions sous sa responsabilité et a profité de cette prise de parole pour demander à tous de l'aider pour le bien-être des citoyens.

Enfin, M. Mohamed Ouchen, l'ancien wali de Blida, a exprimé ses vœux de réussite à son remplaçant, sous les ovations de l'assistance qui a ainsi témoigné de ses capacités de gestionnaire hors-pair qui a su unir la rigueur du travail, la compréhension et le soutien pour tous ceux qui ont travaillé avec lui et la volonté de tout faire pour assurer un meilleur cadre de vie pour les citoyens.

BATNA

Une meilleure visibilité des productions littéraires féminines

Les productions littéraires féminines doivent avoir une «meilleure visibilité», ont considéré, mardi, les participantes aux 2^{èmes} journées «Belkiss maghrébine et littérature féminine», organisées à l'Office de la Culture et du Tourisme de Ain Touta (Batna). Des poétesses tunisiennes, libyennes et jordaniennes, ainsi qu'une quarantaine de poétesses et de chercheuses en littérature représentant 22 wilayas du pays, sont réunies dans le cadre de cette rencontre de 3 jours, initiée par l'Association culturelle 'Belkiss' de la ville de Ain Touta, pour disséquer la thématique de la représentation des femmes, dans le champ de la création poétique et littéraire. La poétesse Maïssa Boutiche d'El Eulma (Sétif), a estimé que la femme est «dotée d'une plus grande sensibilité qui la rend plus encline à sonder les secrets humains, alors que son approche des arcanes de la vie, en matière de création littéraire est plus probante, notamment, lorsqu'il s'agit d'analyser les

souffrances et les espoirs de l'Humanité».

Dans ces conditions, il devient nécessaire, selon elle, «d'explorer la marginalisation que la femme a endurée, hier et aujourd'hui». Pour sa part, la poétesse et conteuse jordanienne, Ritha Hassan a fait part de son «refus» d'évoquer une «spécificité féminine ou masculine» dans la création littéraire. Elle a dénoncé, à ce propos, une «ségrégation» figée et injuste qui fait fi des critères de créativité. D'autres intervenantes ont mis en lumière l'apport culturel et artistique «croissant» de la femme, dans la zone maghrébine et arabe à l'heure des grandes mutations imposées par la mondialisation, en cours.

«La femme cherche souvent à donner le meilleur d'elle-même et sa vision des phénomènes n'est nullement verticale ou transcendante, mais repose, plutôt, sur une vision qui prend sa source dans son intériorité et qui est, par conséquent, plus claire et plus profonde», ont estimé les participantes à cette rencontre.

ANNABA

Des «unités» pour surveiller les routes

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, a annoncé, mardi après-midi, au cours d'une visite de travail, à Annaba, la mise en place, dès septembre prochain, d'unités de surveillance et d'entretien du réseau routier national (USIR).

Ces structures auront pour mission d'entretenir, en permanence, et de maintenir en état, le réseau routier du pays, notamment les chemins de wilaya (CW) et les chemins communaux (CC), pour désenclaver les populations, faciliter leurs déplacements et dynamiser l'activité économique, a souligné le ministre. L'entretien systématique des routes du pays est, également, de nature à favoriser la création et le lancement des activités de nouvelles PME, a également, estimé M. Ouali, avant d'insister sur «l'intégration, dans les activités quotidiennes des acteurs du secteur, d'une +culture de l'entretien+».

Le ministre des Travaux publics s'est rendu, à son arrivée à Annaba, en provenance de la wilaya voisine d'El Tarf, sur le chantier de la nouvelle aérogare de Annaba où il s'est enquis de l'état d'avancement du chantier de réhabilitation du parking avions E. Le retard accusé par ce projet qui devait être livré, en juillet dernier, et qui affiche à l'heure actuelle un taux d'avancement de l'ordre de 80%, doit, impérativement, donner lieu à une énergique reprise en mains, a souligné le ministre, à l'adresse de l'entreprise de réalisation qu'il a instruite à l'effet d'achever les travaux en septembre prochain. «Tout nouveau retard ne sera pas toléré», a martelé M. Ouali, avant d'insister sur la nécessité de confier ce type de projets à des entreprises qualifiées, disposant des moyens humains et

matériels pour livrer les projets qui leur sont confiés, dans les délais impartis. Le ministre qui a, également inspecté, au cours de sa visite, le projet de revêtement de la RN16 sur 10 km, entre Annaba et El Hadjar, s'est rendu sur le site du projet d'aménagement de l'entrée ouest de Annaba. Ce projet structurant actuellement en phase d'études, devant être financé, à hauteur de 5 milliards de dinars, nécessitera la construction de 4 échangeurs, d'un pont de 360 m et d'une voie double. Cet aménagement qui reliera le carrefour de Sidi Brahim à la cité Seybouse fluidifiera la circulation, dans cette partie de la ville et facilitera, notamment, l'accès vers le port de Annaba, ont indiqué les responsables locaux du secteur.

M. Ouali s'est, également, rendu au port de Annaba où il a, notamment, reçu des explications sur le projet (achevé) de dragage du bassin portuaire. Une opération qui a permis, a-t-on indiqué, d'augmenter le tirant d'eau et de faciliter les évolutions et l'accostage des navires à tonnage important. Le ministre a clôturé sa tournée sur le chantier de réparation de l'effondrement survenu sur le CW15, à Sidi Aïssa, sur les hauteurs de Annaba. Il a fixé, in situ, un délai de 2 mois pour le confortement du tronçon détérioré et signifié son accord pour l'octroi d'une enveloppe de 400 millions de dinars, pour la réalisation de ce projet qui donnera lieu à la construction d'une déviation de 1 km. M. Abdelkader Ouali a présidé, en début de soirée, une séance de travail qui a réuni, au siège de la wilaya, les responsables et les cadres de son secteur, exerçant dans les wilayas d'El Tarf et de Annaba.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

14 chouel 1436

El Fedjr
04h10

Dohr
12h55

Assar
16h44

Maghreb
20h00

Icha
21h32



Cigarettes: les spéculateurs enflamment le marché

Abdelkrim Zerzouri

Les fumeurs ont été stupéfaits, ces derniers jours, par une hausse surprise des prix qui ont touché certaines marques de cigarettes produites par la Société nationale de tabacs et allumettes (SNTA), sans épargner d'autres marques étrangères. Ces augmentations qui varient entre 10 et 20 dinars concernent des marques qui enregistrent une forte demande de la clientèle, à l'enseigne d'une hausse de 20 dinars sur le paquet de cigarettes "Rym" et le tabacs à chiquer, écoulés au prix de 110 dinars au lieu de 90 dinars, alors que d'autres marques qui connaissent une faible distribution ont gardé leurs prix stables. Pareille pour les marques étrangères qui enregistrent une augmentation allant de 10 à 40 dinars. Cette hausse des prix a provoqué l'ire des clients qui dénoncent «un vol organisé» au vu et au su de toutes les autorités compétentes. «Comment peut-on qualifier cette augmentation des prix de la cigarette sinon de «vol qualifié»?», s'exclament avec indignation des fumeurs. «Ces gens se sucent sur notre dos et personne n'ose les remettre à leur place», clament d'autres consommateurs. Où sont les contrôleurs des prix et pourquoi la SNTA et la STAEM SPA Algérie ne font rien pour préserver leurs marques de cette sauvage spéculation? D'après des explications des buralistes, le marché de la cigarette s'enflamme à la faveur de plusieurs facteurs «dopants», principalement la spéculation imposée par les barons de la cigarette à la veille de la fermeture des usines de fabrication de tabacs, pour cause de départ collectif des travailleurs en congé. Nos interlocuteurs font remarquer que officiellement, rien n'a changé en matière de prix des cigarettes. D'autres relèveront que cette hausse intervient à la veille de la fermeture de l'usine de la SNTA, chose qui laisse clairement voir la main des spéculateurs. «Les barons de la cigarette se sont accaparés de toute la production à la veille de l'arrêt de l'usine de la

SNTA, notamment les marques de tabacs qui enregistrent une forte demande, et ils imposent maintenant leur diktat en fixant les prix à la consommation », affirme-t-on. Des buralistes avouent que «les prix sont bel et bien fixés en dehors du circuit officiel, le marché est monopolisé par quelques grossistes et ce sont ces derniers qui imposent aujourd'hui les prix». Certains buralistes rappellent que c'est la même rengaine qui revient chaque année à la veille du mois d'août, la SNTA ferment ses usines et les spéculateurs n'en attendent pas moins pour sauter sur l'occasion, faire main basse sur la production et imprimer aux prix la courbe qui les arrange. «Mine de rien, sur une augmentation de 20 dinars par paquets, on brasse plusieurs milliards de gains illicites en quelques semaines», soulignent des buralistes. Ces derniers, souvent cibles directes de la colère des fumeurs à la suite de ces augmentations de prix, précisent-ils, alors qu'ils sont eux-mêmes à la merci des spéculateurs». «Notre marge bénéficiaire reste la même, on achète plus cher sur le marché de gros et il est tout à fait logique qu'on vende un peu plus chèrement au détail», indiquent-ils encore. Contacté par nos soins, un cadre de la SNTA assure de son côté que «la production mise à la disposition du marché à la veille des départs en congé couvre largement la demande durant tout le mois d'août et qu'il n'y a, en conséquence, pas lieu de s'affoler et provoquer une forte pression sur la demande qui induirait automatiquement l'envolée des prix». Quant à la direction du Commerce, son premier responsable, M. Boularak, interrogé au sujet de cette hausse sauvage, il indiquera que ses services ne sont pas concernés par les contrôles de prix des cigarettes, «c'est un marché où les prix sont libres», a-t-il soutenu. Comme personne ne semble à point nommé pour maîtriser cette hausse sauvage des prix de la cigarette, il reste aux fumeurs à réduire leur consommation ou se défaire carrément de cette habitude qui coûte de plus en plus cher.

Inscription des nouveaux bacheliers Début du dépôt des recours

A. Mallem

En visite d'inspection et de travail hier à Constantine où il est arrivé à 13h environ, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M.Tahar Hadjar, s'est rendu en premier lieu à l'université des Frères Mentouri pour s'enquérir des opérations d'inscription des nouveaux bacheliers 2015 au niveau des pôles universitaires constantinois constitués, outre cette dernière université, des nouvelles universités de Rabah Bitat et Abdelhamid Mehri et de l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader, de l'école normale supérieure du Mansourah et autres facultés dépendant du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Les résultats des inscriptions de tous les pôles universitaires de la wilaya ont été regroupés à ce niveau et présentés au ministre et les dépôts de recours ont débuté hier. Dans le même campus des frères Mentouri, le ministre a visité une exposition des projets d'infrastructures de recherches composées de 11 centres spécialisés dans la pharmacologie, la technologie des matériaux, la recherche en chimie de l'environnement moléculaire et structurale, les sciences humaines, etc. Selon le professeur Abdelhamid Djakoune, recteur de l'université des frères Mentouri, trois de ces centres sont déjà en cours de réalisation au niveau de la nouvelle ville Ali Mendjeli où leurs plates-formes ont été déjà mises en place.

Sur le même site, M. Hadjar a posé la première pierre du projet de réalisation de l'incubateur qui va accompagner les centres de recherches et la production scientifique dont les résultats se traduiront par la création d'entreprises qui seront lancées par les étudiants en fin de cycle universitaire. Selon les concepteurs de ce projet, il s'agit d'une première en Algérie. L'incubateur est conçu comme un espace réservé pour les étudiants qui terminent leurs études. Dans ce centre, ces derniers seront constamment mis en contact avec des chercheurs qui vont les encadrer pour mettre sur pied leurs nouvelles stratégies personnelles concernant la création de leurs entreprises dans toute sorte de technologie de pointe. Leurs projets vont traverser d'abord une période d'incubation qui va s'effectuer à l'intérieur de ce centre et ils seront encadrés et suivis sur les plans scientifique, aussi bien que technique et financier, par des chercheurs du début jusqu'à la fin de leurs projets. Le projet de centre incubateur a été évalué à près de 21 milliards de centimes et le délai de réalisation est prévu sur 20 mois. Se rendant ensuite à l'institut national des technologies de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Inataa), le ministre a visité le chantier de réalisation d'une base technologique de l'agroalimentaire. Et avant de regagner Alger, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a rendu visite aux universités Rabah Bitat et Abdelhamid Mehri, pôles situés dans la nouvelle ville Ali Mendjeli.

Entre la grande bleue, l'étranger et la monotonie de la vie quotidienne

Par Razika Bessikri de l'APS

Les aoûtins constantinois se posent, depuis la fin du mois de Ramadhan, cette question lancinante : faut-il se rendre sur une plage de la région, aller se «prélasser» à l'étranger (en Tunisie, notamment) ou se résoudre à s'accommoder de la monotonie ambiante? Question cornélienne s'il en est, d'autant que pour s'offrir des vacances dignes de ce nom (ou à peu près), il faut mettre la main à la poche, ce qui n'est pas du tout évident lorsque l'on sort exsangue d'un mois de jeûne et d'un Aid El Fitir plutôt ruineux. Il faut savoir en effet que les villes de l'intérieur du pays (même si, pour ce qui est de Constantine, capitale 2015 de la culture arabe, la ville offre quelques choix de soirées culturelles), le choix, déjà très réduit en termes d'espaces de détente et de villégiature, dépend aussi (et surtout) du budget que l'on peut consacrer à une «escapade». Il est de notoriété publique que pour la plupart des Constantinois, la saison estivale, synonyme de canicule, est celle du famiente sur les plages du littoral des wilayas limitrophes comme Skikda, Annaba, El Kala (El Tarf), Béjaïa ou Jijel. Cette dernière est d'ailleurs devenue, ces dernières années, l'une des destinations privilégiées à la faveur, d'une part, du retour de la paix après la décennie noire qui a beaucoup touché cette ville et, d'autre part, des possibilités

d'hébergement offertes par cette ville côtière. «J'ai pris l'habitude de me rendre avec femme et enfants à la plage du Grand phare (à 6 km à l'ouest du chef-lieu de Jijel) au sable fin et doré et ce sera une nouvelle fois ma destination pendant mon congé annuel qui débutera le 1^{er} août prochain», souligne Omar, jeune cadre dans une entreprise publique, qui a déjà loué une petite maison en bord de mer. Saci (39 ans) n'aura pas la même chance qu'Omar puisque ce maçon père de quatre enfants, qui affirme que le salaire de 25.000 dinars que lui verse un entrepreneur privé «ne (lui) permet même pas, en effet, de songer à louer un appartement ni encore moins de réserver dans un hôtel, fût-il de catégorie inférieure», annonce qu'il serait «très heureux» de pouvoir emmener sa petite famille à la plage, «ne serait-ce que pour une journée». Justement, lorsqu'il s'agit d'un aller-retour dans la même journée, Skikda reste la destination la plus prisée, malgré le trafic automobile «démentiel» que connaît, en été, la route nationale (RN) 3 reliant Constantine à Skikda, en particulier durant les week-ends. «Serviette sur l'épaule, accompagné de mes amis, je suis déjà parti à la plage de Ben M'hidi (ex-Jeanne d'Arc, à Skikda, ndlr) au deuxième jour de l'Aïd en raison de sa proximité et je planifie de me rendre à la plage chaque week-end car je me débrouille pendant les autres jours de semaine pour collecter les frais

de ce voyage hebdomadaire», souligne Lotfi, un jeune de 17 ans. Il y a encore cette catégorie de Constantinois qui ont le privilège de pouvoir séjourner à l'étranger. Les gérants de plusieurs agences de voyages et de tourisme implantées à Constantine sont unanimes : la Tunisie et la Turquie restent les deux destinations les plus demandées en cette période de départs en vacances. La destination Tunisie, notamment, n'a rien perdu de son attrait malgré les problèmes sécuritaires qui ont récemment affecté ce pays voisin, d'autant que des promotions intéressantes sont proposées par les tour-operators. Et puis il y a les autres, tous les autres qui, comme Mahieddine, un fonctionnaire de 40 ans, resteront bien sagement à l'ombre des ponts de l'antique Cirta. «Je n'oublie pas qu'il y a la rentrée des classes qui se profile à l'horizon et avec 6 enfants scolarisés je ne peux malheureusement pas me permettre de vacances», lance cet employé de commune dans un haussement d'épaules. «Je me contenterai, dit-il, de me rendre en famille place de la Brèche ou à Sidi Mabrouk pour déguster des glaces ou, en soirée, dans un des concerts organisés à Constantine avec, peut-être, des petites virées dans la forêt récréative d'El M'ridj (El Khroub) pour rechercher un peu de fraîcheur», ajoute Mahieddine qui semble faire, comme des dizaines de milliers de Constantinois, «contre mauvaise fortune bon cœur».

Rue des Maquisards

Une évacuation sous haute surveillance

A. El Abci

Près de 1.150 habitants de la rue des Maquisards, entièrement faite de vieilles maisons et située dans une zone menacée par le glissement de terrain, ont été transférés, hier très tôt dans la matinée vers 05h, dans des logements neufs au niveau de l'unité de voisinage (UV) 16 de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli, en présence d'un impressionnant cordon de policiers. A signaler d'ailleurs, dans ce cadre, que pratiquement toute la ville a été placée sous haute surveillance et particulièrement les sièges du cabinet du wali et de la daïra, où des éléments des services de sécurité ont été déployés en force et ce, en prévision de toute manifestation de mécontents et d'exclus de logement. En effet, il est à rappeler que des dizaines de nouveaux mariés des années 2013, 2014 et 2015

et des célibataires, qui ont été «exclus » de logement des habitants de cette même rue des Maquisards, avaient dimanche dernier bloqué l'avenue Belouizdad et fermé le siège de la daïra qui s'y trouve, pour exiger d'être ajoutés sur la liste des bénéficiaires. Situation qui a engendré des embouteillages monstres au grand dam des automobilistes, qui n'ont eu de cesse de pester contre les manifestants. C'est le wali de Constantine, Hocine Ouadah, qui a supervisé en personne cette opération qui représente le plus gros des relogements, qui ont débuté depuis le 2 juillet en cours et ont porté sur la délocalisation de près d'une trentaine de sites, avec pour objectif de faire bénéficier 3.000 familles d'appartements neufs à la nouvelle ville. Le chef de l'exécutif a affirmé, dans une déclaration à la presse, la tenue des promesses faites de transférer

3.000 familles en ce mois de juillet 2015, d'habitations précaires et d'autres menacées par des glissements de terrain. Et d'indiquer, toujours dans ce sillage, que d'ici le mois de décembre prochain, entre 3.000 et 5.000 autres logements, mais de type social, seront attribués. Il s'agit, dira-t-il, de logements qui sont en voie d'achèvement à Ali Mendjeli, Massinissa, El-Khroub et Aïn Abid. Et de poursuivre : « Cette situation me permet d'affirmer que la crise de logements est en phase de solution et dès 2016 ou au plus tard en 2017, elle sera derrière nous et fera partie du passé ». Par ailleurs, Hocine Ouadah a menacé tous les bénéficiaires de ces distributions d'appartements de les reprendre et d'en dessaisir les locataires qui feront fi du cahier des charges de l'OPGI, en les sous-louant ou en les laissant inoccupés.


Construction sur des terres agricoles Les mises en garde du wali

Le wali de Constantine, M. Hocine Ouadah, a été amené, hier, à donner des éclaircissements sur le cas des 35 bâtisses qui ont été démolies dimanche sur décision des autorités locales parce que leurs propriétaires les avaient érigées sans permis de construire et en dehors du plan d'occupation du sol (POS) et le plan directeur d'aménagement urbain (PDAU) et sur un terrain agricole, situé à proximité de l'aéroport de Constantine. Et à ce propos, le wali s'est montré ca-

tégorique, «vous ne devez avoir aucun doute là-dessus, a-t-il soutenu au journaliste qui a posé la question en marge de la visite de M. Hadjar, il y aura des destructions autant de fois que des constructions illicites sont constatées. Je n'ai cessé de proclamer cela depuis mon arrivée à la tête de cette wilaya». Et de confirmer que les démolitions en question ont été déclenchées pour mettre un terme à ce genre de pratiques et qu'elles vont se poursuivre jusqu'à éliminer complètement toutes les

constructions anarchiques. Et d'insister pour dire que les autorités défendront les terres agricoles en empêchant qu'elles soient envahies par le béton, et ce quelle que soit la nature juridique de ces terres, publiques ou privées. M. Ouadah s'indignera encore de la décision prise par un citoyen propriétaire d'un lotissement qu'il a divisé en 160 lots à bâtir qu'il a mis en vente dernièrement sans autorisation et sans établir de contrats avec les acquéreurs. Les concernés qui nourrissent des ambitions de construire des habitations sur ces terrains sont ainsi prévenus, gare à la démolition !

A.M.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs					
14 choul 1436					
El Fedjr 03h58	Dohr 12h41	Assar 16h30	Maghreb 19h46	Icha 21h17	

APARTEMENTS

■A vendre dans Programme neuf à El Bir El Djir côté Pépinière ORAN Cité « Bel Horizon » - Appartement F4 - 90 m². Neuf. Jamais occupé - Si vous êtes intéressé merci de contacter Mr Lahouari au : 0772.78.25.06

■Loue F2 ouvert. Cuisine, SDB, toilettes, dans une Maison de Maître au Rez-de-chaussée pour jeune couple à St-Eugène ORAN + Petite M.M. de 2 Pces, cuisine, courette, toilettes pour étranger - Nord-Africain à Carteaux. ORAN – Tél : 0771.36.25.87 - 0559.88.73.83

■Loue saison estivale à MERSAT EL HAD-JADJ - ORAN : F1 - F2 - F3 pieds dans l'eau - standing - équipés tout confort pour famille – Tél : 0552.12.20.12

■Vends un luxueux Appartement F2 - 4^{ème} étage à Dar Es-Salam (en face Hasnaoui) - Accepte échange contre un Terrain – Tél : 0555.76.39.03

■Vends F3 avec Désistement au RDC avec une grande cour à SID EL BACHIR – Tél : 0776.92.54.99

■Loue Studio meublé avec garage + terrasse pour 15 jours - 1 mois d'Août - Rond-point Choupot + F2 à côté Commissariat Sabah, meublé pour Août - 0551.39.05.07 - 0775.09.45.04

■A louer Appart F4 au RDC d'une villa avec cour pour voiture située à Fernandville / Bir El Djir - Tél : 0549.88.25.00

■Loue très beau F3 très bien situé, Miramar à 100 m du Front de mer, ensoleillé, pas de vis-à-vis - Possibilité garage – Tél : 0541.77.44.34

■Appartement à louer 2 pièces, propre, Kara II N° 500 SENIA – Appartement à louer 4 pièces, KARMA – Tél : 0559.36.37.03 - 0793.97.27.27

■Vends ou Echange F4 - RDC - Acté - à St-Hubert - contre Maison de Maître - N° Tél : 0796.37.50.19 ou 0559.81.58.06

■A vendre Appartement F3 - 4^{ème} étage. Vue panoramique, en face Stade La Radieuse Maraval – 0771.29.95.93 - Sans intermédiaire SVP. Merci

■Partic. Vend / Loue Appart F5 (115 m²) C.V. d'ORAN (Rue L. Ben M'hidi). 2^{ème} étg. Spacieux et lumineux. Conv. pour Bureaux ou Activ. libérale. Bon Voisin. Locat. 50.000 DA/ mois - Vente : Prix après visite – Tél : 0675.84.58.86 ou 0772.51.20.69

■Vds joli Appart F3 - 5^{ème} étg. 70 m². Ttes Comm. Bloc très calme. Résidence Benkhaldoun (Soteba) Akid Lotfi. Très ensoleillé. Prix 1 M 100 Nég. - Vente : Prix après visite (sans intermédiaire) – Tél : 0772.91.49.93

■Vente Appartement F3 - 4^{ème} étage. 76 m². Boulevard Millenium – N° 0777.05.35.45

■Loue F2 - RDC – Cavagnac. Prix 18.000 U : 28, Rue de la Fonderie près de l'Hôtel ORAN (La Bastille) – Tél : 0554.06.39.16

■Loue dans une Villa : Studio toutes commodités + garage à 100 m de la plage à Ain El Turk - ORAN - Quartier résidentiel, calme et sécurisé – Tél : 0552.96.18.30

■A louer Appart F3 - 2 balcons face cour. Bâtiment Sonatrach Maraval (Souk Larbaâ) - ORAN – Libre de suite – Tél : 0773.15.29.50

■Loue pour saison estivale F2 à TERGA-Ville avec toutes commodités (Plage Terga 7 Km - Sassel 17 Km – Béni-Saf 35 Km) - Période du 20 Juillet au 30 Septembre 2015 – Tél : 0541.672.712 / 0556.73.04.62

■Loue Appart Type F3 meublé à Belgaïd Avenue Belarbi Mohamed - Contactez Tél. N° : 0771.23.19.95

■A vendre F3 - Acté - à Zabana - ARZEW (W. 31) – Tél : 0556.44.49.95

■Loue 2 F3 équipés, climatisés, toutes commodités - Eau H24 - à Paradis-plage - Ain Turk pour période estivale – Tél : 0771.49.90.31

■Loue grand F2 avec terrasse pour période estivale à Paradis-plage, endroit familial – équipé, toutes commodités (clim) + Studios équipés (Clim) à Ain Turk en face Eden - Tél : 0771.12.22.66

■Vends F3 modifié à ORAN (Maraval). 2^{ème} étage. Refait à neuf - Acté + Livret foncier - Prix après visite – Tél : 0553.16.93.30

■Loue F2 à Misserghine - Chauffe-bain + Climatisation + Garage - Meublé - 27.000,00 DA - Versement une année – Tél : 0555.30.68.57

■A vendre Appartement F3 - Acté + Livret Foncier à Maraval Cité les Glycines - N° 0771.69.33.50

■Vente très beau F3 neuf, meublé, avec garage à Résidence les Géraniuns (Ilot G. Bloc G.4) Plaza Immobilier au Bd du Millenium. ORAN - Prix négociable – Tél : 0661.24.69.34

■Vends Appart F3 - Acté - Luxueux. Aménagé 100% - 4^{ème} étg. Akid Lotfi en face Le Carré - Pas de courtier - Prix demandé 1 Milliard 350 U – Tél : 0794.09.85.89 - 0551.82.22.47

■A vendre Appartement F2 - Acté - 8^{ème} étage avec Ascenseur - 43 m² - Haï Yasmine 2 (Es-Salam) ORAN – Tél : 0661.25.49.13 ou 0771.58.18.05

■Vds / Ech. F3 GDYEL. Acté au RDC pour Fonct. Libérale. Refait à neuf - Terrain à BE-CHAR 150 m² Haï El Badr. Acté contre Pte Villa à CANASTEL - BIR EL DJIR - Etude toutes propositions – Tél : 0771.66.26.62 - 0661.81.68.20

■Rond-point Wilaya : Loue F3 - 101 m². Haut Stand. Meublé. Ensoleillé. Toutes commodités. Sécurisé – Ascenseur - Bon voisinage – Tél : 0668.06.73.95

■Akid Lotfi Millenium : Loue 2 jolis F3, neufs, ensoleillés, 80 m² chacun. 2^{ème} étage. Ascenseur. Bon voisinage – Tél : 0668.06.73.95

■TLEMCCEN - CHETOUANE : A vendre ou à louer Appartement F3 - 3^{ème} étage sur boulevard, bien situé (en face Mosquée) - Tél : 0553.04.38.38

■TLEMCCEN : Vends ou Loue F2 - 60 m² - 4^{ème} étage. Toutes commodités - à Cité Nassim - IMAMA à côté OPGI – Tél : 0771.58.34.15

■ORAN - Centre : Loue pour la saison estivale un F3 meublé et équipé - Libre de suite – N° Tél : 0667.41.75.91

■Vends F5 centre-ville ORAN, Rue Mirau-chaux, 109 m², 4^e étage. Ascenseur - place de garage, vue sur mer - Prix 1,450 – Tél : 0555.11.73.27

■A vendre appartement F4 - 89 m² - 1^{er} étage. Cité clôturée. Gardien Jour et Nuit à Haï Yasmine - Bir El Djir - ORAN – Tél : 0542.38.11.81

■Location des Appartements Studio - F2 - F3 - F1 résidence familiale « Sweet Home » à Paradis - Ain El Turk – Tél : 0661.10.51.43

■Loue : F3 Rue Pélissier 2^{ème} (3 U) - Villa à El Kerma (5 U) - Villa à Misserghine (5 U) - Agence « ABDALLAH » - 11 Cavagnac - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Vends Appartement F3 - 1^{er} étage - Cité 72 Logts Haï Sabah - ORAN – Tél : 0549.36.91.29

■A vendre ou Echange F4 - 3^{ème} étage. Acté. Avec une chambre à la terrasse - contre un petit Haouch ou F3 : Vue panoramique sur le jardin quartier Miramar - ORAN – Tél : 041.40.76.59 ou 041.33.18.56

■Particulier loue son appartement bien situé à CANASTEL Résidence Salam, équipé et meublé - Contactez ce N° : 0783.18.56.76

■Loue Appart F3 au 1^{er} étg. Zitouna Dar El Beïda - ORAN - Climatisé + Chauffage - Vue sur Bd Castors - Contrat d'un an + / Pas d'intermédiaire - Caution 1 mois – Tél : 0777.33.75.74

■A vendre Résidence F5, bon état, sis MAR-SA BEN M'HIDI (Ex-PORT-SAY) Wilaya de TLEMCCEN – Sup. 100 m² - Acté - Vue sur mer. 4 balcons, dans un complexe avec gardiennage – Tél : 0662.72.35.73 ou 0776.77.04.54

■Bureau d'Affaires : Vente F3 Akid Lotfi, 3^{ème} étage, vue sur le Bd - Acté - Libre de suite – Tél : 0550.27.94.94

■A vendre F3 à STIDIA (W. 27) - Acté - N° Tél : 0669.63.84.96

■Loue pour saison estivale F2 très bien meublé à Akid Lotfi - ORAN - Tél : 0669.42.83.19

■Rond-point Pépinière - Résidence de 4 étages : Vds F3 (100 m²) et F4 (130 m²). Fin des travaux dans un an. Possibilité de vente sur plan et en plusieurs tranches - Prix 130.000 DA/m² + place parking 1.000.000 DA – Tél : 0541.85.63.36 / 0560.34.71.35

■A vendre F3. Acté. RDC. Cité 790 Logements Bloc 621 N° 01. USTO. ORAN - N° Tél : 0770.96.41.06 - 0771.61.00.91

■A vendre F3 - 2^{ème} étage - Acté - Hassi Maf-soukh – W. ORAN – Tél : 0661.21.75.84

■A louer saison estivale Bouisseville plage Ain El Turk pieds dans l'eau accès direct à la mer des Studios F2 équipés – Tél : 0540.57.41.42

■A.V. F3 modifié F4 - 75 m². 1^{er} étage 500 Logts Gdyel - Prix 700 U. Nég. - Tél : 0790.88.30.91 - 0799.47.13.14

■Vente Appart F3 aménagé F4 (+ Cuisine et Salle de bain). Acté. Toutes commodités - à Yaghmoracen en face de la salle Chahrazed - Libre de suite – Tél : 0675.16.24.02

■A vendre à El MOHGOUN : F4 RDC. Bloc 4 habitants : Cuisine + SDB + couloir + extension + 2 entrées + débarras - PD : 800 M ou A échanger contre plus petit à ORAN (Négociable) - Tél : 0779.98.01.51

■BENI-SAF : Loue saison estivale Apparts dans une Villa vue S/plage - Toutes commodités – Eau H24 - Garage – Tél : 0778.25.17.97

■Vends au 90, Rue de Mostaganem - ORAN : F2 avec cour et cuisine, douche, au RDC – Tél. 0561.55.37.08

■Vends Maison Vieux Bâti - 190 m² - 2 façades à St-Antoine - ORAN – Tél. 0555.20.12.76

■Vends Apparts : F4. 1^{er} étage à Lamartine 100 m² ORAN + F3. 75 m². 4^{ème} étage sur l'avenue à TIARET – Tél. 0555.20.12.76

■Vends Appartement « L'Hippodrome » au Rez-de-chaussée - 75 m² - Tél. 0771.90.87.40 – 0541.34.84.86

■Vends F4. 110 m². 3^{ème} étg. Bien aménagé et bien situé avec toutes commodités (Chauffage, Clim - Internet...) face Rond-point Hôpital 1^{er} Novembre Pyramides USTO - Bir El Djir – Tél : 0552.31.20.66

■A vendre Rez-de-chaussée 200 m² : 4 pièces. C. SB - Acté - avec terrasse - cour dans un immeuble de quatre locataires – Tél : 0794.20.17.86

■A vendre Appartement F2 - Désistement - 4^{ème} étage Haï Sabah - ORAN – Tél : 0771.58.34.39 - 0541.69.26.44

■Vends bel Appartement - Acté - 4^{ème} étage. 2 façades. 3 balcons - 92 m² - Haï Yasmine 2 – Tél : 0661.48.00.92

■PARIS - Loue joli petit Studio équipé - 4^{ème} étage sans Ascenseur - situé République - mois Août – Sept – pas de location à la semaine – Tél : 0659.36.14.61

■Vends Appartement F4. Neuf. 127 m². 3^{ème} étage, ensoleillé, dans une cité calme à Ain Turk derrière la cité militaire aux environs de la Daira - Contacter Tél : 0661.27.03.01

■A vendre F4 + terrasse à Canastel à côté Hôpital Pédiatrie - 3^{ème} étage dans une Villa, avec ou sans garage – Sup. 208 m² - Tél : 0672.46.58.18

■A vendre Appart individuel F2 - RDC - avec cuisine, toilettes, SDB et grande cour - Valable Bureaux ou Cabinet - Possibilité extension - Gambetta - ORAN – Tél : 0555.93.90.15

■Vends Appartement F5 USTO-HLM - 2^{ème} étage - 3 façades - 110 m² - Acté + L.F. - Libre de suite - P.O. : 1,240 M – Tél : 0780.50.17.42

■Vends à Medioni ORAN : 01 Haouch sans façade. Superficie 192 m². Composé de 04 pièces + 04 cuisines – Contacter - Mr Mohamed : 0792.32.13.67 ou Mr Akram : 0770.32.46.97

■Loue des Apparts meublés et équipés et toutes commodités - Garage - Eau H24 - dans un quartier très calme, résidentiel : Trouville - Ain El Turk - ORAN – Tél. 0783.11.00.82

■Particulier vend F3 à Hassi Bouinif - Acte en cours - 3^{ème} étage, près USTO - ORAN – Tél. 0771.20.71.71 – 0779.30.50.35

■Loue super F5 - F3 - F1 Top. Meublés. Climatisés. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V. / S. mer 100 place. Paradis-plage Ain Turk + Loue et Vends plus belle Villa Bousfer-plage meublée, clim, sécurisée – Tél : 0771.84.25.21

■Loue F4 meublé au RDC Dar El Beïda (Haï Zitoune). Parking assuré. Toutes commodités – Tél : 0796.98.07.64

■A vendre F4. 130 m². 3^{ème} étage. Possibilité d'aménagement en F5 - Eau H24 + Tél + Internet. Cité 260 Logts à proximité nouveau marché, école, lycée, mosquée - Prix 1,130 MDA négociable - Ain El Turk – Tél : 0779.10.88.91

■A louer F3 meublé, 5^{ème} étage à Cap-Falcon - Ain El Turk – Tél : 0542.72.46.39

■Cause santé : Vends ou Echange bel F3 et luxueux. 3^{ème} étage. Acté. 72 m². Toutes commodités à Hay Sabah - ORAN – Tél : 0553.85.74.52 - 0772.28.80.37 - 0554.06.11.78

■A vendre F3 duplex R+1 - 1^{er} étage refait à neuf et bien équipé. Entrée hall et pré-entrée + terrasse 80 m² + buanderie 20 m² - Cité 48 Logts à Hassi Ben Okba en face lycée – Tél : 0550.50.67.11

■A vendre un F3, 3^{ème} étage à GDYEL. Refait à neuf - ou Echange contre un F3 ou F4 à ORAN avec rajout de ma part (+ complément) – Tél : 0771.48.57.50

■A vendre ou à louer Appartement F7 - 220 m² - 2^{ème} étage centre-ville d'Oran - Adresse : 30 Bd Emir Abdelkader - Libre de suite – Tél : 0776.85.20.68

■A vendre T1, grande salle, cuisine, salle de bain + toilettes à Trouville - toutes commodités - à 600 mètres de la plage - Prix 600 U à débattre – Contact 0782.53.90.72

■URGENT : A vendre F4 au 2^{ème} étage à Canastel Coop. El Moujahidine - Acté - dans une Villa 159 m². 1.650 U Nég. + Loue F3 au 1^{er} étage Villa 3,5 U/ mois Nég. – Tél : 0696.25.10.08

■Vds Appartement F3 aménagé en F4 - 89 m² (Dble Salon - Séjour - 2 Ch...) Dble façade. Bien ensoleillé. 5^{ème} étg. avec Ascenseur. Bon voisinage. Pas de vis-à-vis - USTO 1500 Logts. ORAN – Tél : 0561.98.48.15

■CAP BLANC : Loue F3 équipé - Eau H24 - Rez-de-chaussée - Durant Août et Septembre – Tél : 0794.95.01.62

■Vends F4 Cité Jean La Fontaine 1^{er} étage. Acté. Toutes commodités. Refait à neuf + Citerne 3.000 litres + Clim + Chauffage ou Echange contre Maison à El Maleh – Tél : 0797.55.11.33

■Vds F4 - Acté - 2^{ème} étage, vue sur mer, double façade - 83,50 m² - cuisine équipée, chauffage, clim, ligne Téléph. + Internet - Cité des enseignants 525 Logts Haï Khemisti - ORAN – N° Tél : 0549.75.19.64

■Part vend Appart F3 aménagé F4 Tour n° 2 Cité Gde Terre niveau prolongement Mairie des Castors. ORAN. 3^{ème} étg. Très ensoleillé. Excel. Voisin. Libre de suite. Tél. Chauffe-eau + Chauff. – Tél. 041.29.62.68

■Vends F4 Résidence Hasnaoui, 127 m² + cave 10 m². 5^{ème} étage. Ascenseur, immeuble de 6 étages, un Appart / palier, cité calme et sécurisée - Prix 2,1 M – Tél. 0555.11.73.27

■Loue grand F2 neuf 75 m² à Bir El Djir à côté de l'hôpital pédiatrique 30.000 DA - Gardien – Tél. 0560.67.58.63 – 041.65.41.36

■Vends Appartement F3 au 2^{ème} étage avec garage individuel Haï El Yasmine (2) en face Hasnaoui (cité clôturée avec gardien Jour et Nuit) - louni-immobilier.com - Tél. 0557.40.97.65

■Vends bel Appart F3 + grand balcon - 1^{er} étage - Libre de suite - USTO HLM - ORAN - Convient Habitation ou Fonction libérale - Toutes commodités – Tél : 0771.77.09.38

■Vends F3 - 90 m² - 1^{er} étage - Acté + LF - aux environs de Pinocchio - Yaghmoracen - Logement libre - PD 14 M – Tél : 0559.74.57.39

■A vendre des Appartements F3 et F4 très bien finis immeuble construction neuve de 5 étages avec Ascenseur et très bien situé à côté de la clinique Abed à Medioni – Tél : 0555.33.54.73

■Pour vos vacances, près de la plage de Cap Falcon (Aïn El-Turck - ORAN) loue Apparts F2 et F3 entièrement équipés, terrasses avec vue sur mer, garage. Possibilité location courte durée – Tél : 0774.42.78.56 – 041.26.52.15 – 0773.84.67.39

■Location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés dans résidence toutes commodités (Restaurant - Sauna - Cafétéria...) à Paradis-plage - Ain Turk - Tél : 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

VILLAS

■A vendre Villa. Sup. 240 m². R+1. Bien située. 05 chambres. 02 salons. 02 cuisines. 03 halls. 02 cours plus garage. Toutes commodités. Es-Senia. ORAN - Tél : 0795.21.91.17 - Appelez de 15 H à 20 H

■URGENT : A louer Villa à Canastel très haut standing de 240 m² au R.CH. avec garage, Gd jardin, F4 Logement et ou Prof. libérale à 100 m de la route principale - Etude toutes propositions - 15 U par/mois – Tél : 0672.54.38.20

■A vendre Villa 140 m² - R+1 - 2 F. à Diar Er-Rahma à MISSERGHINE - Actée - N° 0551.52.57.82

■Vds Immeuble Villa Bir Djir côté Canastel 260 m² nouvelle construction RDC + 3 étages indépendants - chaque étage F6 Gd Stand. 240 m² - Tél : 0540.32.00.28 - 0664.74.30.75

■Vends Maison nouvelle construction à Port-aux-Poules. Sous-sol + RDC - 120 m² - Tél. 0673.39.92.14

■A louer Maison Maître 4 pièces + garage à 42 Logements Sid Chahmi. ORAN – Tél : 0770.35.29.01

■Loue pour l'été une Maison 3 P + C.SB + WC - Eau H24 + garage (Idéale pour la famille) située à 150 m de la plage familiale de Trouville – Tél : 0551.13.38.13

ANNIVERSAIRE

A notre adorable petit garçon
BENDJELLOUL ZAKARIA
qui soufflera sa septième bougie ce Jeudi 30-07-2015.
L'ensemble des familles
BENDJELLOUL et TOBJI lui souhaitent un Joyeux Anniversaire et à cent ans
INCHA'ALLAH.
Tes parents qui t'aiment beaucoup

■MARSA BEN M'HIDI (PORT-SAY) - Vends Villa. Sup. 100 m². Composé de 06 Appartements + Garage - à 100 m de la plage - Tél : 0558.46.07.74

■A vendre Villa R+1 - Actée - 225 m². D.F. près du Bd Millenium. Haï Khemisti - ORAN - Location du Local Dépôt de stock - Cui-rieux s'abstenir - Tél : 0561.08.09.26

■Vends Maison de Maître 64 m² Bâti à ORAN « Taureau » 2 P.C. Salon. Haouch - ORAN Tél : 0793.26.94.13

■Vends Maison de Maître 230 m². RDC + 2. RDC : Magasin. Gd garage - 1^{er} étage : 4 Pces + 1 Gde salle + cuisine. Toilettes - 2^{ème} étage : Appart. à EL-AMRIA Centre - Tél : 0774.28.62.39

■Vends M.M. à St Eugène 224 m². RDC : Gd garage + sanitaires - 1^{er} : 3 Ch. + Cuis. + Pte cour - 2^{ème} : 3 Ch. + Gd Salon (60 m²) - Ch. central + Clim - Nouvelle construction : 32, Bd Belalia Kaddour - St Eugène - Tél : 0794.58.07.84 / 0667.99.31.94

■Vds Villa 186 m². Actée. Nvelle Constr. 02 Faç. à Belgaïd Coop. El Karama. RC : Sal. + salle de séjour + Cuis. + WC + hammam + garage + 02 cours. Bâche d'eau - R+1 : 04 Pces + WC + SDB - R+2 : 01 Pce + WC + SDB + terrasse - Tél : 0661.24.65.76 ou 0561.62.33.24

■Vends M. de Maître. Sup. 130 m². 2 Faç. RDC fini - 1^{er} étage avec entourage et piliers - Actée - FLEURUS - ORAN – Tél : 0772.76.71.10

■Affaire à Saisir : A vendre Villa Nvelle Const. (2011 / 2012) - 201 m². 2 étages. Commerciale - Bon voisinage. Prix raisonnable et à négocier après visite. Ad : Ibn Sina. Victor Hugo près « B » - Tél : 0669.22.53.22 - 0561.69.86.63

■A.V. Maison R+2 - 105 m² dans les ruelles de l'Avenue de Choupot (Cuvelier) - Tél : 0783.06.77.81

■Vds M.M. Sup. 240 m². 2 Faç. en R+1. Cité Chérif Yahia - Es-Sénia - Curieux et intermédiaires s'abstenir S.V.P. - Tél : 0552.42.85.32 - à partir de 18 H 00

■Vends Villa - Rez-de-chaussée + 1^{er} étage. 210 m² - sise à ORAN : 47, Rue Bouguendoura Senouci - St Eugène Hippodrome - Tél : 079.68.13.507 - à partir de 18 H

■A.V. Villas : 170 m² R+1 Millenium + 180 m² 2 Faç. Iule Bernandville R+2 - A louer Villa Bd Morchid R+2 - D.F. 270 m² - Tél : 0795.02.70.10

■Vends à El Ançor 3 Km des Andalouses : Villa neuve R+2 - 2 Faç. 200 m². Pt. Jardin. Puits. Garage 2/3 V. ou Commerce. 4 Ch. 2 WC + SDB + Sal. + Gd hall - à proximité tous les commerces et tout confort - Pour visite Tél : 072.78.25.06 - Houari

■Vends Maison commerciale nouvelle construction Place Fontanelle - Gambetta. ORAN - 2 façades - 358 m² - Rez-de-chaussée Café + 2 locaux + 2 Appartements au 1^{er} étage - Tél : 0661.46.33.14

■A louer Villa haut standing 580 m² avec piscine : 9 chambres, 3 salons, 4 salles de bain, deux garages... etc., dans un quartier résidentiel à ORAN - Tél : 0661.10.16.19

■A.V. Habitation R+1 - 192 m² à Kara 1 - R+2 – 5 P. Hall. Cuis. Cour. Puits. SDB. WC. Garage. Local.

■Vends Villa 225 m². R+1 avec possibilité de construire le deuxième ou plus formant un angle droit - Acté et libre de suite à Tamzoura à 35 Km d'Oran - Tél. 0661.26.70.56

■TLEMCCEN : Vends Maison 187 m² (non finie à l'intérieur) 3 niveaux. Haï Zitoune - Quart. Résidentiel. Style moderne. Superbe vue T. dégagée à 5 min du centre-ville - Tél. 0560.01.71.34

■Loue Maison de Maître individuelle. 120 m². Salon. Chambre. Cuisine. Cour avec Jardin - situé Rond-point Millenium 4^{ème} Pépérikerie - Bir El Djir - Convient Activité libérale - Crèche - Tél. 0778.39.39.36

■Particulier vend Carcasse Actée de 176 m². 02 façades parallèles. Sous-sol + R + 1 à Tamazougha (Saint-Maur) à 30 minutes d'Oran - Pour plus d'info appeler au : 0557.19.40.79

■Loue RDC Maison 4 P + sanitaires. Convient Bureau ou Cabinet médical ou dentaire à Gambetta ORAN - Vends Maison R+1 (Actée) à ORAN - Appeler : 0558.14.35.93

■Vends Villa Gd Stand. à Cité Djamel. 03 Faç. Terrain 537 m². Piscine + jardin. 03 Niv. S/sol + Entresol + 1^{er} & 2^{ème} « indépendant ». 04 Sal + 5 P + 03 Cuis + 04 WC + 03 SDB + hammam + 03 terrasses + 02 cours + garage + ltes commod. - 0770.32.90.24 / 0661.20.65.35

■Vente Habitation à El Hamri R+3 avec Magasin (Fonds de commerce) situé à la Rue de la Sikah - Me contacter : 0772.84.34.25

■Vente Villa de 100 m² - R+3 - Située à EL-AMRIA Centre-ville - Toutes commodités - Me contacter : 0557.68.21.50

■Vds à Douar Boudjemaâ : Villa 160 m² - Actée - Elect. - Eau - Gaz - Finie 100% - Prix négociable - Tél : 0798.15.05.70

■Vends Villa 260 m² - Actée + L.F. - R+1. Quartier la LOFA. Libre de suite (Prix après visite) - Tél : 0555.42.13.97

■Vds Maison RDC + 1 + 1 Niv. Rénovée à neuf. 170 m². Faç. 11 m. Sal. + 2 Pces. Cuis.. Gar. Porte Autom. + Jard. 1^{er} : Gd Sal. + 02 Pces + SDB. Toit. + Gd Couli., Escal. Marbre. Rampe Htée. Dalle de sol Espag., Faç. Marbre griffé. Chaud. murale (09) Radiat. Fenêtre Autom. Rouli. Mischler. Porte bois Hêtre - 0552.98.02.20 - Cur. s'abst. SVP. Adr. Courbet Gambetta

■Vends Villa (MI) bien située Cité Petit ORAN. 200 m². N.C. R+1 - RDC : Garage. WC. Cour. Salon. Cuisine. 2 Chambres. WC. Douche - 1^{er} : 4 Pièces. Cour. WC - 2^{ème} : Terrasse - P. 35 Nég. - Tél. 0791.98.96.14 - 0794.57.90.19

■Location pour Juillet et Août pour famille des Bungalows en Duplex standing au bord de mer Bouisseville Akid Abbès - Ain El Turck - Appeler de 9 H à 13 H et 17 H à 23 H au : 0560.99.02.98

■Vends Hôtel Beauséjour à Bouisseville Akid Abbès - Ain El Turck - ORAN - Prix après visite - Appeler de 9 H à 13 H et 17 H à 23 H au : 0560.99.02.98

■A vendre Immeuble de Vacances à M'sir'da (Plage de Sel) R+4 (3 Appartements indépendants) - Vue imprenable sur la mer et la montagne - Tél. 0770.31.60.80

■Vends grande Villa Haï Si Redouane (La Lofa) R+2 plein Sud. Deux façades. Tout confort et sécurité - Tél. 0770.31.60.80

■A vendre Carcasse R+2. POS 50 sur le Boulevard. Double façade - Bir El-Djir - ORAN - Tél : 0550.572.388

■A vendre Villa - Sous-sol - R+2 - 243 m² Haï Bouamama - Rocher - ORAN - Tél : 0540.33.80.85 - 0557.38.76.67

TERRAINS

■Vente de Terrains de 109 m² à 200 m² - Actés et viabilisés dans un Lotissement clôturé avec gardien à Goini (BOUFATIS) - Prix intéressant - Tél : 0552.13.04.97 - 0555.91.58.42

■ORAN - A vendre Lot Terrain à Douar Naïb - Boutléis - Superficie 252 m². Façade 21 m - Acté - Tél : 0551.41.76.66

■HAMMAM BOUHDJAR. W. 46 - Vds Z. Activités : Terrain. Acté de 500 m². Clôture + Portail. 980 Millions + Terrain 500 m² dont dalle de 300 m². 1 Milliard 950 Millions + Terrain de 500 m² en R+1. Fini. 4 Milliards 600 Millions - Tél : 0778.42.97.80

■AÏN EL ARBA. W. 46 - Vds Terre Agricole de 1 Hectare 68 Ares avec 2 dalles dont 1 de 80 m² + 1 de 60 m². Actée + L. Foncier + Eau - Elect. - Prix 1 Milliard 900 Millions - au bord de route goudronnée - Tél : 0778.42.97.80

■Vds à ARZEW - ZABANA : Lot Terrain 200 m² - 3 façades - Acté avec P.C. - Vue panoramique sur mer - Curieux s'abstenir - Visite sur RDV - Tél : 0795.30.99.93

■Vends 2 Lots de Terrain mitoyens (120 m² + 129 m²) à Bhira « Plage de Sidi MSIRDA » - Tél : 0661.20.65.35 / 0664.03.31.23

■TLEMCCEN : Vends Terrain de 302 m² - Acté + Livret foncier - situé au centre-ville (Haï Agadir) - Tél : 0542.84.87.76

■Vends Lot de terrain à Vieux Canastel 2 façades (15 x 20) 300 m² - Vue imprenable sur forêt et sur mer - sans vis-à-vis - Très sécurisée - Idéale pour une résidence - Tél : 0541.45.44.81

■A.V. Terrain 1.200 m² en face Chérif Othmane Pont Zabana - A.V. Terrain 1.316 m² en face Açyl vue sur mer 22 millions le m² - Tél : 0550.46.12.03

■Loue Terrain industriel à EL BAYADH - Tél : 0771.70.44.65

■Vends des Lots de Terrai - Actés - Viabilisés - dans une résidence fermée à la nouvelle extension de Bir El Djir - Contacter le : 0555.03.33.83

■Vends Terrain nu de 396 m² entre la Pépinière et le Millenium - Contact : 0659.20.93.39

■Part : A vendre un Lot de Terrain (Acté) de 715 m² (22 x 32) dans un grand Bd + Terrain (Acté) de 104 m² façade 8 m à Fernandville - Bir El Djir - ORAN - Tél. 0552.95.18.87

■Vends Terrain 226 m² à Bousfer-plage 1 - Tél. 0550.68.89.85

■Vends Lot de Terrain 160 m² - Acté - à Belgaid - ORAN - Coopérative En-Nasr à côté nouveau Stade Olympique - Mob : 0772.53.83.94

■Vends Lot de 5.200 m² - Acté + Livre foncier à Hssassna 1 Km de Marsa El Hadjadj - Toutes commodités - 1,5 Milliard - Vends 3 Lots centre-ville de Bethioua 300 m² + 250 m² endroit stratégique, 30.000 m² - Curieux s'abstenir - Tél : 0792.21.72.95

■Vends 7.000 m² (Agricole). Acté. Clôturé à El Hamoul / El Kerma - Senia. ORAN - 4.000 DA / m² - Tél. 0540.99.87.80

■ORAN - MISSEGUINE : Particulier vend 02 Terrains à bâtir (Mitoyens) 215 m² 02 FD (Carcasse) + 224 m² 1 FD - Prix très intéressant - Accepte l'échange contre F4 - F5 - Etudie toutes propositions - Contact : 0558.60.50.26

■Location Terrain clôturé. Sup. 6.000 m² Zone industrielle Es-Senia. ORAN - Tél. 0561.35.64.20

LOCAUX

■Vends Cabinet médical ORL (F3) bien situé au centre-ville de TIARET ou cherche un Partenaire avec étude de toutes possibilités - Affluence nombreuse et quotidienne - Tél : 0553.360.289

■AG. AMAR - 0540.33.00.33 - 0771.91.66.82 - Loue locaux : 50 m² Akid + 35 m² + 50 m² + 30 m² Yasmine + Bureau 40 m² + Dépôt 260 m² Bel Air + Salon de coiffure « Dames » USTO-HLM - Vends Local 30 m² + soupenette Akid

■A louer Local d'une Superficie 30 m². Bien aménagé avec sanitaires à l'Avenue d'Arcle - Tél. 0552.32.86.35 - 0778.87.19.21

■Locat. d'un Hangar 1.500 m² qui peut être extensible au double (3.000 m²) Ttes Comm. Eau. Elect. Eclair. Sol en béton. Etanchéité. Administ. R+1. Aire de Station. Caméra de surveillance en cours d'installation etc. Etudie Ttes Prop. Prix après visite. Cur. et courtier s'abstenir SVP - Tél : 0541.83.11.77

■MOSTAGANEM : Vends Local commercial de 42,5 m² à Tijdit à côté de l'Abattoir - Tél : 0555.64.66.05

■A vendre Local commercial 30 m² - Acté - Rue Benali Djilali ex-Lieutenant Dahan, parallèle au Bd Maâta Mohamed - Prix après visite - Tél : 0790.19.89.81

■A louer Pizzeria avec Matériel complet plus Registre de Commerce à l'Hôtel Belkaïd au 9, Rue Bakhti Boumediene - Tél : 043.26.26.82

■Local à louer 25 m² situé à l'adresse suivante : 69, Rue Benhamara Boutkhil (Place d'Armes) - Tél : 0541.23.36.43

■A louer Local à St Eugène près Périphérique. Surface environ 90 m². Confort - Sanitaire - Local très bon état - Convient toutes activités - Tél : 0561.55.11.83

■Loue Local 34 m² Rue de la Caisserie. ORAN - Prix 2 Millions par mois - Tél : 0661.46.33.14

■Vends Local commercial plein centre-ville Emir AEK, ancien restaurant pouvant servir de Restaurant - Labo d'Analyses - Douche - Salle Sport Fitness - Radiologie - Imagerie - Piano Bar - Glacier - Crèmerie - Cafétéria... etc. - Tél : 0771.84.25.21

■Corniche oranaise Bomo-plage : Vends Restaurants 300 m² - Acté - Puits eau douce - Pieds dans l'eau - Convient pour Hôtel...etc. - Tél : 0672.46.58.31

■Local à louer à la Bastille - ORAN - Tél : 0553.74.71.72

■A vendre Locaux commerciaux 60 m² : 22, Avenue Max Marchand - Tél : 0790.53.82.20

■Loue Local 40 m² - Faux plafond - Rideau électrique : Rue BESSOL Allée Rue ADL Chop Bab Hara - Tél : 0772.54.93.64

■A vendre ou à louer : Boulangerie - Pâtisserie (Fonds et Murs) en activité avec un puits d'eau douce - 350 m² - 32 : Rue de la Bastille - ORAN - Prix 2 M 500 négociable - Tél : 0779.50.97.67 ou 041.33.18.56

■Local à louer pour des Sociétés nationales ou internationales : 98 m² avec une terrasse de 80 m² plus trottoir de 8 m Boulevard Millenium - ORAN - Tél : 0541.77.38.88

■Local à louer 35 m² aménagé à Haï Yasmine - B.E.D. - ORAN - Tél : 0542.38.11.81

■A.V. Local 35 m² + sous-sol 35 m² + soupenette 23 m² sur le grand Bd Yasmine - Acté - 1,250 Milliard - A.V. Local 32 m² Yasmine. Brut. 500 U. Acté - Tél : 0550.46.12.03

■Loue ou Vends Local 1.500 m². Couvert - Zone Activités OUED TLELAT - Contact : 0661.20.04.45

■Dépôt : Location longue durée 5 ans et plus. 52 m² (13 x 4 m). Extension 20 x 4 m ORAN-Est près Hôpital Canastel et CAS-NOS - Etude toute proposition - Tél : 0664.74.00.52

■TEMOUCHENT : Vends Local commercial bien situé - 2 F. - 72 m². Cité 100 Logts Tounsi SLP côté Route d'Oran - Tél : 0664.48.21.08

■2 Locaux à louer : Un pour Dépôt - Atelier - Salle pour des cours... L'autre pour Agence touristique - Notaire - Bureautique - Alimentation - Boucherie - Habillement pour Homme... N° 041.45.54.40 - P : 0796.66.40.96

■A louer Local commercial au 4, Bd Djaoudi Abderrahmane derrière Timgad - 32 m² - Centre-ville d'ORAN - Travaux finis - Tél : 0552.95.50.16

■A.V. Locaux : 40 m² 2 F. + 33 m² 2 F. + 23 m² 1 F. Dar Salam - 38 m² Akid Lotfi - 32 m² Yasmine - A louer : 30 m² luxe Millenium - 170 m² Akid - Tél. 0795.02.70.10

■Vds un Local de 27 m² - Acté - non aménagé - situé à l'intérieur de la Cité Aribi à Haï El Yasmine2 côté Hasnaoui - Convient pour : Studio - Garage - Dépôt... Prix 295 U négociable - Tél : 0556.88.72.40

■TLEMCCEN - A louer grand local de 170 m² + cave - bien situé en plein centre-ville ex-Rue de Paris - Convient P / Société - Banque ou autres - Contacter le 0556.23.15.39

■Loue Local commercial en Open Space au 1^{er} étage dans un immeuble très récent, plein centre d'ORAN Bd Hammou Boutléis. Superficie 118 m² - Convient pour Société - Médecin - Avocat, etc. - Tél : 0551.42.09.21

■Loue Magasin 2 rideaux. 140 m². Très bien situé en face marché St-Hubert - ORAN - Convient superette et autres - avec sanitaires, eau, électricité 380 V - Tél : 0770.71.80.32

■A louer 02 Locaux : RDC 150 m². 1er 180 m². Idéal : Bureaux - Cabinet médical - Assurances - Opérateur téléphonique - Banque - Société ou autres - à ORAN - Tél : 0661.20.66.32

■Location Local à Fernandville Boulevard Millenium près du Rond-point Palais d'Or en face Akid Lotfi. 1.200 m² ou Bloc administratif de 250 m² selon besoin du locataire - Prix après visite - Tél : 0550.81.89.14

EMPLOIS

■J.H. 29 ans, Ingénieur d'Etat en Génie Civil, 05 ans expérience, résident à Sidi Chahmi - ORAN - maîtrise Logiciel Inf. (Autocad - Excel - Word) cherche un Travail - N° 0795.33.02.12

■Pizzeria à Bir El Djir - ORAN cherche Pizaiolo et Plaquiste - Tél : 0771.80.65.48

■Société privée recrute Chauffeur Poids Lourd - Expérience exigée 10 ans - Territoire national - Envoyer CV à l'adresse suivante : SARL.FTV.31000@outlook.fr

■Société en Agroalimentaire cherche des Ouvrières (F). Age max. 40 ans. Résident à ORAN. Salaire intéressant. Adresse : Z.I. N° 03 Es-Sénia - ORAN - Tél : 041.51.06.11 - Fax : 041.51.06.12

■Important Complexe Avicole situé dans l'Ouest recherche pour son site d'élevage un Electromécanicien avec expérience et libre de suite - CV par mail : chefrecrete@gmail.com

■Cherche Gérant sérieux pour Cybercafé à Bethioua - Etudie toutes propositions - Tél : 0795.30.99.93

■Recrute Technicien de Maintenance avec expérience dans l'industrie de plastique - Envoyer CV par mail : etsyoussef@gmail.com

■Recrute Technicien en Electrotechnique - Envoyer CV par mail : etsyoussef@gmail.com

■Recrute Electricien industriel - Envoyer CV par mail : etsyoussef@gmail.com

■Recrute Responsable de Qualité avec expérience dans l'Agroalimentaire - Envoyer CV par mail : etsyoussef@gmail.com

■Recrute Femme de ménage - Tél : 0560.00.67.00

■Recrute Conducteur de Clark avec expérience - Envoyer CV par mail : etsyoussef@gmail.com

DÉCÈS

C'est avec une grande tristesse que nous annonçons le décès de notre cher frère

BENSAID Mourad,
à l'âge de 47 ans, survenu le 24-07-2015. L'enterrement eu lieu le même jour.

Domicile mortuaire : Bd Benzerdjeb - Sidi Chami.

La famille BENSALD demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui.



■Recrute Agent de Maintenance industriel avec expérience - Envoyer CV par mail : etsyoussef@gmail.com

■Recrute Agent Polyvalent Nettoyage et Manutention - Envoyer CV par mail : etsyoussef@gmail.com

■Sté Privée sise à ORAN recrute dans l'imédiat : 01 Assistante Commerciale + 01 Comptable - Expérience exigée - Envoyez vos CV + PHOTO à : commercial@aspiranet.algerie.com

■Crèche et Préscolaire ESSABAH (ORAN - Haï Essabah) recrute pour 2015/2016 : Educatrices et Enseignantes (même retraitées) - Faxer au : 041.41.73.84

■Restaurant / Pizzeria à Ain El Turck cherche 2 Plaquistes et 2 Pizaiolos - Tél : 0770.83.77.30

■Entreprise en T.P. à ORAN cherche Gérant ayant une bonne expérience dans le domaine des Travaux Publics - Fax : 041.82.93.25 - E-mail : societerecruit@gmail.com

■Entreprise en T.P. à ORAN cherche : Chef de parc (Matériel Roulant) - Comptable principal - Expérience +10 ans - Fax : 041.82.93.25 - E-mail : societerecruit@gmail.com

■Salon de coiffure situé à Canastel cherche Coiffeuse qualifiée + Apprentie qui habite les environs - Contactez : 0781.14.49.74

■Magasin Vente Bureautique et Papeterie cherche : Secrétaire - Vendeur (se) de rayon - Habite ORAN-Ville / Âge limité 30 ans - Envoyez vos CV : 041.24.30.93

■Offre d'emploi : Ets de vente Billard et Baby-foot (Delmonte - ORAN) cherche Assistante Commerciale (âge minimum 28 ans) - Envoyer CV à l'adresse suivante : zidour_oran@yahoo.fr

■Institut de beauté situé à Choupot cherche Coiffeuse compétente, expérimentée - Veuillez contacter N° 0555.68.28.53

■Groupe de Sociétés industrielles recrute pour ses filiales à Oran - Arzew : 01 Automaticien (Salaire selon compétences) - 01 Agent de nettoyage - 01 Manœuvre qualifiée - 01 Gestionnaire de stock - Mail : abdelhak0619@yahoo.fr - Fax : 041.40.31.83

■Bureau recrute Secrétaire ayant une grande expérience dans les formalités et démarches pour la prise de RDV Visa - Dossier à fournir visa - Réservation d'hôtel « Visa » - Adresser C.V. à : sos_3136@yahoo.fr

■S. BEL ABBES. Recrute J. Dame Secrétaire Commerciale dynamique, organisée & présentable, maîtrisant T.I.C. - Contrat CTA / ANEM - TR. CV + Photo à : marketing-alg@live.fr - Tél : 0542.15.50.82 - H.B.

■Entreprise en chaudronnerie cherche Développeur et Traceur qualifié. Résident à ORAN et les environs - Nous contacter au : 0559.56.93.50

PENSÉE
Pensée à notre cher père et grand-père.
Cela fait 40 jours que nous a quittés Mr BOUYAKOUB MOHAMED.
Toute la famille BOUYAKOUB demande à tous ceux qui l'ont connu de se joindre à elle
pour une pieuse pensée à sa mémoire. Il laisse une image de piété, de bonté et de sagesse.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, lui accorder Sa Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.



PENSÉE
Cela fait 5 ans, le 31/07/2010, que nous a quittés à jamais ELOUCHDI SID AHMED
(Ancien agent de l'Hôpital de Tlemcen).
En cette occasion, nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et prier Dieu de l'accueillir en Son Vaste Paradis.
« ALLAH YERHAMOU ».
Ta femme et tes enfants



PENSÉE
MARSEILLE - ORAN
31 Juillet 2013 - 31 Juillet 2015
KASSOUS GINETTE épouse HASSEN.
Notre mémoire garde toujours ton sourire. On t'aime pour la vie. Depuis ton départ tout est vide. Tu seras toujours vivante dans notre cœur.
Que Dieu Tout-Puissant t'accorde Sa Miséricorde et t'accueille dans Son Vaste Paradis.
Ton mari, tes enfants et petits-enfants



PENSÉE
Déjà 14 ans - A la mémoire de notre père
SEBAÏBI LAHCEN.
Triste et douloureux fut pour nous le 30-07-2001 où nous a quittés notre cher père. Ton absence a laissé un immense vide mais ton sourire te laisse présent à tout jamais dans notre cœur et notre esprit.
Ta femme, ton fils Nassim et tes filles Naouel et Amel, tes frères, tes sœurs demandent à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.
Ta femme



REMERCIEMENTS
Les familles
ILES et MAHDAD
remercient tous
les proches,
parents et amis pour leur soutien
lors du décès de leur fils,
beau-fils et époux
ILES Lotfi
survenu le 24-07-2015.
إنا لله و إنا إليه راجعون



PENSÉE
Pour mon père
GANGA ACHOUR HABIB
Cela fait déjà trois ans que tu es parti en silence le 30/07/2012.
L'évocation de ton amour, ta bonté, ton courage et ta fierté fait que tu vis toujours dans le secret de mon cœur très cher papa HABIB.
En ce douloureux souvenir, nous demandons à ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Repose en paix.
Ta fille qui t'aime beaucoup
TOURIA



PENSÉE
Triste fut cet Aid El Fitr sans notre tante
(MJOUNA) BENAZIZA Kheïra.
1 an est passé 30-07-2014 - On t'attendait quand tu arrivais de Marseille comme chaque fête pour t'embrasser. Tu nous glissais des petits cadeaux. Tu étais d'une bonté et d'une générosité inexplicable.
Les enfants de SAÏD (ALLAH YARHMAK) sa femme demandent à tous ceux qui l'ont connue de Marseille, Témouchent, de partout, d'avoir une pieuse.
RABAHI K.
إنا لله و إنا إليه راجعون



CALEMPA ZAHANA

CONDOLEANCES

Le Directeur Général ainsi que l'ensemble du personnel CALEMPA

très attristés par le décès

de la mère de Monsieur **ABDELAOUI MOHAMED**,

présentent à celui-ci et à toute la famille leurs sincères

condoléances et l'assurent de leur profonde sympathie en cette

douloureuse circonstance.

Inna Lillah Wa Inna Ilayhi Radjiine

DÉCÈS

Les familles **BELBACHIR** et **BOUKLI** ont

l'immense douleur de faire part du décès de

BOUKLI HACENE TANI Mama, survenu le

29/07/2015, à l'âge de 95 ans.

L'enterrement aura lieu le 30.07.2015, à 13h, au cimetière

de Aïn El-Beïda, Oran.

Adresse mortuaire: 21, rue Auguste Valentin, Les Palmiers, Oran.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



GROUPES INDUSTRIEL DES PRODUCTIONS LAITIÈRES GIPLAIT / SPA

Laiterie le Littoral Mostaganem
CAPITAL SOCIAL : 290.480.000 DA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 01/2015

La Laiterie le Littoral, sise à la zone d'activités de la Salamandre Mostaganem, lance un Avis d'Appel d'Offres National et International pour la fourniture, installation et mise en marche :

1 - Un (01) Réfrigérateur d'eau Atmosphérique.

Les fournisseurs intéressés peuvent se présenter à la Laiterie le Littoral zone d'activités la Salamandre Mostaganem pour retirer le Cahier des charges contre le paiement de la somme de Dix Mille Dinars (10 000 DA). Les offres réglementaires (Technique et Commerciale) doivent parvenir sous pli fermé et anonyme portant la mention :

A ne pas ouvrir

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 01/2015

La date limite de dépôt des offres est fixée à trente (30) jours à 13 h 00 à compter de la première date de la parution du présent avis d'appel d'offres dans la presse nationale.

Les soumissions qui parviennent après la date limite des dépôts des plis ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu en séance publique à 14 h 00 le même jour de date limite des dépôts des offres à l'adresse précitée.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite des dépôts des offres.

La Direction

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE REMPLISSAGE DE GAZ

« S.A.R.G. »

Aïn Beïda Cne Hammam Bouhadjar Aïn Temouchent

RECRUTE

1 - Pneumaticien

- B.T.S. ou équivalent
- Expérience minimale de Cinq (05) années

2 - Electromécanicien

- B.T.S. ou équivalent
- Expérience minimale de Cinq (05) années

3 - Magasinier

- Niveau Secondaire ou équivalent
- Expérience minimale de Cinq (05) années
- Maîtrise de l'outil informatique

N.B. / * Les candidats doivent être résidant dans la wilaya d'Aïn Temouchent et âgés de 35 à 40 ans.

* Lettres de motivation plus C.V. à adresser à **B.P. n° 142 Aïn Temouchent.**

VOYAGES ORGANISÉS

TURQUIE 8 J / 7 Nuits & 12 J / 11 Nuits
Départ ORN IST le 08 et le 15 Août
MAROC 8 J / 7 Nuits
Départ ORN CASA le 06 et le 13 Août

GFAF VOYAGES

Oran : 041 400 400 M. 0561 65 21 15
Tlemcen : 043 27 60 60 M. 0561 65 03 70
Maghnia : 043 49 52 31 M. 0561 69 47 63
www.gfafvoyages.com M. 0550 24 92 18

Entreprise de Travaux Publics

Recrute

- 02 Topographes.
- 01 Assistante de Direction :
(Résident sur l'axe : El Kerma - Es-Sénia - Misserghine - Tafraoui)
- 01 Comptable (F)
(Licence comptabilité) : **Exp. 03 ans.**
Envoyez vos C.V. par Mail à :
pdg@injazeldjazair.com
recrut-injaz@hotmail.com
Mob : 0770 89 50 14

Agence de Tourisme et Voyages

« LOGICOM »

Billets de Ferry vers
l'Espagne
sur les lignes maritimes

ORAN – ALMERIA
et **GHAZAOUET – ALMERIA**

Tél : 041.24.94.39
07.70.30.78.84
07.70.30.78.94

E-mail : voyages@logicom.dz
3, Rue Yakoub Abdelkader
(Maraval) - ORAN

Entreprise privée à Oran Recrute en urgence

- 1 Chargé de la qualité et la production : ayant Master ou Ingénieur en fabrication métallique.
- 1 Chef d'atelier en chaudronnerie ayant des références et avoir exercé cette fonction.
- 3 Traceurs en chaudronnerie : ayant de l'expérience et qualifiés dans le domaine.
- 10 Soudeurs qualifiés non homologués.
- 2 Manœuvres.

Avantages :

- Salaire motivant et selon les compétences et les qualifications.
- Transport et prime de rendement assurés.
- Cadre de travail agréable.
Vous nous contactez au N° Tél :
05-60-91-31-68
Ou envoyez votre C.V. détaillé au :
recrut@live.fr

EPE en pleine Expansion Cherche

Son Responsable

de Carrière d'Agrégats
Wilaya d'Oran

Profil :

- ✓ Minimum 10 ans d'expérience
- ✓ Diplôme dans la spécialité ou équivalent
- ✓ Age maximum 55 ans
- ✓ Sens de la responsabilité
- ✓ Meneur d'hommes

Avantages :

- ✓ Statut de cadre supérieur
 - ✓ Véhicule de service
 - ✓ Formation continue
 - ✓ Possibilité d'évolution de carrière
- Prière d'envoyer votre candidature**
Par e-mail à l'adresse suivante :
epe2014@yahoo.fr

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

باسم الشعب الجزائري

مجلس قضاء: عين تيموشنت

حكم

محكمة: حمام بوججر
القسم: شؤون الأسرة

رقم الجدل: 15/00659
رقم القيس: 15/00814
تاريخ الحكم: 15/07/09
مبلغ الرسم: 300 دج

بالجلسة العلنية المنعقدة بقر محكمة حمام بوججر بتاريخ: التاسع من شهر جويلية سنة ألفين وخمسة عشر برئاسة السيد(ة): **بابي عائشة** قاضي ومساعدة السيد(ة): **بلحسن خيرة** أمين ضبط وحضور السيد(ة): **والي نائلة** وكيل الجمهورية

صدر الحكم الآتي بيانه

بين: بين السيد(ة):
كلش العيد
و بين: العنوان: مزعة بورويس هوارى عين الأربعاء
كلش عائشة
السيد وكيل الجمهورية لدى ضد /
المحكمة.
بورويس رحومنة
1: كلش عائشة مدعي عليه حاضر
العنوان: مزعة بورويس هوارى عين الأربعاء
المباشر للخصومة بنفسه
2: السيد وكيل الجمهورية لدى المحكمة ممثل النيابة حاضر
3: بورويس رحومنة مدخل في الخصام حاضر
العنوان: مزعة بورويس هوارى عين الأربعاء
المباشر للخصومة بنفسه

ولأنه الأدب

حكمت المحكمة حال فصلها في قضايا شؤون الأسرة علنيا إبتدائيا حضوريا:

01) في الشكل:

قول إعادة السير في الدعوى شكلا.

02) في الموضوع :

إفراغ الحكم الصادر قبل الفصل في الموضوع عن محكمة الحال بتاريخ 2015/03/12 تحت رقم فيريس 2015/00286 و بناء عليه المصادقة على الخبرة محل الترجيع و بحسبها القضاء بالحجر على المدعي علنيا "كلش عائشة" المولودة بتاريخ 1994/07/09 بولاية وهران لأبيها العيد و أميا بورويس رحومنة مع تعيين والتبها المدخلة في الخصام "بورويس رحومنة" مقاما علنيا لرعائيتها و تسيير شؤونها العامة و الخاصة.

مع الأمر بالتأشير به على هامش عقد ميلاد المحجور علنيا بسعي من النيابة.

مع الأمر بنشر منطوق هذا الحكم في إحدى الجرائد اليومية للإعلام بسعي من المدخلة في الخصام.

مع تحميل المدعي المصاريف القضائية المقررة بـ 300 دج.

بهذا صدر الحكم و أفصح به جهازا في الجلسة العلنية المنعقدة بالزمان و المكان المذكورين أعلاه و لصحة ما ذكر أمضيناه نحن الرئيسة و أمينة الضبط.

أمين الضبط

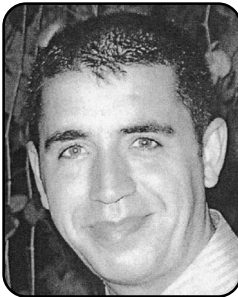
الرئيس (ة)

PENSÉE

Ce jour du 30 Juillet 2015 notre regretté fils bien-aimé **Abdelhafid** devait célébrer son 40ème Anniversaire un âge de rêve.
Mais voilà le 25 Janvier 2015 qu'un événement dramatique vient frapper toute la famille **BOUGUETTAYA** arrachant par la mort de leur fils, sa femme **Zohra** et la petite-fille **Hiba** âgée de 7 ans, un couple plein de vie.

Laissant un vide douloureux et plein de tristesse.

Le cœur serré à chacune de nos prières, nous implorons Le Seigneur de les accueillir dans Son Vaste Paradis et accorder à tous les membres de la famille beaucoup de patience et du courage car Dieu est Miséricordieux Amine !



MC Saïda

L'absence de matches amicaux, seule fausse note du stage à Mostaganem

M. Zeggai

Les choses sérieuses ont commencé pour le Mouloudia de Saïda qui clôturera aujourd'hui son stage bloqué de plusieurs jours à Mostaganem. Si les joueurs ont travaillé d'arrache-pied sous la houlette de Mihoubi, l'entraîneur en chef, et Samir Amara, le préparateur physique, il n'en demeure pas moins que l'absence de matches amicaux fut le point noir de cette préparation. Néanmoins, pour se rattraper des contacts ont été entrepris avec quatre formations l'AS-MO, l'OMA, ESM et WAM pour des joutes amicales en attendant la confirmation. Selon le premier responsable de la barre technique, la préparation s'est déroulée dans de bonnes conditions avec un groupe au complet. A propos de l'effectif, la commission de recrutement sous la houlette du manager général Kada

Chikhi a engagé plus d'une dizaine de nouveaux éléments. Il s'agit des Bendahmane (ex-WAM), Hamidi (ex-MBH), Zouari (ex-ESMK), Saâd Abdelhafid (ex-JSS), Mebarki (ex-CABBA), Bouhedda (ex-ASMO), Tahar (ex-WAT), Boukhari (ex-IRBSL), Rabti (ex-CABBA), Aïbout (ex-USMB) et tout récemment Sayah (ex-USMB). Pour compléter l'effectif, il a été décidé de maintenir une douzaine d'anciens joueurs, Sefioune, Abdelli, Ferloul, Zahzouh, Bekhtaoui, Souar, Laribi, Saâdi, Seddik, Kadous, Soudani et Benchohra. Tout ce beau monde est appelé à entamer le championnat avec l'objectif de s'accaparer l'une des trois premières places donnant accès à la Ligue 1. C'est sûr que cette saison, les gars de Saïda n'ont pas le droit de rater l'objectif suscité qui demeure l'exigence des milliers de fans du Mouloudia. Le président du club, Hadj Abdelkader

Bouaâraâra, sait pertinemment qu'il est attendu au tournant surtout avec la montée au créneau de certains actionnaires reprochant au président de la SSPA/MCS de prendre des décisions sans le consentement du conseil d'administration, ce qui a été à l'origine de la dégradation des relations entre les deux parties. La preuve, lors de l'AG du 15 juillet dernier, les deux bilans, moral et financier, ont été adoptés en l'absence de plusieurs actionnaires qui ont été surpris par l'intégration de six nouveaux membres au sein du CA « sans respecter la réglementation en vigueur dans la mesure où aucune AG n'a été organisée pour permettre au président de prendre une telle décision », nous a-t-on dit. Par ailleurs, les joueurs et le staff technique sont tenus à l'écart et se concentrent sur leur travail pour être fin prêts pour l'entame du championnat.

USMBA

Une seconde victoire en Tunisie riche en enseignements



Kadiri M.

L'USMBA qui poursuit son stage de préparation en Tunisie a enregistré l'arrivée de Cherifi Redouane, le latéral gauche de la sélection olympique qui vient de se qualifier à la phase finale de la catégorie au Sénégal et qualificative aux J.O 2016 au Brésil. Ce dernier, convoité, rappelons-le, par l'ES Sétif, vient de rejoindre ses camarades à Tunis qui ont disputé leur deuxième match amical face au club saoudi de Damak et qui a vu les poulains du Tunisien Mouaz Bouakaz l'emporter sur le score de deux buts à un, les deux buts de l'USMBA furent l'œuvre de Abdat et Lebid Redha. Une fois de plus, cette opposition a permis au staff technique de tirer pas mal d'enseignements qui seront d'une grande utilité dans l'optique de dégager l'équipe type. A noter que l'USMBA clôturera sa préparation par un troisième et dernier match amical face à la JS Kabylie demain.

En préparation au Maroc

Le CRB tenu en échec par le CA Khénifra

Le CR Belouizdad, qui a entamé mercredi passé un stage pré-compétitif au Maroc, a été accroché par le Chabab Atlas Khénifra (1-1), nouveau promu en division 1 marocaine, lors du match amical entre les deux équipes disputé mardi soir. Le CRB avait remporté, en début de semaine, son premier match amical sur les terres marocaines contre l'Itihad Ait Melloul, une équipe de di-

vision inférieure locale, sur le score de 3 buts à 1. Au moins deux autres rencontres test seront au menu des rouge et blanc de la capitale pendant leur séjour à Ifrane. Le Chabab s'est sensiblement renforcé cet été, notamment au niveau de son secteur offensif. Le club a engagé sept éléments : Billel Ouali (RAEC Mons/Belgique), Sid-Ali Yahia Chérif (JSM Bejaia), Mohamed Hicham

Nekkache (MC Oran), Feham Bouazza (USM Alger), Amir Belaili (CRB Ain Fekroun), Mohamed Aoudou (JS Saoura), Bonaventure Sakombé (ASO Chlef) et Belkacem Niati (USM Bel-Abbès). Le CRB débute la saison footballistique 2015-2016 par un derby algérois face au MC Alger, dans l'affiche de la première journée de la Ligue 1 prévue le week-end du 14 et 15 août.

En stage au Portugal

Deuxième victoire du NAHD

Le NA Hussein Dey, pensionnaire de la Ligue 1, a remporté son deuxième match amical dans le cadre de son stage qui se déroule au Portugal en battant, mardi soir, GD Peniche (Div 4, Portugal) sur le score de 4 buts à 1. Le NAHD avait également gagné son premier test samedi passé face à l'AC Alcanenense (Div 3, Portugal) sur le score de 1 à 0. Au programme du "Nasria" trois autres matches amicaux face respectivement au Nacional Madeira, club de l'élite portugaise demain, Sporting Lisbonne B (Div 2, Portugal) dimanche, et SC Uniao Torreense (Div 3, Portugal) mardi.



Phs.: Arch.

Basketball-Championnat arabe des nations

Algérie-Egypte en finale aujourd'hui

La sélection algérienne de basketball, messieurs «B», s'est qualifiée en finale du championnat arabe des nations qui se déroule à Sharm el-Sheikh en Egypte, après sa victoire face à l'Arabie Saoudite (76-70), mardi soir pour le compte de la première demi-finale de l'épreuve. Les Verts affronteront en finale la sélection égyptienne A, vainqueur de l'Irak dans la deuxième demi-finale. Le match aura lieu jeudi en clôture du championnat qui a débuté le 20 courant.

L'équipe algérienne tentera pour l'occasion de se racheter de sa lourde défaite face au même adversaire (105-55), dimanche dans le cadre

de la 4e journée du tour préliminaire. L'Algérie avait remporté son premier match disputé mercredi face à l'Irak (76-59) avant de s'incliner respectivement face à l'Arabie Saoudite (59-61) et la sélection égyptienne «B» (56-64). Le championnat arabe des nations regroupe 5 équipes : les sélections égyptiennes «A» et «B», l'Algérie, l'Arabie Saoudite et l'Irak. La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a choisi de participer dans cette compétition avec une sélection nationale B composée de joueurs dont la moyenne d'âge est de 22 ans, avec à sa tête les entraîneurs Aït Kaci et Chenieff.

Mondiaux Vovinam Viet Vo Dao-coup d'envoi aujourd'hui à Alger

La 4e édition s'annonce relevée

La 4e édition des championnats du monde de Vovinam Viet Vo Dao débutera jeudi à la salle Harcha-Hacene, avec la participation de 249 athlètes (messieurs/dames) représentant 18 pays. Avec 37 athlètes, dont 9 filles, l'Algérie enregistre le taux de participation le plus élevé, avec l'ambition de décrocher le plus de médailles possible en individuel, et la seconde place par équipes, selon le président du comité d'organisation Mohamed Djouadi. «Les plus grandes nations du Vovinam Viet Vo Dao, notamment le Vietnam, le Cambodge, et l'Iran, seront présentes, et c'est cela le plus important, car elles peuvent garantir à elles seules que le niveau soit très élevé», s'est félicité dernièrement Djouadi au cours d'une conférence de presse. Les pays participant aux Mondiaux sont le Vietnam, Cambodge, Russie, Bélarus, Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique, Italie, Iran, Afghanistan, Mau-

ritanie, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Maroc, Suisse, Irak et Algérie. Afin d'assurer la réussite de la compétition, 20 arbitres internationaux ont été mobilisés pour diriger les différentes épreuves inscrites au programme de ces Mondiaux. A travers l'organisation de cette 4e édition des championnats du monde de Vovinam Viet Vo Dao, la Fédération algérienne des arts martiaux compte également développer cette discipline sportive et surtout, lui apporter un peu plus de moyens. «Le Vovinam Viet Vo Dao est devenu un sport très populaire en Algérie, car il compte 12 000 pratiquants et 180 clubs à travers tout le pays. Malgré cela, les athlètes et les techniciens souffrent d'un sérieux manque de moyens», a expliqué Djouadi, espérant qu'à travers ces Mondiaux-2015 «les sponsors deviendront plus attentifs à cet art martial et lui apporteront leur aide».

Judo-Championnats d'Afrique 2015

Les sélections nationales juniors garçons et cadettes sacrées par équipes

Les équipes algériennes de judo, juniors garçons et cadettes, ont décroché le titre africain des épreuves par équipes en s'imposant face à leurs homologues égyptiennes, à l'issue de la dernière journée, mardi à Sharm El-Sheikh (Egypte). Les juniors algériens ont dominé l'Egypte trois à deux (3-2), alors que les cadettes se sont imposées (4-1). Les cadets algériens ont terminé la compétition à la deuxième place après leur défaite en finale face à l'Egypte (2-3), de même que les juniors filles qui se sont inclinées face à la Tunisie (2-3). En individuel, l'Algérie a remporté 19 médailles (7 or, 6

argent, 6 bronze) dans la catégorie des cadets (filles et garçons), alors que chez les juniors (filles et garçons), les judokas algériens ont remporté un total de 15 médailles (4 or, 6 argent, 5 bronze). «Ce sont des résultats très encourageants pour la discipline en général et les jeunes en particulier. Nous avons disputé 24 finales sur les 30 programmées, ce qui est vraiment excellent pour nos jeunes», a déclaré à l'APS le président de la Fédération algérienne de judo (FAJ), Messaoud Mati. Quarante (40) athlètes, dont 20 filles, représentent l'Algérie dans ce rendez-vous continental.

Volleyball-Championnat

d'Afrique 2015 (messieurs)

Algérie-Maroc cet après-midi pour compléter le podium

La sélection algérienne de volleyball (messieurs) qui a livré un match héroïque en ne s'inclinant qu'au tie-break devant son homologue tunisienne 3 sets à 2 (19-25, 25-22, 27-25, 21-25, 15-12), en demi-finale du championnat d'Afrique des nations 2015, mardi au Caire, jouera cet après-midi pour compléter le podium devant le Maroc, à savoir la troisième place en lever de rideau de la finale de cette compétition. La finale mettra aux prises la Tunisie face à la sélection égyptienne vainqueur de son homologue marocaine 3 sets à 0 (25-17/28-26/25-20). En

matches de classement de la 5e à la 8e places, le Rwanda s'est imposé devant le Kenya 3 sets à 2 (17-25, 25-22, 26-28, 25-15, 25-13), alors que le Cameroun a battu le Botswana 3 sets à 0 (25-21, 25-13, 25-17). Le Rwanda et le Cameroun devaient s'affronter, hier, pour les 5e et 6e places, tandis que le Kenya et le Botswana en découdront pour les 7e et 8e places. A noter que la Tunisie et l'Egypte, finalistes de la 20e édition des Championnats d'Afrique, sont directement qualifiés au Mondial-2015, prévu du 8 au 26 septembre prochain au Japon.

Présidence de la FIFA Maradona affiche ses ambitions

Attention j'arrive!, a prévenu l'ancienne star du football argentin Diego Maradona, affirmant hier son intention d'occuper des fonctions importantes au sein de la FIFA, voire de se porter candidat à la présidence, alors que l'élection présidentielle de l'institution est programmée en février prochain. "Attention! Quand je reviendrai, je reviendrai avec tout à faire, je reviendrai pour la FIFA, pour les gens en Arabie (NDLR: Maradona a été manager du Al Wasl FC, club de Dubaï, de 2011 à 2012) qui m'ont donné du travail, et bien plus que tout cela, je reviendrai pour ma famille qui a tant souffert comme moi", a-t-il déclaré dans une vidéo diffusée sur un site d'info. "Je ne viens pas avec un sentiment de revanche. Je viens avec l'idée de faire des changements dans le football, à Santiago de Estero (province d'Argentine, NDLR) comme en Afrique", a-t-il ajouté. "Assez de corruption, assez de vols!", a-t-il également lancé, en référence au scandale de corruption dans lequel la FIFA est engluée depuis la fin mai. Face à ce scandale, le plus grand de l'histoire de l'institution, son président le Suisse Joseph Blatter, a présenté le 2 juin sa démission, quatre jours après sa réélection. Une nouvelle élection est programmée le 26 février prochain.



Chelsea

Mourinho s'en prend à Benitez et pas tendre avec CR7



Ce n'est pas nouveau : José Mourinho et Rafa Benítez ne s'aiment pas. Et ce n'est pas la dernière sortie médiatique de l'entraîneur de Chelsea qui va changer la donne. Tout a commencé mardi avec des propos de la femme du nouveau coach du Real Madrid, affirmant que son mari arrivait dans les clubs pour "ranger ce que Mourinho avait dérangé", à l'Inter Milan, Chelsea puis au Real Madrid. Une attaque frontale à laquelle "The Special One" n'a pas tardé de réagir. "La femme de Benítez se trompe et ce n'est pas une blague. Di Matteo m'a remplacé à Chelsea et Ancelotti à Madrid, a précisé José Mourinho après la victoire de Chelsea aux tirs au but contre le

FC Barcelone (2-2, 4-2 tab). Là où il m'a remplacé, c'était à l'Inter (ndlr : en 2010) et en une demi-année, il a détruit le champion d'Europe. Qu'elle s'occupe du régime de son mari serait mieux que de parler de moi." Connu pour ses stratégies défensives, José Mourinho a montré qu'il savait aussi contre-attaquer. Par ailleurs, dans une interview accordée au Daily Mail, José Mourinho a encensé son joueur vedette, Eden Hazard. Sans oublier de mettre un petit taquet à Cristiano Ronaldo, qu'il a entraîné au Real Madrid. "La saison d'Hazard était meilleure, de mon point de vue, même si celle de Cristiano Ronaldo a été fantastique avec

une quantité incroyable de buts inscrits. Mais je pense que les joueurs doivent comprendre que l'équipe est au-dessus d'eux. Si vous enchaînez les performances individuelles sans gagner le moindre titre, ce n'est pas la même chose. Tout dépend des titres que vous gagnez, parce sans trophée, le football n'est rien. Messi a remporté trois compétitions l'an dernier, il a atteint la finale de la Copa América. Il a fait une saison fantastique en tant que membre d'une équipe. Je déteste quand les joueurs ou les entraîneurs gagnent des récompenses individuelles, sans leurs équipes", a-t-il expliqué. Il ne disait pas la même chose du Portugais il y a trois ans.

Match amical

Chelsea s'offre le Barça, dans une rencontre très engagée



Chelsea champion d'Angleterre, s'est imposé aux tirs au but 4-2 contre le FC Barcelone, champion d'Espagne et vainqueur de la Ligue des champions, dans un tournoi amical de préparation à Washington dans la nuit de mardi à mercredi. Dans une rencontre très engagée, les deux équipes ont bouclé les 90 minutes sur un score de parité, 2 à 2 et ont eu recours à la séance de tirs au but pour trouver le vainqueur anecdotique de la International Champions Cup. "Les tirs au but ne signifient rien pour nous, et je pense qu'ils ne signifient rien pour Barcelone", a commenté après la rencontre l'entraîneur de Chelsea, le Portugais José Mourinho. Devant près de 80.000 spectateurs, le Belge Eden Hazard a ouvert le score pour les Blues dès la 10e minute de jeu, mais les Catalans par l'intermédiaire de ses attaquants uruguayen Luis Suarez (52e) et espagnol Sandro Ramirez (66e) ont retourné la situation. Les hommes de Luis Enrique se dirigeaient alors vers la victoire, c'était sans compter sur Gary Cahill, le défenseur de Chelsea, qui a arraché l'éga-

lisation à la 85e minute de la tête. Finalement, Alan Halilovic et Gerard Pique ont manqué leur face-à-face avec le gardien belge de Chelsea Thibaut Courtois, alors que les quatre tireurs londoniens n'ont pas tremblé lors de la séance de tirs au but. "Ce n'était pas un match tactique. Il y avait deux équipes qui cherchaient de l'intensité", a estimé Mourinho, alors que Luis Enrique a assisté à "un match plus physique que ce qu'il ne devrait être à cette période de la pré-saison". Les deux équipes ont en effet quitté la pelouse avec quelques égratignures dans leurs rangs. Côté Chelsea, le nez de Cahill est probablement cassé, alors que Diego Costa "a ressenti quelque chose au niveau du muscle ischio-jambier", a précisé le technicien portugais. "Rien de plus, mais nous devons attendre", a-t-il ajouté alors que le Championnat anglais reprend dans dix jours. Enrique dispose d'un peu plus de temps, avec le début du Championnat d'Espagne le week-end du 21-23 août, mais son défenseur brésilien Douglas est sorti sur blessure, "une mauvaise nouvelle" pour l'entraîneur catalan.

Le journal des transferts

Real Madrid: nouveau contrat en vue pour S. Ramos

Sous contrat encore deux ans avec le Real Madrid, Sergio Ramos pourrait bien rapidement y sceller son avenir. Et ce malgré l'intérêt prononcé tout au long de l'été de Manchester United qui aurait été prêt à casser sa tirelire pour l'acquérir. En effet, selon les Anglais du Daily Mail et les Espagnols d'AS, le défenseur central espagnol pourrait signer un nouveau bail avec les Merengues. Une réunion avec Florentino Pérez serait d'ailleurs prévue à l'issue de la tournée chinoise du Real pour finaliser l'accord. En froid avec sa direction, Ramos, à l'issue d'un récent entretien avec Perez, José Angel Sanchez (directeur général) et son frère et agent René, aurait ainsi changé d'avis.

Tottenham : Chicharito pour remplacer Adebayor ?

Après une saison peu convaincante sous les couleurs du Real Madrid, Javier Hernandez est de retour à Manchester United. Mais visiblement pas pour longtemps. Louis van Gaal ne souhaitant pas conserver l'attaquant international mexicain, ce dernier pourrait rebondir du côté de Tottenham. Selon le Daily Mirror, les Spurs estiment en effet que « Chicharito » est le remplaçant idéal d'Emmanuel Adebayor (31 ans) qui devrait quitter le club londonien pour rejoindre Aston Villa ou Swansea. Le quotidien anglais affirme également que Tottenham est prêt à offrir un peu plus de 14 millions d'euros à West Bromwich pour recruter Saido Berahino.

Belhanda ciblé par l'OL

Selon beIN Sports, l'Olympique Lyonnais cherche le remplaçant idéal de Clément Grenier, blessé pour une durée importante. Ainsi, les Gones auraient formulé une offre de prêt (+ option d'achat) au Dynamo Kiev pour Younès Belhanda (25 ans). Ce dernier serait d'accord pour baisser son salaire. L'international marocain d'origine française a rejoint le club ukrainien en 2013, où il a joué un rôle clé au milieu de terrain (72 matches, 11 buts).

Barcelone: Kurzawa dans le viseur

Adriano, lié au FC Barcelone jusqu'en 2017, pourrait partir dès cet été. Le club catalan ne perd pas de temps et a déjà élaboré sa liste où figure les éventuels remplaçants de l'arrière gauche brésilien. Et sur cette liste figurent le Monégasque Lavyin Kurzawa, aux côtés d'Alex Sandro (Porto), Jan Vertonghen (Tottenham) ou encore Alberto Moreno (Liverpool).

OM : Diaby a signé

Comme prévu, Abou Diaby rejoint librement l'Olympique de Marseille. Le milieu défensif français de 29 ans vise une seconde vie de footballeur, après avoir été victime de blessures à répétition à Arsenal.

Higuain prolongé ?

Selon la Gazzetta dello Sport, Gonzalo Higuain va prolonger une année de plus avec Naples, soit jusqu'en 2019.

L'international argentin de 27 ans est courtisé par les plus grands clubs européens qui buttent sur sa clause libératoire de 94 millions d'euros. Le club italien va baisser sa clause, en cas de non qualification de Naples pour la C1 à l'issue de la saison 2015-2016, et augmenter le salaire du joueur, et de belle manière : une revalorisation salariale à 6 millions d'euros par an !

Pedro, futur remplaçant de Di Maria ?

Selon Sport, Pedro Rodriguez serait tout proche de rejoindre Manchester United. En fait, l'officialisation du transfert de l'international espagnol n'attendrait plus que celle d'Angel Di Maria au Paris SG. Certes, les deux joueurs n'évoluent pas totalement dans le même registre mais le Barcelonais serait perçu quand même le successeur de l'Argentin. Le coût du transfert s'élèverait à 25 millions d'euros.

Berbatov, un dernier coup à Villa ?

Selon le Daily Express, Dimitar Berbatov - 34 ans et libre après la fin de son aventure monégasque - n'est pas loin d'un retour en Premier League. L'attaquant bulgare, qui a évolué six ans en Angleterre (2 à Tottenham et 4 à Manchester United), suscite l'intérêt d'Aston Villa. L'entraîneur du club de Birmingham, Tim Sherwood, a reçu le conseil d'une ancienne légende bulgare du club, Stilyan Petrov, qui assure que Berbatov est prêt pour refaire trembler les filets, lui qui a terminé co-meilleur buteur de PL en 2011. Ce pourrait être une très bonne affaire pour les Vilains, sachant que Berbatov est gratuit et qu'ils ont vendu Benteke à Liverpool pour 46 millions d'euros.

AIR ALGÉRIE

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alger	08h50
Oran - Alger	11h20
Oran - Alger	16h25
Oran - Alger	20h15
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Oran - Ghardaïa	15h10
Oran - Tamenrasset	15h10
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	10h00
Alger - Oran	13h20
Alger - Oran	18h25
Alger - Oran	20h30
Ouargla - Oran	14h00
In Aménas - Oran	11h50
Adrar - Oran	12h05
Annaba - Oran	18h10

Vendredi	
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	13h25
Oran - Alger	13h15
Oran - Alger	14h50
Oran - Alger	19h00
Oran - Alger	19h00
Oran - H. Messaoud	09h00
Oran - Constantine	15h30
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	13h00
Alger - Oran	17h10
Alger - Oran	20h30
H. Messaoud - Oran	11h45
Constantine - Oran	17h50
Tamanrasset - Oran	08h00
Ghardaïa - Oran	11h00

INTERNATIONAL

Jeudi	
Vol	Départ
Oran - Alicante	07h25
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Lyon	09h00
Oran - Casablanca	12h10
Oran - Paris-(CDG)	14h00
Oran - Marseille	15h25
Oran - Toulouse	15h45
Oran - Jeddha	17h40

Vol	Arrivée
Alicante - Oran	10h40
Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h05
Lyon - Oran	14h20
Casablanca - Oran	16h10
Paris-(CDG) - Oran	20h10
Marseille - Oran	20h00
Toulouse - Oran	19h45
Jeddha(j+1)- Oran	07h05

Vendredi	
Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Casablanca	14h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Medine	14h50

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	13h35
Casablanca - Oran	18h00
Paris(CDG) - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h15
Madrid - Oran	18h30

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer/ Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Mer/Jeu/Ven/Dim	
Marseille - Oran	09h00 / 09h40
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15 /16h35
Mer / Jeu/ Ven /Dim	
Oran - Paris-Orly	17h40/ 21h00

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22
16h00	19h42

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF (AUTORAIL)	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN (AUTORAIL)	
06h50	09h11

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
15h05	16h05

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58



DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Dim 02 -11h00	Dim 02 -19h00
Mar 04 -18h00	Mer 05 -07h00
Jeu 06 -11h00	Jeu 06 -19h00
Ven 07 -18h00	Sam 08 -07h00
ALICANTE / ORAN	
Sam 01 -19h00	Dim 02 -07h00
Lun 03 -23h00	Mar 04 -07h00
Mer 05 -19h00	Jeu 06 -07h00
Ven 07 -19h00	Sam 08 -07h00
ORAN / MARSEILLE	
Dim 02 - 14h00	Lun 03 - 15h00
Sam 08 - 12h00	Dim 09 - 13h00
Ven 14 - 12h00	Jeu 15 - 13h00
MARSEILLE /ORAN	
Sam 01 - 12h00	Dim 02 - 12h00
Mer 05 - 13h00	Jeu 06 - 13h00
Dim 09 - 16h00	Lun 10 - 16h00

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Lundi 03 août à 18h au TRO

Dans le cadre de Constantine capitale de la culture Arabe

«El Hob Oua Roh»

Auteur : Aissa Redaf

Mise en scène : Djamel Marir

(T.R. De Guelma)

► Mardi 04 août à 18h au TRO

Dans le cadre de Constantine Capitale de la culture Arabe

«Sokot Hasne Wahran»

Auteur : Abed Boukhobza

Mise en scène : Youcef Gousmi

(T.R. de Saïda)

► Vendredi 07 août à 10h

et Samedi 08 août à 15h au TRO

«Wissam Ouel Malika»

Auteur Azzedine mari

Mise en scène : Youcef Gousmi (T.R.O.)

► Mardi 11 août à 15h

et vendredi 14 août à 10 au TRO

«En Nahla»

Adaptation et mise en scène : Abdelkhalek Houari

(T.R.O.)

► Samedi 15 août à 15h au TRO

Film enfants :

«Errad El Imlak»

(T.R.O.)

► Mardi 18 août 15h au TRO

Film enfants «Senchero»

(T.R.O)

► Jeudi 20 août à 18h au TRO

«Makhbar commédia»

Auteur et mise en scène Mohamed Mihoubi

(Ass/Amel)

► Vendredi 21 août à 10h

et samedi 22 août à 15h au TRO

«En Nahla»

Adapt et mise en scène Abdelkhalek Houari (T.R.O)

► Mardi 25 août à 15h au TRO

«Wissam Ouel Malika»

Auteur : Azzedine mari

Mise en scène : Youcef Gousmi (T.R.O)

► Jeudi 27 août à 18h

Dans le cadre de constantine capitale de la culture Arabe

«Lala Aziza»

Auteur : abdelkrim Houari

Mise en scène : Missoum Laroussi

(Coop/ les amis de l'Art/Chlef)

CINÉMATHEQUE D'ORAN

	► Jeudi 30 juillet
	-15h00 : «Les femmes du bus 678»
	de Mohamed Diab, Egypte
	-18h00 : «Une bouteille à la mer»

de Luis Mandok/ USA

INSTITUT FRANÇAIS

Art de la scène

MUSIQUE CLASSIQUE

«L'Orchestre Lamoureux»

► Lundi 14 septembre à 19h
au Théâtre National Algérien (Alger)

Dans le cadre du Festival Culturel International de Musique Symphonique. Fondé en 1881, L'Orchestre Lamoureux est un orchestre symphonique français en résidence au Théâtre des Champs-Élysées. L'Orchestre Lamoureux a créé les plus grandes œuvres de la musique classique française de la fin du XIXe et du XXe siècles (Saint-Saëns, Ravel, Debussy, etc.).

Conférence

Littérature: les limites de la liberté dans l'écriture



► Samedi 19

septembre à 18h00

à l'IF d'Alger

Par Chawki Amari et Kamel Daoud, écrivains





















Modérateur: Nordine

Azzouz, journaliste, directeur de la rédaction du

quotidien "Reporters".

Chawki Amari (né en 1964) et Kamel Daoud (né en 1970) sont presque jumeaux : ils sont tous deux journalistes/ chroniqueurs stars, commentant sans concession l'actualité de leur pays et suivis par un jeune public nombreux (notamment sur les réseaux sociaux).

MÉTÉO

AUJOURD'HUI		DEMAIN	
ORAN			
Peu nuageux Max.33 -Min.23		Peu nuageux Max.31 -Min.23	
MOSTAGANEM			
Ensoleillé Max.36-Min.22		Ensoleillé Max.35-Min.23	
TLEMCEEN			
Peu nuageux Max.36 -Min.21		Peu nuageux Max.34 -Min.18	
MASCARA			
Ensoleillé Max.37 -Min.22		Peu nuageux Max.36 -Min.21	
TIARET			
Peu nuageux Max.35 -Min.20		Nuageux Max.36 -Min.19	
CHLEF			
Peu nuageux Max.39-Min.24		Peu nuageux Max.39-Min.25	
BÉCHAR			
Peu nuageux Max.43- Min.29		Peu nuageux Max.43- Min.28	
ALGER			
Peu nuageux Max.32 -Min.21		Peu nuageux Max.35 -Min.23	
CONSTANTINE			
Peu nuageux Max.39- Min.23		Orages isolés Max.39- Min.23	
ANNABA			
Ensoleillé Max.39-Min.24		Peu nuageux Max.33-Min.24	

COURRIER EXPRESS

KAZI - TOUR

Tlemcen: 0770.12.56.23/0770.91.38.05

Oran: 0770.61.65.31/0770.12.56.23

Bab Ezzouar : 0770.91.38.03-06

Mostaganem:0770.94.89.73

Sétif : 0770.78.13.26

El-Eulma : 0770.89.44.64

TRANSPORTEUR SAFIR

Oran - Alger: 061.20.20.45

Constantine: 072.45.78.62

El Eulma: 072.90.40.89

El Eulma - Sétif: 071.43.61.49

ANDERSON NATIONAL EXPRESS

Groupage marchandises

Oran :070.32.59.29 / 070.94.69.31

070.92.87.28 - Alger:021.51.33.44

Fax: 021.51.47.27

BRYA EXPRESS

Alger : 021.45.21.60

Oran : 041.32.33.46

Hassi. Messaoud : 0661.25.75.64

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

	Billets	Achat	Vente
	1 USD	96,81	102,72
	1 EUR	108,92	115,60
	1 CAD	78,61	83,44
	1 GBP	151,33	160,62
	100 JPY	78,31	83,13
	1 SAR	25,81	27,39
	1 KWD	320,44	340,24
	1 AED	26,36	27,97
	100 CHF	10.385,76	11.031,92
	100 SEK	1.183,14	1.255,86
	100 DKK	1.460,29	1.549,71
	100 NOK	1.244,69	1.322,80
Chèques			
	de voyage	Achat	Vente
	1 USD	97,79	102,72
	1 EUR	110,02	115,60
	1 CAD	79,41	83,44
	1 GBP	152,87	160,62
	100 JPY	79,10	83,13
	100 CHF	10.491,20	11.031,92
	100 SEK	1.195,15	1.255,86



07.30 Emission : Sabah el khir
10.00 Feuilleton arabe : el ghoufran
11.00 Dessin animé ferqat el moudjazifine
11.45 Série: Even stevens
12.15 Documentaire iktichaf el aafaq
13.00 Journal télévisé
13.30 Feuilleton arabe: Selma
15.00 Film : Le petit nicolas
16.20 Dessin animé: El moudhichoun 4
16.50 Emission : Ibhar
17.15 Feuilleton : Chitaa barid
18.00 Journal télévisé amazight
18.20 Emission : Zian darek
19.00 Feuilleton : Zaman el barghouthe
19.45 Série : Ki nisaa ki redjal
20.00 Journal télévisé
20.45 Série : dare el bahdja
21.00 Film : Les Divins secrets
22.40 Concert de chant



19.50 The Company Men



Avec Ben Affleck, Kevin Costner, Tommy Lee Jones, Chris Cooper
Trois employés d'une grande compagnie se retrouvent, du jour au lendemain, licenciés pour raisons économiques. Il vont devoir apprendre à gérer au quotidien cette nouvelle situation, subvenir aux besoins de leurs proches tout en conservant leur dignité humaine.



JEUDI



19.55 Profilage



Saison 1 - Episode 5 - Quelqu'un de bien
Avec Guillaume Cramoisan, Odile Vuillemin, Vanessa Valence
Quand Renaud Carpentier, le fondateur de Solidarité Logement, est retrouvé mort au pied d'un hôtel incendié, Chloé et Matthieu s'intéressent à Karine Dantin, la secrétaire générale de l'association...



19.55 Bones



Saison 10 - Episode 14 - Le dernier parcours
Avec Emily Deschanel, TJ Thyne, David Boreanaz, Michaela Conlin
Dans le cadre d'une enquête sur le meurtre d'un joueur de mini-golf, Booth et Brennan interrogent ses possibles rivaux, qui s'affrontent lors d'un tournoi relevé. Par ailleurs, Temperance soupçonne son père de lui cacher quelque chose, une crainte confirmée lorsque Max est arrêté pour avoir pillé la tombe d'un fugitif recherché par le FBI...

19.56 Les carnets de voyage d'Envoyé spécial



Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly
- Vacances en autocar une affaire qui roule ! Une révolution est en route sur le marché du transport. La loi Macron est en passe de libéraliser le secteur des autocars longue distance. Autrefois lent, inconfortable, voire dangereux, l'autobus fait peau neuve. De la PME locale au grand transporteur européen, une vingtaine de compagnies, dont certaines low cost, sont sur la ligne de départ.



19.45 Les rivières pourpres 2 les anges de l'Apocalypse



Avec Jean Reno, Benoît Magimel, Camille Natta, Christopher Lee
La découverte d'un corps dans un monastère lance Niemans sur la piste d'un ordre pas très catholique qui a le don de multiplier les macchabées. Un jeune flic tête brûlée et une spécialiste en religion épaulent le vieux briscard dans sa quête de la vérité.



19.55 Scandal



Saison 4 - Episode 15 - Le testament de Diego Muñoz
Avec Kerry Washington, Katie Lowes, Darby Stanchfield, Guillermo Díaz
Lorsque Susan Ross craque peu avant son passage devant le Congrès qui doit lui permettre d'obtenir sa nomination en tant que vice-présidente, la Maison-Blanche fait appel à Leo Rosen pour lui redonner confiance en elle. David est quant à lui pris de cours lorsqu'il reçoit une femme qui lui dévoile des informations de première main sur le B613.



19.50 Picsou, le trésor de la lampe perdue



Picsou, le canard millionnaire, part en quête d'une lampe magique et d'un trésor fabuleux, celui du légendaire voleur Calli Baba. En compagnie de ses neveux, Riri, Fifi et Loulou, et d'une amie des trois garnements, Zaza, Picsou traverse le désert égyptien jusqu'à la pyramide de Calli Baba. Après avoir affronté le magicien Merlock, les cinq aventuriers, munis du trésor et de la lampe, s'en retournent à Canardville.



09.00 Bonjour d'Algérie magazine
10.30 Yamachi fel layle (feuilleton)
11.00 Senteurs d'algérie (reportage)
12.00 Journal télévisé (en français)
12.25 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi
13.45 Ahbab e'cheikh el arbi ben sari
14.20 Réflexions
15.10 Bent el rif (film alg)
16.40 El tawre le khariq - dessin animé
17.05 El mamalike el talate (dessin animé)
17.30 Nhar oua nhar (sitcom)
18.00 Journal télévisé en amazigh
18.20 Yamachi fel layle (feuilleton algérien)
19.00 journal télévisé en français
19.30 khalti lalahoum (sitcom)
20.00 journal télévisé en arabe
20.45 assrar el madhi (feuilleton alg)
21.30 c'est son show (émission)
23.00 Vovinam Viet Vodao (sport)



19.50 Faut pas rêver



- Le tour du monde de «Faut pas rêver» De l'île de La Réunion à l'Espagne
Présenté par Philippe Gougler
Philippe Gougler poursuit son tour du monde sur cinq continents, de l'île de La Réunion à l'Espagne, en passant par l'Australie, la Patagonie et l'Inde. Le Piton de la Fournaise, sur l'île de La Réunion, est l'un des volcans les plus actifs et les plus dangereux au monde, attirant des passionnés comme Serge Gélabert.



VENDREDI



19.55 Ce soir, tout est permis avec Arthur



Pour célébrer l'été, Arthur propose de se replonger dans les meilleurs moments de la saison écoulée. Semaine après semaine, en compagnie d'invités triés sur le volet, l'animateur a amusé les téléspectateurs grâce aux épreuves divertissantes imposées à ses hôtes. Avec un panel de plus de cinquante défis en tout genre, faisant appel aux dons les plus variés des participants, Arthur a de quoi varier les exercices.



19.55 NCIS enquêtes spéciales



Saison 10 - Episode 4 - Top Gun
Avec Mark Harmon, Diane Neal, Michael Weatherly, Cote de Pablo
Après le crash de leur hélicoptère, deux marines ont échoué sur la plage et un troisième marmonne en titubant le nom du pilote disparu, le capitaine Oliver Happ. L'agent Abigail Borin, membre des gardes-côtes, enquête avec le NCIS...

19.56 Boulevard du palais



- Silence de mort
Avec Anne Richard, Olivier Saladin, India Hair, Jean-François Balmer
Un incendie criminel ravage un hôtel social. Il s'agit presque d'une enquête de routine pour l'inspecteur Rovère. Mais quand il découvre qu'une des clientes a été étranglée, il comprend que rien ne se passera comme prévu. Il est d'autant plus déstabilisé qu'il connaît très bien la victime.



19.45 Le silence des ombres



Avec Julianne Moore, Nathan Corrdry, Jeffrey DeMunn, Frances Conroy
Cara Harding, une psychiatre spécialisée dans les tueurs en série, veuve depuis peu, tente de refaire sa vie, de conserver sa foi en Dieu et d'élever au mieux sa fille, la petite Sammy. Son père, également psychiatre, lui présente un patient David Bernburg, un jeune schizophrène.



19.55 Famille recomposée



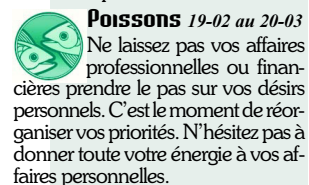
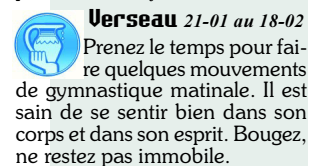
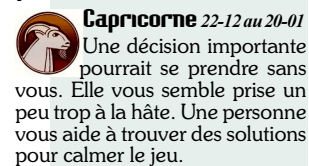
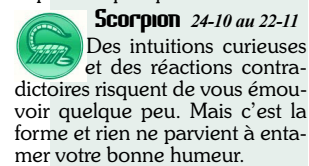
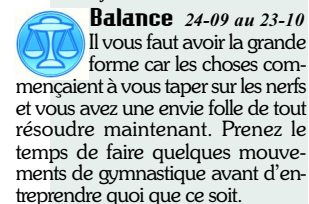
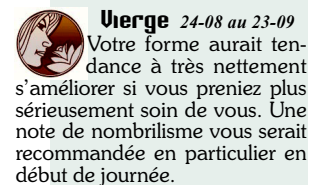
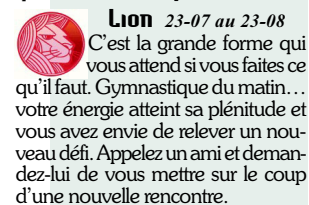
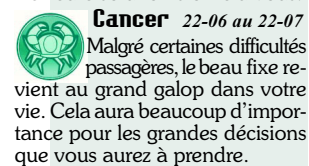
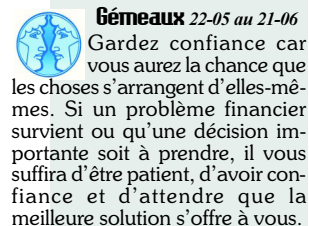
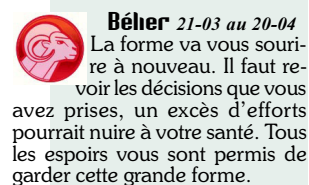
Avec Adam Sandler, Terry Crews, Drew Barrymore, Kevin Nealon
Jim et Lauren se sont rencontrés au restaurant, lors d'un rendez-vous organisé par des amis communs. Mais le courant ne passe pas entre eux, et ils se séparent, bien décidés à ne jamais se revoir. Jim, qui travaille dans un magasin d'articles de sport, retourne auprès de ses trois filles, et Lauren rejoint ses deux garçons.



19.45 Hypertension 2



Avec Jason Statham, Amy Smart, Dwight Yoakam, Efrén Ramirez
Un ex-tueur à gages doit recharger régulièrement à l'aide de décharges électriques le cœur artificiel qu'un parrain de la mafia chinoise lui a greffé de force. L'heure des règlements de comptes a sonné.



FLÉCHÉS N° 5684

ABAISSEMENT –
 ALLAITER –
 BALIVERNE – BEBE
 – CACAO –
 CAMPEMENT –
 CARESSER –
 CHARLATANISME –
 CONJONCTURE –
 CONJUGUER –
 CONTAMINATION –
 DECISION –
 DECORATION –
 ECLATEMENT –
 ECOLE – ETENDUE
 – ETUI – FRET –
 HABITATION –
 JUSTICE – MOUE –
 MOUVEMENT –
 NOCE – OCCASION
 – OGRE – ONCLE –
 ONDE –
 PERQUISITION –
 SONNERIE –
 SORTILEGE – TARD
 – TROC – VISU –
 ZESTE - VIZIR.

T	E	M	N	N	O	I	S	I	C	E	D	E	D	V
N	B	R	O	E	U	D	N	E	T	E	C	E	I	C
E	E	E	I	U	T	E	N	N	T	O	C	Z	O	E
M	B	T	T	S	E	R	E	N	L	O	I	N	N	M
E	N	I	A	I	E	M	E	E	R	R	J	O	O	S
S	O	A	N	V	E	M	G	A	P	U	I	U	O	I
S	I	L	I	P	E	E	T	E	G	T	V	N	J	N
I	S	L	M	T	L	I	R	U	I	E	N	U	E	A
A	A	A	A	I	O	E	E	S	M	E	S	T	E	T
B	C	L	T	N	S	R	I	E	R	T	S	D	E	A
A	C	R	N	X	O	U	N	I	I	E	N	R	C	L
E	O	O	O	N	Q	T	E	C	Z	O	F	O	A	R
S	C	G	C	R	A	R	E	S	S	E	R	A	C	A
E	R	L	E	R	N	O	I	T	A	T	I	B	A	H
E	E	P	D	E	R	U	T	C	N	O	J	N	O	C

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er signifie ancien.
- Mon 2e est à deux pas.

Mon tout signifie intentionnellement.

CODÉS N° 5684



Feu vert turc à l'utilisation d'une base par les Américains



Les autorités turques ont donné aux Américains le feu vert effectif à l'utilisation de la base aérienne d'Incirlik (sud) afin de mener des frappes en Syrie contre les combattants du groupe Etat islamique, a-t-on appris mercredi de source officielle turque. Le décret gouvernemental «a été signé» et les Américains peuvent désormais se servir «à tout moment» de la base d'Incirlik dans le cadre de la coalition internationale antijihadiste, a déclaré à l'AFP une source du ministère des Affaires étrangères, quelques jours après l'approbation de principe d'Ankara. Cet accord, qui a fait l'objet de longues tractations préalables, était ardemment souhaité par Washington, la base d'Incirlik occupant une position clé pour rapprocher les F-16 américains de leurs cibles jihadistes. Les avions de l'US Air force doivent actuellement décoller de bases plus éloignées, par exemple en Jordanie ou au Koweït. Membre de l'Otan, la Turquie avait jusqu'à récemment refusé de participer aux opérations de la coalition contre l'EI, de peur de favoriser l'action des Kurdes de Syrie combattant sur le terrain les jihadistes à proximité de sa frontière. Mais l'attentat survenu le 20 juillet à Suruç (sud), qui a fait 32 morts et attribué à l'EI, a changé la donne et contraint Ankara à effectuer un tournant stratégique.

Le président iranien invité en France



Le président iranien Hassan Rohani a été invité par son homologue français François Hollande à se rendre en France en novembre, a déclaré mercredi le chef de la diplomatie française Laurent Fabius, en visite en Iran. «Je suis porteur d'une invitation de la part du président de la République française au président iranien à se rendre en France, s'il le veut bien, au mois de novembre», a déclaré M. Fabius lors d'une conférence de presse. «Si j'avais à résumer en deux termes le sens et l'état d'esprit dans lequel j'accomplis cette visite, je dirais le respect et la relance», a déclaré M. Fabius, premier chef de la diplomatie française à se rendre en Iran en 12 ans. «Nous sommes deux grands pays indépendants, la France respecte l'Iran, sa culture, son rôle dans l'histoire (...) et ses souffrances, je pense aux souffrances qui ont été éprouvées pendant la guerre Iran-Irak», entre 1980 et 1988, a ajouté M. Fabius. Le ministre a également évoqué le «respect que nous devons aux engagements pris» lors de l'accord nucléaire du 14 juillet entre l'Iran et les grandes puissances (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Chine, Russie et Allemagne). Cet accord vise à limiter au nucléaire civil le programme iranien en échange de la levée progressive et réversible des sanctions internationales imposées depuis 2006 à son économie. Il a également annoncé la visite en septembre d'une délégation économique française accompagnée de deux ministres.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Arabie Saoudite: un policier tué dans une attaque

Un policier saoudien a été tué et deux autres blessés dans une attaque perpétrée dans la région majoritairement chiite de Qatif, dans la Province orientale, a indiqué le ministère de l'Intérieur mercredi. «Un policier a été tué et deux ont été blessés», a déclaré un porte-parole du ministère. La police a ajouté dans un communiqué que deux suspects avaient été arrêtés dans le village d'al-Jesh, lieu de l'attaque. Il n'était pas possible de savoir dans l'immédiat si l'attaque est liée au mouvement de contestation mené par les chiites, au groupe jihadiste Etat islamique (EI). Les habitants se plaignent également de la criminalité dans la région. La majorité des chiites d'Arabie saoudite vivent dans la Province orientale et se plaignent de discriminations. Cette région connaît depuis quatre ans des affrontements sporadiques entre manifestants chiites et forces de l'ordre. L'EI, qui considère les chiites comme des hérétiques, a revendiqué en mai des attentats dirigés contre deux lieux de culte de cette minorité dans la Province orientale, qui ont fait au total 25 morts. Le même groupe



a revendiqué un autre attentat suicide contre une mosquée chiite au Koweït qui avait fait 26 morts en juin. Le 18 juillet, le ministère saoudien de l'Intérieur avait annoncé le démantèlement de cel-

lules de l'EI et l'arrestation de plus de 430 suspects. Il avait affirmé avoir mis en échec des plans d'attaques de ces cellules contre des mosquées chiites et des missions diplomatiques.

Mort d'un migrant aux abords du tunnel sous la Manche



Un candidat à l'exil en Grande-Bretagne est mort dans la nuit de mardi à mercredi à Calais (nord), où les tentatives d'intrusion de migrants sur le site du tunnel sous la Manche se multiplient, contraignant les autorités à mobiliser 120 policiers supplémentaires. Ces dernières semaines, le site d'Eurotunnel a été assailli quotidiennement par des migrants bloqués à Calais mais désireux de traverser coûte que coûte, et la société exploitante du tunnel s'est dite mercredi «dépassée» par la situation. Dans la nuit de mardi à mercredi quelque 1.500 tentatives d'intrusion ont été rapportées

après un pic de 2.000 la veille. Quelque «150 ou 250 migrants ont essayé de passer dans le tunnel cette nuit, plusieurs fois», a précisé le maire de Calais Natacha Bouchart, interviewée sur la radio France Info. Une réunion d'urgence du comité Cobra, constitué de ministres et responsables de la sécurité, va se tenir mercredi à Londres pour aborder les incidents de Calais, sous la direction de la ministre de l'Intérieur, Theresa May. Cette dernière avait reçu mardi la visite de son homologue français, Bernard Cazeneuve. Le ministre a annoncé mercredi l'envoi de 120

policiers, en plus des 300 déjà mobilisés, pour sécuriser la frontière à Calais et le site d'Eurotunnel, alors que la polémique commence à gonfler en France. Un candidat de l'opposition de droite aux prochaines élections régionales dans le nord, Xavier Bertrand, a réclamé un «sommet franco-britannique exceptionnel» et un «blocus maritime au large des côtes libyennes». L'homme décédé, d'origine soudanaise et âgé de «25 à 30 ans», aurait été percuté par un camion «qui descendait d'une navette pendant qu'il essayait de grimper» dans le train, a déclaré une source policière.

Amnesty accuse Israël de «crime de guerre»

Amnesty International a accusé mercredi Israël d'avoir commis «des crimes de guerres» en tuant «au moins 135 civils» en représailles à la capture d'un de ses soldats lors de la guerre de l'été 2014 dans la bande de Gaza. «De nouveaux éléments indiquent que les forces israéliennes ont perpétré des crimes de guerre en représailles à la capture d'un soldat (...) le caractère systématique et délibéré de l'attaque terrestre et aérienne menée contre Rafah qui a tué au moins 135 civils, pourrait constituer un crime contre l'humanité», accuse l'ONG dans un rapport publié avec l'équipe de recherche londonienne Forensic Architecture. Israël «a lancé une série d'attaques disproportionnées, sans discrimination» sur Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, poursuit l'ONG.

L'armée israélienne a mené une enquête interne qui «n'est ni indépendante, ni impartiale», assure Amnesty, mais qui selon l'Etat hébreu a conclu au respect du droit international.

Le Pakistan annonce la mort du chef du principal groupe armé



Le Pakistan a annoncé mercredi la mort du chef du plus violent groupe armé islamiste antichiiites du pays, tué selon les autorités avec ses principaux bras droits lors d'une fusillade avec la police. Malik Ishaq, environ 55 ans, était l'influent leader du Lashkar-e-Jhangvi (LeJ), proche d'Al-Qaïda et accusé d'innombrables attaques, en partie revendiquées, contre la minorité chiite (20% de la population) qu'il considérait comme traître à l'islam. Il faisait également partie de la liste des personnalités considérées comme terroristes par le gouvernement américain. Cette annonce intervient alors que le Pakistan avait annoncé en décembre dernier, après le massacre de plus de 130 écoliers par un commando rebelle taliban à Peshawar (nord-ouest), qu'il n'aurait plus aucune tolérance envers les groupes armés islamistes violents. La mort de Malik Ishaq et de 13 autres membres de son groupe, dont deux de ses fils, a été annoncée tôt mercredi à l'AFP par la police et les autorités de la province du Pendjab (est), berceau du LeJ. Selon les autorités, Malik Ishaq, arrêté par la police quelques jours plus tôt, a péri après que certains de ses partisans eurent tenté de le libérer en attaquant le convoi policier qui le transportait dans les faubourgs de la ville de Muzaffargarh. «Les membres de son groupe ont ouvert le feu, et la police a répliqué. Malik Ishaq, ses deux fils et onze autres de ses partisans ont été tués, et six policiers blessés» dans la fusillade, a expliqué sous couvert d'anonymat à l'AFP un responsable de la police impliqué dans l'opération. L'hôpital public du district de Muzaffargarh a confirmé à l'AFP avoir reçu 14 dépouilles à la suite de cet événement.

EDITORIAL

Par M. Abdou BENABBOU

LES FORTUNES SUSPECTES NE SONT PAS CACHEES

te conséquente méfiance, que la situation politique et économique du pays a doublée, a considérablement amplifié chez le contribuable une allergie déjà large pour toute senteur aussi légale soit-elle d'une banque.

Nos officiels ont beau aujourd'hui rassurer et la mise en avant de la littérature patriotique usée jusqu'à la corde ne suffit pas si l'Etat ne se décide pas à prendre le taureau par les cornes en cessant de surfer avec ses paradoxes sur un terrain vital pour le pays.

Dans toutes les nations du monde, la justice

fiscale et l'articulation des finances nationales reposent sur le visuel. Les fortunes algériennes suspectes ne sont pas cachées et elles crévent les yeux. Il suffit d'un courage politique sain pour se présenter devant elles et de leur exiger de détailler jusqu'au dernier sou comment elles ont été bâties. Les premières justifications devraient d'abord être présentées par celles qui se sont assises à un moment ou à un autre sur les strapontins ou les fauteuils des responsabilités de l'Etat.

Aisé de le dire qu'à faire, on le sait. Car emprunter cette voie, plus qu'elle ne certifierait la sincérité et l'objectivité des décisions économiques, et mieux que ne le fassent les lourds chapelets des subventions, elle convoquerait la nécessaire confiance d'un peuple seule garante de la légitimité de l'Etat.